

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
DÉPARTEMENT DE SCIENCES JURIDIQUES

LES ENJEUX CONTEMPORAINS DE LA PROTECTION DE  
CONNAISSANCES TRADITIONNELLES ENVIRONNEMENTALES :  
QUEL RÔLE POUR LES ÉTATS PARTIES DE LA CONVENTION  
SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ?

MÉMOIRE PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE DE LA  
MAÎTRISE EN DROIT INTERNATIONAL

PAR  
PIERINA YUPANQUI HUERTO

SEPTEMBRE 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*Aux peuples autochtones et à la  
Pachamama, notre mère Terre...*

## REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je remercie l'Université du Québec à Montréal pour son grand appui académique et technologique qui a permis le développement de ce mémoire. Je remercie particulièrement tous les professeurs qui se sont intéressés à ce sujet et qui ont contribué avec leurs idées et connaissances. Notamment, ma directrice de recherche Madame Anne Saris, mon ancienne directrice de recherche Madame Sylvie Paquerot et Madame Annie Rochette. Je remercie aussi le *Centre d'études en droit international et de la mondialisation*, l'*Observatoire des Amériques*, le professeur Prosper Bernard et la professeure France Bouchard de permettre la diffusion au public et le débat autour de cette recherche.

Enfin, je suis très reconnaissante pour l'appui moral et l'aide économique de Rosa et David, mes parents, de mon frère David, mes soeurs Katy et Paola, et Xavier Robert-Lachaine, mon amoureux dans la vie.

Pierina Yupanqui Huerto

## TABLE DES MATIÈRES

<b>LISTE DE FIGURES</b>	viii
<b>LISTE DES ABBRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES</b>	ix
<b>RÉSUMÉ</b>	xiv
<b>INTRODUCTION</b>	1
 <b>CHAPITRE I</b>	
<b>UNE APPROCHE INTERDISCIPLINAIRE : POURQUOI UNE ÉTUDE SUR LA PROTECTION DES CONNAISSANCES TRADITIONNELLES ENVIRONNEMENTALES ?</b>	2
1.1 La problématique	2
1.2. L'importance du sujet choisi	3
1.3. L'hypothèse	8
1.4. Le but de la recherche	9
1.5. Concepts-clefs	10
1.5.1 Quelle définition pour les peuples autochtones ? Les défis de la reconnaissance des peuples autochtones au sein des Nations Unies	10
1.5.2 La transposition du droit inhérent à l'autonomie gouvernementale des États aux peuples autochtones	15
1.5.3 Les enjeux internationaux de la diversité biologique : d'une protection écocentriste à une protection anthropocentriste	20
1.5.4 Le rôle des CTE de peuples autochtones dans la protection de la biodiversité	25
1.5.5 L'interdisciplinarité et la notion de la méthode comparative	34
1.6 Les modèles de comparaison applicables à cette étude	37
1.6.1 L'approche comparative destinée à l'étude d'un seul cas	37
1.6.2 L'étude binaire sur l'analyse généralement extensive aux deux cas	38
1.6.3 L'analyse des cas analogues qui ont les mêmes caractéristiques	38
1.6.4 L'analyse des cas contrastés qui ont des caractéristiques similaires	38

1.6.5 Le modèle de corrélations planétaires.....	39
1.6.6 Le modèle d'homogénéisation des cas hétérogènes.....	39
1.6.7 Le modèle d'analyse des cas analogues et contrastés.....	39
1.7 Les variables dépendantes et d'interférence de cette étude.....	46
1.7.1 La vérification du rapport entre les variables principales chez les États.....	47
1.7.2 La vérification du rapport entre les variables principales chez les Autochtones.....	47
1.7.3 La variable d'interférence.....	48
1.8 Les critères d'identification des peuples autochtones.....	48
1.8.1 Le sentiment d'appartenance indigène.....	49
1.8.2 L'acquisition des caractéristiques culturelles qui sont propres aux Autochtones.....	50
1.8.3 La situation de discrimination de la plupart des peuples autochtones.....	50
1.8.4 La revendication de l'autodétermination et de l'autonomie gouvernementale.....	50
1.8.5 L'acquisition des connaissances traditionnelles environnementales.....	51
1.9 Les critères d'identification des États.....	52
1.9.1 Être un sujet de droit international.....	52
1.9.2 L'appartenance à la Convention sur la diversité biologique.....	53
1.9.3 La mise en place d'une législation et d'une politique qui régulent la diversité biologique et les peuples autochtones.....	53
1.10 Critères d'évaluation de l'exercice de l'autonomie gouvernementale des Autochtones.....	53
1.10.1 Le caractère politique et territorial.....	54
1.10.2 Le caractère inhérent.....	54
1.10.3 Le caractère juridique.....	54
1.10.4 Le caractère administrative.....	55
1.10.5 Sa relevance du droit à l'autodétermination.....	55
1.11 Les critères d'évaluation de la protection du droit à l'autonomie gouvernementale par les États.....	56
1.11.1 Le transfert des compétences aux peuples autochtones.....	56
1.11.2 S'abstenir de tout acte de contrainte qui empêche l'exercice de l'autonomie.....	57
1.11.3 Prendre en compte les coutumes autochtones.....	57

1.12 Les critères d'évaluation de la protection des CTE par les États.....	57
1.12.1 La préservation et le maintien des CTE par les peuples autochtones.....	58
1.12.2 La promotion du contrôle des CTE par les peuples autochtones.....	58
1.12.3 Encourager la participation des peuples autochtones dans la prise de décisions sur les CTE.....	59
1.12.4 La reconnaissance juridique des CTE en tant que scientifiques, traditionnelles et holistiques.....	60
1.12.5 L'application des lignes directrices qui protègent les CTE.....	61
1.13 L'évaluation du critère de contrôle et de la protection des CTE par les peuples autochtones.....	62
1.13.1 L'existence d'un système d'autogestion de ressources.....	62
1.13.2 L'organisation pour protéger les CTE.....	62
1.14 Critères de protection de la biodiversité applicables aux États et Autochtones.....	63
1.14.1 Le critère de détermination des systèmes prioritaires de protection.....	64
1.14.2 La valeur attribuée à la biodiversité.....	65
1.15 La justification du choix des études de cas.....	66

## CHAPITRE II

<b>L'ÉTUDE DES CAS ET LA VÉRIFICATION DE L'HYPOTHÈSE.....</b>	<b>68</b>
2.1. Vérification des critères d'identification des peuples autochtones.....	68
2.1.1 Le sentiment d'appartenance indigène.....	68
2.1.2 Posséder des caractéristiques culturelles exclusives.....	70
2.1.3 Être dans une situation de discrimination.....	73
2.1.4 La revendication de l'autodétermination et de l'autonomie gouvernementale.....	77
2.1.5 Posséder des CTE liées à la diversité biologique.....	80
2.2. Vérification des critères d'identification des États.....	82
2.2.1 Être un sujet de droit international.....	82
2.2.2 L'appartenance à la Convention sur la diversité biologique.....	84
2.2.3 Posséder un système juridique et des politiques qui régulent la diversité	

biologique et les peuples autochtones.....	84
2.3. Vérification de critères d'évaluation de la protection du droit à l'autonomie gouvernementale par les États.....	87
2.3.1 L'État du Panama.....	87
2.3.2 L'État de la Malaisie.....	88
2.3.3 L'État du Mexique.....	89
2.4. La vérification des critères d'évaluation de la protection de CT liés à la protection la diversité biologique par les États.....	90
2.4.1 L'État du Panama.....	90
2.4.2 L'État de la Malaisie.....	91
2.4.3 L'État du Mexique.....	93
2.5 La vérification des critères d'évaluation de l'exercice de l'autonomie gouvernementale par les peuples autochtones.....	95
2.5.1 Le peuple Kuna du Panama.....	95
2.5.2 Le peuple Orang Asli de la Malaisie.....	96
2.5.3 Le peuple Zapotèque du Mexique.....	97
2.6 Vérification des critères d'évaluation du contrôle et de la protection des CTE par les peuples autochtones.....	98
2.6.1 Le peuple Kuna.....	99
2.6.2 Le peuple Orang Asli.....	101
2.6.3 Le peuple Zapotèque.....	102
2.7 L'application du modèle de comparaison de cas analogues dans les études de cas.....	104
2.7.1 Le rapports des variables principales.....	104
2.7.2 Rappel de la variable d'interférence et de la méthodologie appliquée.....	104
<b>CONCLUSION</b> .....	106
<b>APPENDICES</b> .....	109
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	117



## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Graphique sur la présence ou absence des variables dépendantes.....	109
1.2 Graphique sur le premier rapport cause à effet.....	110
1.3 Graphique sur le deuxième rapport cause à effet.....	111
1.4 Graphique sur la variable d'interférence : la participation de peuples autochtones dans la prise de décisions : premier rapport cause à effet.....	112
1.5 Graphique sur la variable d'interférence : la participation de peuples autochtones dans la prise de décisions : deuxième rapport cause à effet.....	113
1.6 Carte géographique de la Comarca Kuna Yala du peuple autochtone Kuna du Panama.....	114
1.7 Carte géographique du territoire occupé par le peuple autochtone Orang Asli dans la Péninsule de la Malaisie.....	115
1.8 Carte géographique du Mexique où se trouve Juchitan de Zaragoza.....	116

## **LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES**

### **SIGLES**

#### **ALENA**

Accord de libre-échange Nord-Américain)

#### **APEC**

Asia Pacific Economic Cooperation  
(Coopération Économique du Pacifique Asiatique)

#### **CATIE**

Center for Research and Education  
(Centre de recherche et d'éducation)

#### **CITES**

Convention sur le commerce international des espèces de la faune et de la flore sauvages  
menacées d'extinction

#### **CDB**

Convention sur la diversité biologique

#### **CDH**

Commission des droits de l'homme des Nations Unies

#### **CIMMYT**

Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé

**CMS**

Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage

**CNUCED**

Conférence de Nations Unies sur le commerce et le développement

**COCEI**

Coalition de travailleurs, paysans et étudiants de l'Isthme

**COICA**

Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica  
(Coordinatrice des organisations indigènes du bassin amazonien)

**CONABIO**

Comisión Nacional para el conocimiento y la utilización de la biodiversidad  
(Commission nationale pour la connaissance et l'utilisation de la biodiversité)

**CONAPIP**

Coordinatrice nationale des peuples indigènes du Panama

**CT**

Connaissances traditionnelles

**CTE**

Connaissances traditionnelles environnementales

**DIGERPI**

Département de droits collectifs et expressions folkloriques

**FAO**

Food and Agriculture Organization of the United Nations  
(Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)

**ICC**

Inuit Circumpolar Council  
(Conseil Inuit circumpolaire)

**IDIKY**

Instituto para el desarrollo integral Kuna Yala  
(Institut pour le développement intégral Kuna Yala)

**INRENARE**

Instituto de recursos naturales renovables  
(Institut des ressources naturelles renouvelables)

**IWGIA**

International Work Group for Indigenous Affairs  
(Groupe international des affaires autochtones)

**JHEOA**

Jabatan Hal Ehwal Orang Asli  
(Département des affaires autochtones)

**OGM**

Organismes génétiquement modifiés

**OIT**

Organisation internationale du travail des Nations Unies

**OMC**

Organisation mondiale du commerce

**OMPI**

Organisation mondiale de propriété intellectuelle

**POASM**

Peninsula Malaysia Orang Asli Association  
(Association des Orang Asli de la Péninsule de la Malaisie)

**PEMASKY**

Projet de gestion pour les aires forestières de Kuna Yala

**SABOT**

Semelai Association for Boating and Tourism Tasek Bera  
(Association Semalai pour le nautisme et le tourisme Tasek Bera)

**SCDB**

Secrétariat de la convention sur la diversité biologique

**SEPPSF**

South East Pahang Peat Swamp Forest  
(Forêt des mangroves du Sud-Est de Pahang)

**TK**

Traditional Knowledge  
(Connaissance traditionnelle)

**TEK**

Traditional Environmental Knowledge  
(Connaissance traditionnelle environnementale)

**UCIRI**

Unión de comunidades indígenas de la Región del Istmo  
(Union des communautés indigènes de la Région de l'Isthme)

**UCIZONI**

Unión de Comunidades indígenas de la Región Norte del Istmo  
(Union des communautés indigènes de la Région Nord de l'Isthme)

**USAID**

United States Agency for International Development  
(Agence des États-Unis pour le développement international)

**UTK**

Union de trabajadores Kuna  
(Union des travailleurs Kuna)

**WWF**

World Wildlife Fund  
(Organisation mondiale de protection de l'environnement)

**ZLEA**

Zone de libre-échange des Amériques

## RÉSUMÉ

Le but est de vérifier deux situations : chez les États parties de la *Convention sur la diversité biologique*, l'influence de la protection de l'exercice du droit à l'autonomie gouvernementale de peuples autochtones dans la protection de connaissances traditionnelles liées à la protection de la diversité biologique. Ainsi que de vérifier chez les peuples autochtones choisis, l'influence de l'exercice de l'autonomie gouvernementale dans le contrôle et la protection des connaissances traditionnelles.

Cette recherche multidisciplinaire se déroule dans les limites du droit en permettant d'étudier des œuvres des scientifiques juristes et non juristes comme des politologues, des anthropologues, des biologistes et des écologistes. Au plan scientifique, la recherche multidisciplinaire en droit international est, de plus actuelle, étant donné le rapport qui se manifeste dans la réalité entre différentes notions comme la protection de la diversité biologique et de connaissances traditionnelles environnementales ainsi que la protection de l'exercice du droit à l'autonomie gouvernementale de peuples autochtones. Alors, la présente recherche ambitionne de contribuer au développement des rapports entre ces concepts provenant de différentes disciplines de telle sorte que la recherche devienne plus complète et enrichie.

La méthodologie utilisée est l'induction consistant à développer un argument de recherche qui puisse être validé à travers l'analyse comparative des trois études de cas. Cette analyse utilise les méthodes comparatives développées par plusieurs chercheurs comme Dogan et Pelassy, Durkheim, Max Weber et Van Hoecke. Les études de cas sont les suivantes : le peuple autochtone Orang Asli de la Malaisie, le peuple autochtone zapotèque du Mexique et le peuple autochtone Kuna du Panama. Ces cas permettront d'appliquer le rapport théorique des concepts de protection de connaissances traditionnelles environnementales, de la protection de l'exercice du droit à l'autonomie gouvernementale, ainsi que le rapport du concept du contrôle de connaissances traditionnelles environnementales et le concept de l'exercice du droit à l'autonomie gouvernementale.

Les résultats obtenus de cette étude sont les suivants : tout d'abord, de la part de l'État, la protection effective de l'exercice du droit à l'autonomie gouvernementale de peuples autochtones permet la protection de connaissances traditionnelles environnementales. Ensuite, l'exercice de l'autonomie gouvernementale de peuples autochtones permet le contrôle et la protection effective de connaissances traditionnelles environnementales. Ces rapports contribuent à la protection intégrale de la diversité biologique, laquelle est le but ultime de cette recherche.

Expressions et mots-clefs : peuples autochtones, diversité biologique, droit international, l'autonomie gouvernementale.

## INTRODUCTION

La présente recherche se divise en deux grands chapitres. Le premier chapitre est consacré au développement de la problématique de la protection de connaissances traditionnelles environnementales, notamment l'exposition de l'argument de recherche et du but de la recherche, ainsi que l'analyse du cadre théorique des notions principales qui ont été abordées du point de vue juridique et multidisciplinaire (anthropologique, sociologique, politique, entre autres). Ces notions comprennent le concept de peuples autochtones, le concept d'autonomie gouvernementale des peuples autochtones, le concept de connaissances traditionnelles environnementales et le concept de diversité biologique. Les concepts de comparaison, ainsi que les différents modèles de comparaison sont développés de façon synthétisée. De plus, les variables principales et les critères d'identification et d'évaluation sont expliqués. À la fin de ce chapitre, la justification du choix des études de cas est exposée.

Le deuxième chapitre est dédié à la vérification des critères d'identification et d'évaluation dans chaque entité étatique et autochtone afin d'évaluer l'application de l'hypothèse en utilisant le modèle de comparaison choisi.

La conclusion expose les résultats de recherche d'une façon très synthétisée et énonce des recommandations pour des futures recherches sur le sujet.



## CHAPITRE I

### UNE APPROCHE INTERDISCIPLINAIRE : POURQUOI UNE ÉTUDE SUR LA PROTECTION DES CONNAISSANCES TRADITIONNELLES ENVIRONNEMENTALES ?

#### 1.1 La problématique

Le problème a été formulé de la façon suivante : Comment les États membres de la *Convention sur la diversité biologique* peuvent assurer la protection des connaissances traditionnelles environnementales de peuples autochtones ? L'angle d'approche de ce problème est le droit international. Selon l'article 38 du *Statut de la Cour internationale de justice*<sup>1</sup>, le droit international est composé par les conventions internationales, la coutume internationale et les principes généraux juridiques reconnus par les nations civilisées. Il englobe le droit international public et le droit international privé.

Cette approche a permis d'approfondir le droit des peuples autochtones et le droit de l'environnement dans la doctrine internationale et les accords internationaux. Ces deux droits appartiennent à la troisième génération des droits de l'homme. Ils comprennent les droits dits de « solidarité » répondant aux grands enjeux contemporains, au développement et à un environnement sain. Plus précisément, les droits concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et les droits des peuples autochtones à contrôler leurs connaissances traditionnelles environnementales inscrits dans l'article 8-j de la *Convention sur la diversité biologique* et l'article 31 de la *Déclaration de Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, analysés plus bas<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> *Statut de la Cour internationale de justice* (1945), RT Can. 7 (21) art. 38.

<sup>2</sup> *Convention sur la diversité biologique*, 5 juin 1992, 30619 R.T.N.U. 173, art. 8-j [CDB]; *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, Doc. off. AG NU, 61<sup>e</sup> sess., Annexe, point 68, Doc. NU A/RES/61/295 (2007) art. 31 [Déclaration des peuples autochtones] ; Jean Salmon, dir., *Dictionnaire de droit international public*, 1<sup>er</sup> éd., Paris, Universités Francophones, 2001, s.v. « droit international », « droits de l'homme » [Salmon].

Il est évident que ce sujet n'appartient pas seulement au droit international et qu'il mérite une approche interdisciplinaire. Selon les chercheurs Jucquois et Vielle<sup>3</sup>, l'approche pluridisciplinaire est une façon d'analyser l'objet d'étude à partir de plusieurs regards avec le but d'en faire la comparaison et la synthèse ; cette approche sert au développement des concepts qui transcendent la discipline qu'on maîtrise mieux, dans notre cas : le droit. Les concepts de peuple autochtone, d'autonomie gouvernementale, de diversité biologique et de connaissances traditionnelles environnementales sont des concepts-clefs pour notre recherche et que requiert cette approche. Le présent travail s'appuie notamment d'une doctrine sélective sur le sujet dans les domaines de la science politique, l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, l'écologie, la biologie et l'administration. Les auteurs seront présentés dans le développement de concepts de ce chapitre.

## 1.2 L'importance du sujet choisi

Ce sujet a été choisi eu égard à notre intérêt sur les questions environnementales et sociales, notamment le rôle que jouent les peuples autochtones dans la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique à travers leurs savoirs traditionnels. L'existence d'une problématique sur le droit à l'autonomie gouvernementale de peuples autochtones et d'une problématique sur la protection internationale de la diversité biologique a motivé notre choix du sujet. De plus, à l'intérieur de ces deux problématiques, il existe une sub-problématique sur le droit de contrôler les connaissances traditionnelles environnementales de peuples autochtones et le rôle des États dans la protection de ces connaissances. Il relève de notre curiosité scientifique de rassembler les deux problématiques et d'ajouter le rôle des États parties de la *Convention sur la diversité biologique*<sup>4</sup>. Ces États ont établi un accord international pour la conservation et l'utilisation durables de la diversité biologique en incluant un rôle important aux peuples autochtones. Finalement, notre intérêt pour la

<sup>3</sup> Guy Jucquois et Christophe Vielle, *Le comparatisme dans les sciences de l'homme : approches pluridisciplinaires*, Bruxelles, De Boeck Université, 2000 à la p. 18 [Jucquois et Vielle].

<sup>4</sup> CDB, *supra* note 2, art.1 (les objectifs de la présente Convention sont la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation de ressources génétiques).

recherche interdisciplinaire tient au fait qu'elle permette d'approfondir le développement de notre problématique en utilisant plusieurs regards. La recherche des cas réels analysés sera approfondie selon différents points de vue afin de démontrer notre argument de recherche énoncé quelques lignes plus bas.

Notre sujet comprend deux sous- thèmes très actuels. En premier lieu, selon le chercheur Bose Tapan, le problème de l'exercice et de la protection du droit à l'autonomie gouvernementale, transposé aux peuples autochtones, est un sujet très actuel et de grande importance pour les peuples autochtones qui cherchent à maintenir les terres et ressources qu'ils possèdent légalement ou traditionnellement. Il est devenu un sujet de grande importance internationale pour les États et les peuples autochtones depuis l'adoption de la *Déclaration de Nations Unies des droits des peuples autochtones* par l'Assemblée Générale en septembre 2007. L'article 4 reconnaît aux peuples autochtones le droit d'être autonome. Cette *Déclaration* vient à confronter la politique paternaliste (de domination sur les peuples autochtones) des certains États qui ont refusé son adoption (comme l'Australie, le Canada, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande). Finalement, tel que Tapan l'a souligné dans son ouvrage, les peuples autochtones s'attendent à ce que cette *Déclaration* devienne une convention ou un autre instrument juridique international afin qu'elle soit ratifiée par les États et avoir un effet contraignant<sup>5</sup>. Regardons ensemble l'article 4:

Les peuples autochtones, dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, ont le droit d'être autonome et de s'administrer eux-mêmes pour tout ce qui touche à leurs affaires intérieures et locales, ainsi que de disposer des moyens de financer leurs activités autonomes (*Déclaration des peuples autochtones, supra note 2, art. 4*).

Il est aussi important pour cette étude de mentionner l'article 26 de la *Déclaration de Nations Unies des droits des peuples autochtones*, lequel reconnaît aux peuples autochtones le droit de contrôler la terre, le territoire et les ressources (naturelles et

<sup>5</sup> K. Bose Tapan, « Definition and Delimitation of the indigenous peoples of Asia » dans *Vines that won't Bind Indigenous Peoples in Asia. Procedures d'une conference tenue en 1995 à Chiang Mai*, Amsterdam (Pb), IWGIA, 1996 à la p.43 [Tapan] ; *Déclaration des peuples autochtones, supra note 2, art. 4* (les peuples autochtones, dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, ont le droit d'être autonomes et de s'administrer eux-mêmes pour tout ce qui touche à leurs affaires intérieures et locales, ainsi que de disposer des moyens de financer leurs activités autonomes).

manufacturées) et la protection de ce droit par les États. Selon le juriste Jean Salmon<sup>6</sup>, le contrôle comprend la gouvernance, la régulation et la gestion. De plus, la protection implique l'établissement de mesures destinées à assurer le respect effectif des droits de peuples autochtones par des garanties politiques ou juridiques, en assurant des voies de recours efficaces en cas de violation sur le plan interne comme sur le plan international.

Le deuxième problème est la protection et le contrôle des connaissances traditionnelles environnementales. C'est un sujet d'importance internationale autant pour les États que pour les peuples autochtones concernés. Les États membres de la *Convention sur la diversité biologique* (CDB) ont manifesté, dans l'article 8-j, leur intérêt pour protéger les connaissances traditionnelles environnementales de peuples autochtones. Cependant, cet article envisage de façon conventionnelle la protection de ces connaissances, parce que la protection est limitée aux dispositions de la loi nationale. Regardons l'article 8-j ci-dessus :

Sous réserve des dispositions de sa législation nationale, respecte, préserve et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle, avec l'accord et la participation des dépositaires de ces connaissances, innovations et pratiques et encourage le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques (CDB, *supra* note 2, art. 8-j).

Il y a aussi l'article 10 c) de la CDB, qui est complémentaire à l'article 8-j)<sup>7</sup>. Il demande aux États de protéger l'usage coutumier des ressources biologiques. Cet usage coutumier est la façon traditionnelle d'utiliser la diversité biologique selon les savoirs traditionnels des

---

<sup>6</sup> Salmon, *supra* note 2, s.v. « protection de droits de l'homme » ; C.C. Smith, et al., *Dictionario Moderno Inglés*, Barcelona, Oceano Langenscheidt, s.v « control », « protection » ; Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, art. 26 (1. Les peuples autochtones ont le droit aux terres, territoires et ressources qu'ils possèdent et occupent traditionnellement ou qu'ils ont utilisés ou acquis. 2. Les peuples autochtones ont le droit de posséder, d'utiliser, de mettre en valeur et de contrôler les terres, territoires et ressources qu'ils possèdent parce qu'ils leur appartiennent ou qu'ils les occupent ou les utilisent traditionnellement, ainsi que ceux qu'ils ont acquis. 3. Les États accordent reconnaissance et protection juridiques à ces terres, territoires et ressources. Cette reconnaissance se fait en respectant dûment les coutumes, traditions et régimes fonciers des peuples autochtones concernés).

<sup>7</sup> CDB, *supra* note 2, art. 10 c) (chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra : c) Protège et encourage l'usage coutumier des ressources biologiques conformément aux pratiques traditionnelles compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable).

peuples autochtones. Ces savoirs comprennent un ensemble de connaissances et d'apprentissages millénaires qui ont été transmis de génération en génération et qui sont utilisés par les peuples autochtones. Cependant, cette protection est faible parce qu'elle dépend de la capacité (économique ou institutionnelle) de l'État et de l'opportunité présentée à l'État pour promouvoir la protection de l'usage coutumier.

Finalement, l'article 31 de la *Déclaration* reconnaît aux peuples autochtones le droit de contrôler le savoir traditionnel dans le cadre du droit à l'autonomie gouvernementale. Les États ont accordé adopter des mesures pour protéger ce droit. Regardons ensemble l'article 31:

Les peuples autochtones ont le droit de préserver, de contrôler, de protéger et de développer leur patrimoine culturel, leur savoir traditionnel et leurs expressions culturelles traditionnelles ainsi que les manifestations de leurs sciences, techniques et culture, y compris leurs ressources humaines et génétiques, leurs semences, leur pharmacopée, leur connaissance des propriétés de la faune et de la flore, leurs traditions orales, leur littérature, leur esthétique, leurs sports et leurs jeux traditionnels et leurs arts visuels et du spectacle. Ils ont également le droit de préserver, de contrôler, de protéger et de développer leur propriété intellectuelle collective de ce patrimoine culturel, de ce savoir traditionnel et de ces expressions culturelles traditionnelles. 31.2. En concertation avec les peuples autochtones, les États prennent des mesures efficaces pour reconnaître ces droits et en protéger l'exercice (*Déclaration des peuples autochtones, supra* note 2, art. 31).

Selon les chercheurs Shaik et Rijkse<sup>8</sup>, l'utilisation durable de la diversité biologique nécessite de l'aide des peuples autochtones et des communautés locales. Alors, l'État a le rôle de promouvoir l'usage coutumier et durable de la diversité biologique. Ici, il est important de distinguer les pratiques traditionnelles qui sont compatibles avec la diversité biologique des activités qui ne le sont pas. Généraliser que tous les peuples autochtones ne causent pas des impacts à l'environnement est une erreur. Cependant, les pratiques traditionnelles qui sont compatibles avec la diversité biologique réfèrent aux populations peu nombreuses sans

---

<sup>8</sup> C. Van Schaik et H.D. Rijkse, « Integrated conservation and development projects : problems and potential » dans *Making Parks Work: Strategies for Preserving Tropical Nature*, Washington DC, Island Press, 2002, 15 [Schaik et Rijkse].

pratiques d'exploitation commerciale, comme plusieurs peuples autochtones du monde. Par exemple, le peuple Kuna, le peuple Zapotèque le peuple Ashaninka et le peuple Cree.

La différence entre le contrôle et la protection est que d'un côté, le contrôle est le pouvoir de disposition et d'usage des connaissances traditionnelles tandis que la protection est l'ensemble de mesures destinées à conserver et respecter les connaissances traditionnelles. Alors, il tient aux peuples autochtones de contrôler et protéger leurs propres connaissances, et à l'État de protéger ces connaissances en établissant des garanties juridiques qui assurent le recours efficace en cas de violation sur le plan interne comme sur le plan international<sup>9</sup>.

Au plan international, les peuples autochtones ont manifesté leur intérêt pour faire respecter leurs connaissances traditionnelles environnementales dans différents forums. Leurs opinions se trouvent dans la *Charte de la terre des peuples autochtones* et la *Déclaration Kari-Oca*, qui ont été élaborées au sein de la *Conférence mondiale des peuples autochtones sur le territoire, l'environnement et le développement* (25–30 mai 1992). Par exemple, l'article 14 de la *Charte* constitue le précédent de l'article 8-j de la CDB sur le mandat aux États de protéger les connaissances traditionnelles environnementales des peuples autochtones. Ces documents ont été signés par différents représentants des organisations des peuples autochtones tels que COICA (Amazonie), ICC (Inuit : Canada, Alaska et la Russie), SARAWAK (Malaisie), SAMMI NORDIC COUNCIL (Norvège, Suède, Finlande et Russie), parmi d'autres. Leur intérêt se retrouve également dans l'article 41 de la *Charte des peuples autochtones des forêts tropicales*<sup>10</sup>, signée à Penang (Malaisie) en 1992, révisée à Nairobi en 2002. Regardons l'article 41 :

<sup>9</sup> Salmon, *supra* note 2, s.v. « protection », « protection de l'environnement », « protection de droits de l'homme », « contrôle » ; Sylvain Paren, dir., *Dictionnaire des sciences de l'environnement*, Ottawa, Broquet inc., 1990, s.v. « protection spécifique », « contrôle » [Paren].

<sup>10</sup> *Déclaration de Kari-Oca et Charte de la Terre des peuples autochtones*, 30 mai 1992, en ligne : Dialogue <<http://www.dialoguebetweennations.com/IR/english/KariOcaKimberley/KODDeclaration.htm>> [Kari-Oca et Charte de la Terre] (elle a été réaffirmée le 4 juin 2002 à Bali en Indonésie. Il y a eu la présence de 650 représentants des organisations des peuples autochtones, ces représentants sont groupés en 92 organisations qui constituent ensemble un réseau d'organisations) ; *Charter of the Indigenous and Tribal Peoples of the Tropical Forests*, 15 février 1992, en ligne : International Alliance <[http://www.international-alliance.org/documents/charter\\_eng.pdf](http://www.international-alliance.org/documents/charter_eng.pdf)> [Charter of Tropical Forests] (révisée le 22 novembre 2002 à Nairobi en Kenya).

Programs related to biodiversity must respect the collective rights of our peoples to cultural and intellectual property, genetic resources, gene banks, biotechnology and knowledge of biological diversity; this should include our participation in the management of any such project in our territories, as well as control of any benefits that derive from them (*Charter of Indigenous of the Tropical Forests*, *infra* note 10, art. 41).

Cet article oblige les États à respecter le droit des peuples autochtones de contrôler les connaissances traditionnelles liées à la diversité biologique. De même, au sein de la CDB, le *Groupe de travail* de l'article 8 j), dans son rapport adressé à la *Conférence des parties* réunie au Brésil en mars 2006<sup>11</sup>, a demandé aux États d'élaborer des programmes visant à protéger les connaissances traditionnelles environnementales avec la participation et le consentement des communautés autochtones et locales. Les États doivent aussi rendre compte de l'application de ces programmes par le biais des rapports.

### 1.3 L'hypothèse

Comme nous allons le démontrer, le problème de la protection des connaissances traditionnelles liées à la protection de la diversité biologique aurait sa solution dans la protection et l'exercice plein du droit à l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones. La protection de ce droit et des connaissances traditionnelles comprendrait la prise des mesures juridiques et politiques positives conduisant à l'exercice plein de ce droit, ainsi qu'au contrôle réel de ces connaissances par les peuples autochtones.

Alors, l'hypothèse se divise en deux sous- hypothèses. **La première sous- hypothèse est que la protection du droit à l'autonomie gouvernementale par les États permettrait de protéger les connaissances traditionnelles liées à la protection de la diversité biologique. La deuxième sous- hypothèse est que l'exercice de l'autonomie gouvernementale par les peuples autochtones permettrait de contrôler et de protéger les connaissances traditionnelles liées à la protection de la diversité biologique.**

<sup>11</sup> UNEP, CDB, *Rapport du Groupe de Travail de l'article 8 j)*, UNEP/CBD/COP/8/7, item 2, 7, 8 (2006), en ligne : CBD <<http://www.cbd.int/traditional/meetings/>> [Rapport du Groupe de l'art. 8-j].

L'option pour le faire est l'adoption d'une décision de la COP des États parti de la CDB, laquelle compromettrait les États à adopter des mesures juridiques et politiques afin d'assurer l'exercice plein du droit à l'autonomie gouvernementale; ainsi que de protéger les connaissances traditionnelles liées à la protection de la diversité biologique afin d'assurer le contrôle de ces connaissances par les peuples autochtones. Il correspondrait donc aux États partis d'adopter des lois, règlements et des programmes politiques pour la protection de ces entités.

#### **1.4 Le but de la recherche**

Le but de notre étude est d'assurer la protection des connaissances traditionnelles liées à la protection de la diversité biologique, car elles ont une importance capitale dans la protection et l'utilisation durable de la diversité biologique. Une réponse se retrouverait dans l'argument de recherche.

L'importance de cette problématique et de l'argument de recherche requiert un développement de concepts-clefs comme les concepts de peuples autochtones, d'autonomie gouvernementale, de diversité biologique et de connaissances traditionnelles environnementales. Notre cadre théorique et juridique est développé ci-dessous en utilisant les perspectives multidisciplinaires de chercheurs choisis.



## 1.5 Concepts-clefs

### 1.5.1 Quelle définition pour les peuples autochtones ? Les défis de la reconnaissance des peuples autochtones au sein des Nations Unies

En droit international, la formation du concept de peuples autochtones a été complexe, discriminatoire et finalement juste, mais il a suivi un processus progressiste. Tout d'abord, les Nations Unies ont défini l'expression « population autochtone » de la façon suivante :

Qui est originaire du territoire sur lequel elle réside, par opposition à population immigrée; population établie sur un territoire bien avant l'invasion par des populations différentes, dans le cadre de la colonisation. Elle est synonyme de communauté ou nation indigène (Jean Salmon, *supra* note 2, s.v. « population autochtone »).

Alors, il y a un rapport entre la population autochtone et le territoire où la culture autochtone se développe depuis des temps immémoriaux.

Ensuite, les Nations Unies ont développé le concept de peuple autochtone en le définissant comme celui qui est titulaire de droits. Il possède aussi le droit à l'autodétermination, à la différence des populations qui ont simplement la faculté d'être consulté (comme les minorités nationales). La définition de ces concepts se retrouve dans le *Dictionnaire de droit international public* dirigé par le juriste Jean Salmon<sup>12</sup>. Ce juriste fait référence aux accords internationaux adoptés par l'Assemblée Générale et aux résolutions produites par différents organismes de Nations Unies.

Il existe une différence conceptuelle entre les termes « autochtone » et « minorité ». Le dictionnaire Le Robert quotidien<sup>13</sup> les définit de la façon suivante :

Qui est né sur le territoire issu du sol même où il habite, qui est censé n'être pas venu par immigration. Il est synonyme d'aborigène, indigène et originaire. Indigène est défini : qui appartient à un groupe ethnique existant dans un pays avant sa colonisation. Minorité : Groupe englobé dans une collectivité plus importante et qui possède des droits protégés par l'État (Le Robert quotidien, *infra* note 13, s.v. « autochtone », « minorité »).

<sup>12</sup> *Supra* note 2, s.v. « peuple indigène ou aborigène ».

<sup>13</sup> *Le Robert quotidien*, 1996, s.v. « autochtone », « minorité » [Robert quotidien].

En effet, un autochtone peut appartenir à une minorité, mais une minorité n'est pas nécessairement un peuple autochtone.

La chercheuse Isabelle Shulte-Tenekhaff<sup>14</sup> explique que le terme « autochtone » vient du vocable grec *khthon* qui signifie « terre » ; il est utilisé sur le plan international et fait référence au sol, à la terre et au territoire, lesquels éléments sont essentiels pour les peuples autochtones et sont des facteurs qui les font se distinguer des minorités ethniques. Par exemple, les pays européens reçoivent fréquemment des immigrants appartenant à différentes cultures, lesquelles ont besoin d'une reconnaissance et d'une protection juridique. Ainsi les pays, qui étaient des anciennes colonies européennes, ont différencié les peuples autochtones des minorités ethniques parce que ces dernières proviennent de l'immigration. Cependant, au moment de prendre le contrôle des ressources, ces pays ont tendance à assimiler les peuples autochtones aux minorités ethniques et à leur refuser la reconnaissance de leurs droits territoriaux et ce pour des raisons stratégiques. Bien qu'il n'existe pas encore une définition précise et claire de minorité et de peuple autochtone, il n'a pas été un obstacle pour développer un cadre juridique international de protection des droits de minorités et des droits de peuples autochtones.

En 1957, l'*Organisation internationale du travail* (OIT) de Nations Unies avait élaboré la *Convention 107* datant du 26 juin<sup>15</sup>. Elle qualifie les peuples autochtones sous le vocable de « populations autochtones ». L'article 1 définit le concept en se basant sur des motifs plutôt politiques et historiques que juridiques. Les populations autochtones sont considérées comme telles pour le fait de provenir de populations qui habitaient dans un pays indépendant à l'époque de la conquête ou de la colonisation, sans tenir compte de leur statut juridique, et qui vivent davantage selon leurs institutions sociales, économiques et culturelles de cette époque-là que selon les institutions de l'État auquel elles appartiennent.

<sup>14</sup> Isabelle Shulte-Tenekhaff, *La question des peuples autochtones*, Paris, Axes Savoir & Bruylant, 1997 aux pp. 15-16 [Shulte-Tenekhaff].

<sup>15</sup> *Convention relative aux populations autochtones et tribales*, le 26 juin 1957, O.I.T., art. 1 b) [C-107] (18 ratifications, pays qui ont ratifié la Convention n°107 : Angola, Argentine, Bangladesh, Belgique, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, Égypte, El Salvador, Équateur, Ghana, Guinée-Bissau, Haïti, Inde, Irak, Malawi, Mexique, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Portugal, République Dominicaine, République Arabe-sibérienne, Tunisie).

À l'avis de la chercheuse Sarah Laird, ce concept n'est pas basé sur la situation réelle des peuples autochtones<sup>16</sup>. Parce qu'ils ne vivent plus selon leurs institutions du passé. Au contraire, ils vivent selon leurs institutions politiques, juridiques et socio-économiques qui évoluent selon la culture autochtone, le contexte et l'habitat.

Ensuite, les Nations Unies ont créé en 1982 le *Groupe de travail sur les populations autochtones*. Un de ses principaux objectifs était d'élaborer des critères pour déterminer le concept des peuples autochtones. Le *Groupe* a décidé d'adopter la définition et les critères élaborés en 1972 par José Martínez Cobo<sup>17</sup>, rapporteur spécial pour la *Discrimination contre les populations autochtones* ; son rapport a été publié 12 ans plus tard sans rien ajouter.

Indigenous peoples are composed of the existing descendants of the peoples who inhabited the present territory of a country or partially at the time when persons of a different culture or ethnic origin arrived there from other parts of the world, overcame them, by conquest, settlement or other means, reduced them to a non-dominant or colonial condition; who today live more in conformity with their particular social, economic and cultural customs and traditions than with the institutions of the country of which they now form a part, under a state structure which incorporates mainly the national, social and cultural characteristics of other segments of the population which are predominant. [...] Criteria a) they are the descendants of groups which were in the territory of the country at the time when other groups of different cultures or ethnic origin arrived there; b) precisely because of their isolation from other segments of the country's population they have almost preserved intact the customs and traditions of their ancestors which are similar to those characterized as indigenous; c) they are, even if only formally, placed under a state structure which incorporates national, social and cultural characteristics alien to their own (Cobo, *supra* note 17).

Malgré les bonnes intentions du Rapporteur spécial, le concept et les critères n'ont pas aidé à clarifier la définition de peuple autochtone au niveau international. D'un côté, il ne considère pas les cultures dominantes qui sont arrivées du même continent ou du même pays qui exerçaient et exercent leur pouvoir sur les peuples autochtones (comme en Inde et à Myanmar). D'un autre côté, le rapporteur ne prend pas en compte l'évolution des peuples autochtones dans le temps qui modifie leurs caractéristiques culturelles et leurs institutions<sup>18</sup>.

<sup>16</sup> Sarah A. Laird, dir., *Manual de Conservación Biodiversidad y conocimiento tradicional*, Montevideo, Nordan-Comunidad, 2002 à la p. 85 [Laird].

<sup>17</sup> José Martínez Cobo, *Preliminary report*, EC/CN.4/Sub.2/L.56, Doc. NU, 1972 [Cobo].

<sup>18</sup> Tapan, *supra* note 5 à la p.45.

Après quelques années, la *Convention 169 de l'OIT* du 27 juin de 1989 remplace l'expression « populations autochtones » par « peuples autochtones »<sup>19</sup>. L'article 1 reprend quelques parties du concept défini par la *Convention* antérieure, mais en ajoutant le fait que les peuples autochtones descendent des populations qui habitaient pendant l'établissement des frontières de l'État moderne et qui conservent certaines ou toutes leurs institutions politiques, sociales, économiques et culturelles.

Selon la chercheuse Isabelle Schulte-Tenckhoff, le terme « peuple » employé par la *Convention* est décoratif, parce que l'article 3 de la *Convention* établit les limites à son interprétation, en soulignant que le terme « peuple » n'a pas d'implications de quelque nature que ce soit quant aux capacités qui peuvent s'attacher à ce terme, en vertu du droit international<sup>20</sup>. Regardons ensemble l'article 3 :

1. Les peuples indigènes et tribaux doivent jouir pleinement des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sans entrave ni discrimination. Les dispositions de cette convention doivent être appliquées sans discrimination aux femmes et aux hommes de ces peuples. 2. Aucune forme de force ou de coercition ne doit être utilisée en violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples intéressés, y compris des droits prévus par la présente convention (C-169, *supra* noté 19, art.3).

À notre avis, l'objectif de l'article est de maintenir une définition connexe au passé (conquête, colonialisme) mais en prenant compte de l'évolution des peuples autochtones et du processus d'assimilation qui a fait disparaître certaines institutions autochtones. De plus, l'utilisation du terme « peuple »<sup>21</sup> est pertinente pour reconnaître le statut juridique des peuples autochtones.

En dernier analyse, la *Déclaration de Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, approuvée par l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2007, établit une

<sup>19</sup> *Convention Relative aux peuples indigènes et tribaux*, le 27 juin de 1989, O.I.T., art.1 b) [C-169] (18 ratifications. Les pays qui ont ratifié la Convention n° 169 sont : Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Danemark, Dominique, Équateur, Espagne, Fidji, Guatemala, Honduras, Mexique, Norvège, Paraguay, Pays Bas, Pérou et la République bolivarienne du Venezuela).

<sup>20</sup> *Ibid.* art. 3 ; Schulte-Tenckhoff, *supra* note 14 à la p. 129.

<sup>21</sup> Voir Benedict Kingsbury, « The concept of indigenous peoples' in Asia: international law issues » *Procédures d'une conférence tenue en 1995 à Chiang Mai*, Copenhagen, IWGIA, 1996 à la p. 57 [Kingsbury].

définition juridique et un ensemble de caractéristiques particulières des peuples autochtones plutôt qu'une définition historique qui puisse être controversée<sup>22</sup>. L'article 2 établit la condition juridique d'égalité et de liberté des peuples autochtones. Pour sa part, le préambule souligne certaines caractéristiques identifiables des peuples autochtones. Comme le fait qu'ils ont subi des injustices historiques dues à la colonisation et à la dépossession de leurs terres, territoires et ressources. Comme le fait qu'ils possèdent des droits intrinsèques liés à leurs institutions politiques et socio-économiques, à leurs traditions spirituelles et leur droit à la terre et ressources. Et comme le fait que les peuples autochtones s'organisent pour améliorer leur situation et mettre fin à la discrimination et l'oppression, et qu'ils ont le droit de s'autodéterminer en tant que peuples autochtones.

L'importance de cette *Déclaration* est qu'elle a établi clairement le statut juridique des peuples autochtones et l'application des principes juridiques généraux, notamment le principe d'égalité entre les peuples autochtones et les autres peuples; le principe de différence et d'être respectés en tant que tels et le principe de non-discrimination des peuples autochtones. Finalement, la situation spéciale qui se trouvent la plupart des peuples autochtones peut conduire à utiliser une interprétation particulière de ces principes<sup>23</sup>.

Nous partageons la définition établie dans la *Déclaration*, parce qu'elle contient dans son *Préambule* les principes essentiels d'identification des peuples autochtones afin de leur accorder les droits de l'homme et des droits collectifs spécifiques à ce groupe social, notamment le droit à l'autodétermination et le droit à l'autonomie gouvernementale (régulés dans les articles 3 et 4 de cette *Déclaration*, analysés dans le prochain point)<sup>24</sup>.

---

<sup>22</sup> Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, Préambule, art. 2.

<sup>23</sup> Voir Kingsbury, *supra* note 21 à la p. 60.

<sup>24</sup> Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, Préambule, art. 3 et 4.

### 1.5.2 La transposition du droit inhérent à l'autonomie gouvernementale des États aux peuples autochtones

Selon le juriste Jean Salmon, en droit international, l'autonomie gouvernementale est la situation d'une entité territoriale dotée de certains pouvoirs de gouvernement et de gestion qui fait partie d'un État détenteur de la souveraineté<sup>25</sup>. La souveraineté en droit international est un caractère de l'État signifiant qu'il n'est soumis à aucun autre pouvoir de même nature. Donc, il décide sans ingérence étrangère et par lui-même les limitations de son pouvoir. Par conséquent, l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones est née du pouvoir de l'État et elle est limitée au territoire désigné aux peuples autochtones. La souveraineté de l'État trouve ses limitations dans le droit des peuples, lequel force l'État à respecter les droits accordés aux peuples par le droit international, notamment le droit de disposer d'eux-mêmes auquel s'encadre le droit de s'administrer librement. Alors, le droit des peuples oblige à l'État de s'abstenir de tout acte de coercition qui priverait les peuples autochtones de leurs droits de disposer d'eux-mêmes, de leur autodétermination, de leur liberté et de leur indépendance.

Selon le chercheur Menno Boldt, le « droit des peuples de disposer d'eux-mêmes » est synonyme du droit à l'autodétermination en vertu duquel le droit à l'autonomie gouvernementale aurait place<sup>26</sup>. Ces droits ne sont pas inscrits nécessairement dans le droit positif parce qu'ils correspondent aux valeurs éthiques propres aux peuples autochtones. Alors, l'autonomie gouvernementale est un moyen de protection des caractéristiques essentielles de la culture autochtone (par exemples les valeurs traditionnelles concernant l'égalité, la collectivité et l'interrelation entre les éléments du cosmos). L'autonomie gouvernementale est aussi un moyen politique pour assurer le développement de la culture autochtone à l'intérieur d'un État régi par le droit positif.

Selon les chercheurs Warren et Patrick Macklom, il y a deux principes juridiques importants applicables à l'autonomie gouvernementale : a) le principe de la justice qui est le fondement

<sup>25</sup> *Supra* note 2, s.v. « souveraineté », « autonomie ».

<sup>26</sup> Menno Boldt, *Surviving as Indians*, Toronto, Toronto University Press, 1993 aux pp. 105-106 [Boldt].

de la culture autochtone et b) le principe d'autodétermination qui est un droit nécessaire des collectivités à leur existence et à leur développement autonome<sup>27</sup>.

Selon le chercheur Jean-Claude Fritz, la nécessité du droit à l'autodétermination permet l'articulation des peuples autochtones au-delà de leurs problématiques particulières<sup>28</sup>. L'autodétermination permet de rassembler les différents groupes autochtones et d'unir leurs revendications tout en développant une conscience d'appartenance ethnique. Dans cette condition, l'autonomie gouvernementale est significative lorsqu'elle permet l'affirmation des peuples autochtones dans le système prédominant et que ceux-ci peuvent être des acteurs sociaux dans des réseaux autochtones et de changer le statu quo. Ce qui fait d'eux des acteurs de revirement.

L'autonomie gouvernementale confère aux peuples autochtones le pouvoir et le droit de décider dans les domaines qui leur concernent. L'État a l'obligation de tenir compte de leur volonté. En conséquence, l'autonomie gouvernementale se manifeste à travers le pouvoir administratif en établissant les règles juridiques selon le propre droit autochtone en lieu d'un pouvoir délégué sous contrôle étatique. Alors, l'autonomie gouvernementale comprend le transfert de compétences dans les domaines essentiels afin qu'elles puissent avoir un impact dans la vie des peuples autochtones. Les compétences peuvent s'octroyer de deux façons : le partage des compétences entre l'État et les peuples autochtones pour gérer une ressource ou la codécision avec le gouvernement central sur les aspects précis, susceptibles d'affecter la vie des peuples autochtones<sup>29</sup>.

---

<sup>27</sup> Charles-Henri Warren, *Le gouvernement fédéral et le droit inhérent des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale : l'instauration d'un lieu commun*, Mémoire de maîtrise présenté à l'Université du Québec à Montréal comme exigence partielle de la maîtrise en science politique, janvier 1999 aux pp. 5-8 [Warren] ; Patrick Macklom, « Distributing Sovereignty: Indian Nations and Equality of Peoples » dans *Stanford Law Review*, Vol. 45, N° 5, 1993 aux pp. 1347-348 [Macklom] (certains peuples autochtones trouvent qu'ils n'ont jamais perdu leur souveraineté et qu'ils possèdent des pouvoirs similaires à l'État. Ils ne se considèrent donc pas soumis au pouvoir de l'État. L'autonomie gouvernementale trouve alors son fondement dans la souveraineté autochtone. L'autonomie gouvernementale serait considérée comme un droit ancestral existant avant l'arrivée des Européens ou lors des alliances et des traités conclus entre l'État et les peuples autochtones. Cette situation se présente au Canada où il y a encore des traités non respectés entre la Couronne anglaise ou canadienne et les différents peuples autochtones au mépris de ces derniers).

<sup>28</sup> Jean-Claude Fritz et al., *La nouvelle question indigène, peuples autochtones et ordre mondial*, Paris, L'Harmattan, 2005 à la p. 317 [Fritz].

<sup>29</sup> *Ibid.* à la p. 267.

En droit international public, l'autonomie gouvernementale a pris beaucoup de temps avant d'être définie clairement et d'être reconnue aux peuples autochtones. Tout d'abord, la *Convention 107* de l'OIT considère les peuples autochtones comme des groupes sociaux isolés qu'il faut protéger et intégrer au système juridique de l'État. Par exemple, l'article 3.1 exige de l'État de prendre des mesures de protection des institutions autochtones seulement dans le cas où la situation socio-économique et culturelle des peuples autochtones les empêcherait d'accéder aux avantages de la législation nationale. L'autonomie gouvernementale reconnue dans cette *Convention* est limitée à l'ordre juridique étatique. Par exemple, l'article 7.2 établit que les populations autochtones ont le droit de maintenir leurs propres coutumes et institutions uniquement si elles sont compatibles avec l'ordre juridique de l'État et les programmes nationaux d'intégration<sup>30</sup>.

Ensuite, la *Convention 169* ne reprend pas le traitement discriminatoire et assimilatoire imposé par la *Convention 107*. Cette fois-ci, l'objectif est de protéger les droits des peuples autochtones avec leur participation et de garantir le respect de leur intégrité. La *Convention* établit l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones, mais elle est limitée aux dispositions de la législation nationale. Par exemple le *Préambule* et l'article 7.1 reconnaissent aux peuples autochtones le droit de contrôler leurs propres institutions et leur développement économique, social et culturel en respectant l'ordre juridique de l'État et en limitant leur pouvoir au territoire qu'ils occupent. Ainsi, l'article 8 établit que les peuples autochtones ont le droit de participer à la formulation, l'application et l'évaluation des programmes de développement national et régional qui puissent les affecter directement. Bien que la *Convention* possède des limitations juridiques à l'exercice de l'autonomie gouvernementale, elle octroie une autonomie plus large et avantageuse pour les peuples autochtones que la précédente convention. Elle constitue un pas important dans la définition et la reconnaissance du droit à l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones au niveau international en faisant contrepoids au pouvoir de l'État<sup>31</sup>.

---

<sup>30</sup> C-107, *supra* note 15, art. 3.1 et 7.2.

<sup>31</sup> C-169, *supra* note 19, Préambule, art. 7.1 et 8.



Pour finir, la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* établit un concept encore plus ample de l'autonomie gouvernementale et ce, en faveur des peuples autochtones. L'autonomie s'applique aux terres, territoires et ressources autochtones. Les États définissent l'autonomie comme un droit inhérent ou intrinsèque appartenant aux peuples autochtones indépendamment de la reconnaissance juridique par l'État. Il relève aussi du principe d'autodétermination en vertu duquel les peuples autochtones déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique. De plus, le principe d'autodétermination est reconnu par la *Charte des Nations Unies*, le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* ainsi que par la *Déclaration* et le *Programme d'action de Vienne*. Les articles 3 et 4 de la *Déclaration* établissent le rapport entre le droit à l'autodétermination et le droit à l'autonomie gouvernementale, notamment l'autodétermination permet d'avoir la liberté et le pouvoir nécessaires pour conduire un développement autonome; elle est aussi la condition essentielle pour que les peuples autochtones s'administrent eux-mêmes selon leurs propres règles du droit et dans les domaines qui leur concernent<sup>32</sup>.

Selon la chercheuse Isabelle Schulte-Tenckhoff, la *Déclaration* restreint le droit à l'autodétermination des peuples autochtones<sup>33</sup>. Tout d'abord, l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones est limitée au territoire occupé ; l'autodétermination se réduit donc à la circonscription autochtone. En deuxième lieu, les peuples autochtones ne possèdent pas de la souveraineté ; l'autonomie gouvernementale dépend alors de l'ordre juridique étatique qui limite les compétences accordées aux peuples autochtones sur des aspects moins importants.

<sup>32</sup> Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, Préambule, art. 3 et 4 (les peuples autochtones ont le droit à l'autodétermination. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel. L'art. 4 établit que les peuples autochtones, dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, ont le droit d'être autonomes et de s'administrer eux-mêmes pour tout ce qui touche à leurs affaires intérieures et locales, ainsi que de disposer des moyens de financer leurs activités autonomes) ; NU, AG, *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, A/RES/2200 (XXI) 16 décembre 1966, R.T.N.U ; *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, A/RES/2200 (XXI) 16 décembre 1966, R.T.N.U ; *Déclaration et le Programme d'action de Vienne*, A/CONF.157/23 12 juillet 1993, R.T.N.U ; Warren, *supra* note 27 à la p. 5 ; Le Robert quotidien, *supra* note 13, s.v. « inhérent ».

<sup>33</sup> Schulte-Tenckhoff, *supra* note 20 à la p. 187.

Cependant, les articles 18 et 26 de la *Déclaration* établissent que l'autonomie gouvernementale permet aux peuples autochtones de maintenir leurs institutions décisionnelles et, en vertu d'elles, d'élire leurs propres autorités et prendre de décisions selon leurs propres procédures<sup>34</sup>. Dans ce contexte, l'État a un rôle important dans la protection et la reconnaissance juridiques des institutions et du territoire autochtones, tout en respectant adéquatement les coutumes des peuples autochtones concernés. Finalement, l'autonomie gouvernementale permet aux peuples autochtones de contrôler et de protéger leurs savoirs traditionnels qui doivent être reconnus et protégés aussi par l'État.

Nous avons choisi le concept du droit à l'autonomie gouvernementale, souligné dans cette *Déclaration*, parce que son ampleur et exhaustivité permettent une meilleure application dans différents cas de peuples autochtones.

Nous finissons cette discussion en soulignant l'influence de la globalisation dans la protection et l'exercice de l'autonomie gouvernementale. Selon le chercheur Fritz et Rafael Negret, la globalisation affecte l'autonomie à travers les activités économiques des entreprises transnationales qui endommagent l'environnement où habitent les peuples autochtones. Les impacts du développement économique inéquitable et destructeur de l'environnement affectent encore plus les peuples autochtones qui habitent dans les zones riches en diversité biologique. Par exemple, la déforestation conduit à la perte de la diversité biologique en Indonésie, aux Philippines ou en Amazonie en affectant les peuples autochtones qui dépendent de la forêt. La déforestation peut affecter même la vie, la culture et la santé de peuples autochtones. Chez le peuple autochtone Cherokee, la destruction de l'environnement conduit à la perte du savoir traditionnel parce qu'il est lié à l'habitat<sup>35</sup>.

Face à cette situation, l'autonomie gouvernementale prend un rôle transformateur pour permettre de vivre en tant que peuples autochtones. Il n'est pas question, pour les peuples autochtones, de rêver d'une situation dans laquelle ils aimeraient être ; la situation actuelle

<sup>34</sup> Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, art. 18 et 26.

<sup>35</sup> Fritz, *supra* note 28 aux pp. 309-311 ; Rafael Negret, *De la protesta ecológica a la propuesta política*, Quito, Eskeletra, 1999 aux pp. 188-193 [Negret] ; *Le Petit Larousse*, 1<sup>re</sup> éd., s.v. « globalisation » [Larousse] (elle est la tendance des entreprises transnationales ou multinationales à concevoir des stratégies à l'échelle planétaire, conduisant à la mise en place d'un marché mondial unifié).

leur permet de façon plus pratique de s'organiser vers leur libération et épanouissement. L'autonomie rend le peuple décideur de son destin. De cette façon, l'autonomie gouvernementale permet la mobilisation communautaire qui devient très actuelle. La problématique du concept de peuples autochtones est un des exemples<sup>36</sup>.

### **1.5.3 Les enjeux internationaux de la diversité biologique : d'une protection écocentriste à une protection anthropocentriste.**

Pour commencer, il sera exposé le concept de diversité biologique développé par la *Convention sur la diversité biologique* (CDB) qui a été signée le 5 juin 1992 lors de la *Conférence de Nations Unies sur l'environnement et le développement* à Rio de Janeiro au Brésil. Elle entre en vigueur en 1993 avec 168 ratifications. Cette *Conférence* a marqué le premier pas au niveau international en établissant un concept assez intégral de la diversité biologique qui comprend tous les êtres vivants en incluant les humains. L'article 2 contient la définition de diversité biologique :

La variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes aquatiques et les complexes dont ils font partie ; celle-ci comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes (CDB, *supra* note 2, art. 2).

Selon les chercheurs Gaston et Spicer, le concept adopté par la CDB ne comprend pas la variété biologique qui existait dans le passé et qui est présente dans les fossiles possédant un rôle scientifique important pour mieux comprendre l'évolution des espèces<sup>37</sup>. Il existe plusieurs définitions de diversité biologique. La diversité biologique fait référence à l'ensemble de variétés dans tous les niveaux d'organisation biologique. Selon les chercheurs Botkin et Keller, la diversité biologique possède trois éléments qui aident à établir la variété

<sup>36</sup> Miguel Benasayag, *Le mythe de l'individu*, Paris, Édition de la découverte, 1998 à la p. 169.

<sup>37</sup> Kevin J. Gaston et John I. Spicer, *Biodiversity: An Introduction*, Oxford, Blackwell publishing Co., 2004 aux pp. 3-5 [Gaston et Spicer].

de la vie, c'est-à-dire à classer la diversité biologique<sup>38</sup>. Ils sont la diversité génétique, la diversité des organismes ou d'espèces, et la diversité écologique ou d'écosystèmes.

Selon les chercheurs Aubertin et Vivien, le terme « biodiversité » est la contraction de l'expression : « diversité biologique »<sup>39</sup>. Il est né des apports scientifiques à la question de la protection de l'environnement global et l'appauvrissement de ressources naturelles à gérer en urgence. La diversité biologique provient de l'évolution et de la sélection naturelle des espèces avec des modifications des écosystèmes faits par les humains depuis des milliers d'années. Le concept établi par la CDB est l'un des plus importants et développés concepts ; pour cette raison, il sera adopté dans cette recherche, ainsi que le terme biodiversité car il est simple et utilisé scientifiquement.

Pourquoi la biodiversité est importante ? Le concept de biodiversité possède une valeur en soi-même, symbolisant un avantage. Si la biodiversité s'endommage, on vient de perdre quelque chose de bon ; il faut alors la conserver. La question ici est de savoir s'il faut conserver exclusivement les zones riches en biodiversité de façon générale, ou les zones riches en espèces en danger d'extinction, ou toutes les zones où la biodiversité se trouve. Gaston et Spicer pensent que la plupart des gens ont tendance à penser que la biodiversité se trouve uniquement dans certains endroits chez les pays chauds situés près de la ligne équatoriale. Ce qui est certain, c'est que la distribution de la diversité biologique dans le monde n'est pas égale. Elle est pauvre dans certains endroits et riche dans d'autres. Ces caractéristiques sont importantes pour des fins de conservation, mais aussi pour savoir scientifiquement pourquoi il y a plus au moins de concentration d'espèces dans un endroit ou un autre. Par exemple, selon le chercheur Olson, le nombre d'espèces n'est pas nécessairement lié avec les niveaux d'endémisme. Les endroits tops en endémismes comme

<sup>38</sup> Daniel B. Botkin et Edward A. Keller, *Environmental Science: Earth as a living planet*, Hoboken (N.J) John Wiley & Sons Inc., 2007 à la p. 118.

<sup>39</sup> Catherine Aubertin et Frank-Dominique Vivien, *Le développement durable : Enjeux politiques, économiques et sociaux*, Paris, La documentation française, 2006 à la p. 56 [Aubertin et Vivien].

les îles Galápagos ne coïncident pas avec les endroits tops en richesse d'espèces comme l'Amazonie<sup>40</sup>.

L'importance d'avoir un compromis sérieux pour maintenir la biodiversité a été établit par la *Convention sur la diversité biologique*. Elle constitue le premier accord international en matière d'utilisation durable de ressources biologiques. Elle est le produit d'une préoccupation internationale sur l'environnement et le développement qui naquit à la Conférence de Stockholm en 1972. Avant cette date, l'environnement était un sujet à l'intérieur du droit souverain de gérer les ressources naturelles et l'environnement<sup>41</sup>.

Au début de la signature de la CDB, 168 pays en faisaient partie ; aujourd'hui ils sont 191<sup>42</sup>. En regardant l'article 6 de la CDB, nous remarquons qu'il établit l'obligation de développer des mécanismes juridiques et politiques de conservation et de protection de la biodiversité (comme des lois, des stratégies, des plans et des programmes chronologiques exécutables). Plusieurs pays ont élaboré des stratégies nationales de biodiversité ou des plans d'actions en réponse à l'article 6, qui démontrent leur engagement dans la mise en œuvre de la CDB.

Néanmoins, la question du partage des ressources génétiques, qui a été proposé par la CDB dans ses articles 1 et 10 n'a pas encore été résolu. Plusieurs chercheurs, comme Laird, Gaston, Aubertin, Svarstad et Johnston ont souligné la mise sur la table du problème historique entre les pays du Nord et les pays du Sud sur le partage équitable des bénéfices à l'intérieur du processus de négociations de la mise en œuvre de la CDB<sup>43</sup>. D'un côté, les pays du Sud veulent la reconnaissance de la propriété génétique sur leurs ressources biologiques et

---

<sup>40</sup> Conservation International, High-biodiversity wilderness areas, en ligne: Conservation International <[http://www.conservation.org/expore/priority\\_areas/wilderness/pages/default.aspx](http://www.conservation.org/expore/priority_areas/wilderness/pages/default.aspx)> ; D.M Olson et al., « Terrestrial ecoregions of the World: a new map of life on Earth » Bio Science n°51 aux pp. 933-938 (selon Olson, la biodiversité terrestre est classée dans plusieurs régions biogéographiques (comme la forêt tropicale, subtropicale ou boréale, ou bien les savanes et les montagnes. L'auteur distingue 867 écorégions dans le monde, lesquelles représentent différents biotes et montrent une distribution élargie de la flore et la faune. Alors, la biodiversité a besoin d'une gouvernance internationale, pour être adéquatement protégée).

<sup>41</sup> Aubertin et Vivien, *supra* note 39 à la p. 50.

<sup>42</sup> CDB, États parties, en ligne : CDB <<http://www.cbd.int/convention/parties/list/>>.

<sup>43</sup> Laird, *supra* note 16 à la p. 26 ; Gaston et Spicer, *supra* note 37 à la p. 151 ; Aubertin et Vivien, *supra* note 39 aux pp. 51-56 ; Bugge H. Svarstad, « From Norway to Novartis : cyclosporin from tolypocladium inflatum in an open access bioprospecting regime » dans *Biodiversity and Conservation* n°9 aux pp. 1521-1541 [Svarstad].

leur utilisation durable, ainsi que l'échange de technologie; de l'autre côté, les pays du Nord ont intérêt à conserver la diversité biologique et à avoir accès libre aux ressources génétiques, pour le bénéfice de leurs firmes transnationales qui développent la biotechnologie. Un exemple de ces intérêts est le contrat pharmaceutique entre la compagnie Merck et l'État du Costa Rica (représenté par l'*Institut national de la biodiversité*) portant sur l'échange de milliers d'échantillons biologiques en contrepartie d'un million de dollars. Les ressources génétiques sont appelées l'or vert qui conduit à la concurrence commerciale et à un marché parallèle : la *biopiraterie*. Ces deux positions opposées sont loin d'être mis sur une entente commune.

Alors, la CDB a pour rôle de rapprocher ces perspectives et de réduire la *biopiraterie* à faveur de la conservation de la biodiversité. Selon la chercheuse Alison Johnston, les États membres de la CDB partagent l'opinion de ne pas privatiser la biodiversité en faveur exclusive des entreprises transnationales ; cependant les États agissent de façon contraire. Ils établissent des législations et des programmes politiques de conservation de la biodiversité qui ont pour but de favoriser le commerce de la biodiversité en appliquant différentes résolutions de l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC) et de l'*Asia Pacific Economic Cooperation* (APEC)<sup>44</sup>. Ces résolutions promeuvent des projets extractifs de ressources sans aucun sens de développement durable ou de conservation de la biodiversité. Ce comportement chez les États est très fréquent ces temps-ci. Ils promeuvent l'obtention de bénéfices de la biodiversité par le secteur privé même contre les protestations locales.

Contrairement à Johnston, pour les chercheuses Catherine Aubertin et Frank-Dominique Vivien, la *Convention* promeut le commerce de la biodiversité. En examinant l'article 1 de la CDB, les objectifs de la *Convention* comprennent la protection durable de la diversité biologique, mais aussi le partage équitable des avantages de l'exploitation de ressources génétiques. Cette promotion est possible à travers l'accès économique aux ressources génétiques par les pays du Nord et le transfert de biotechnologies aux pays du Sud pour

---

<sup>44</sup> Alison M. Johnston, *Is the sacred for sale?: Tourism and indigenous peoples*, Londres, Earthscan, 2006 à la p. 230 [Johnston] ; Organisation du commerce international, « Résolutions » en ligne: WTO <<http://www.wto.org/indexfr.htm>> ; Asia Pacific Economic Cooperation, « Décisions » en ligne: APEC <<http://www.apec.org/>>.



profiter aussi des avantages. Le commerce de la biodiversité est assuré par l'établissement d'un droit de propriété intellectuelle des peuples autochtones sur le vivant et d'une compensation équitable sur l'utilisation de leurs connaissances traditionnelles (art. 8-j) ; De plus, le commerce de la biodiversité est possible grâce à la reconnaissance du droit souverain de chaque État d'exploiter leurs propres ressources naturelles (art. 3). Ce droit doit s'exercer en respectant le principe de participation des communautés autochtones et locales dans la prise de décisions sur l'utilisation de leurs ressources génétiques (art. 8-j). Le problème, avec ce principe, est qu'il n'est pas effectivement appliqué par les États. Aubertin et Vivien présentent une alternative à la dispute entre les pays du Nord et du Sud est la classification de ressources génétiques dans la catégorie de patrimoine commun de l'humanité. Ce propos fait par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture – FAO en 1983 prétend que les communautés locales et peuples autochtones accèdent librement aux ressources génétiques parce qu'elles sont en contact direct avec les espèces et contribuent à leur amélioration, finalement, sont eux qui demandent la protection de ces ressources qu'ils utilisent. Cependant, selon Aubertin et Vivien, la CDB propose l'abandonne du concept de patrimoine commun de l'humanité pour pouvoir conserver la biodiversité et profiter des ressources génétiques au même temps. Alors, la Convention établit une valorisation économique de la biodiversité au profit des États, des entreprises et des communautés afin de financer la conservation de la biodiversité sans toucher le droit souverain sur les ressources naturelles des États<sup>45</sup>.

Selon Johnston, les gouvernements montrent un intérêt sur le profit économique actuel sans regarder les compensations envers les peuples autochtones et l'environnement<sup>46</sup>. La biodiversité est souvent appréciée par sa valeur utilitaire économique, ainsi que par sa valeur intrinsèque, parce qu'elle englobe le concept de vie. Selon Klaus Toepfer, directeur du *Programme de Nations Unies pour l'environnement* en 2002, cité par Johnston, la valeur de la vie animale et végétale cultivée pendant de milliers d'années par les peuples autochtones de génération en génération est maintenant un trésor de produits industriels du XXI siècle. La mise en œuvre des traités de libre-échange entre les pays riches et pauvres sur l'accès libre à

<sup>45</sup> Aubertin et Vivien, *supra* note 39 à la p. 55 ; CDB *supra* note 3, art. 1 et 8-j.

<sup>46</sup> Johnston, *supra* note 44 aux pp. 233-282.

la biodiversité correspond aux attentes des entreprises transnationales qui impatiemment attendent l'accès aux terres de peuples autochtones.

La biodiversité est un sujet à la fois social et naturel, car elle est présente dans l'environnement en occupant un rôle prépondérant dans l'équilibre écologique, dans les savoirs, les techniques et les pratiques humaines. C'est qui est certain est qu'il est urgent d'agir localement et globalement pour arrêter l'appauvrissement de la biodiversité, des espèces et surtout pour assurer le patrimoine naturel dont on dépend<sup>47</sup>.

#### **1.5.4 Le rôle des CTE de peuples autochtones dans la protection de la biodiversité**

Une façon de préserver la biodiversité est à travers la protection des connaissances traditionnelles environnementales ou CTE (notre abréviation) des peuples autochtones. Encore une fois, des auteurs multidisciplinaires, qui ont différents points de vue sur les CTE, ont été choisis afin d'en arriver à un concept et à une discussion enrichie et intégrale. Notamment, il a été sélectionné l'étude sociologique et juridique de Carole Lévesque, Marcelle Chabot et Christiane Montpetit sur le savoir environnemental, l'étude sur la connaissance de Nonaka et Takeuchi cités par Charlotte Blanche, l'étude sur les connaissances scientifiques du chercheur Alliot. Finalement, les études des chercheurs Cheveau, Stenveson, Lewis et Johnston (qui ont fait des études très complètes sur les CTE) et Piran et Ringtounda (qui ont étudié les savoirs locaux).

La *Conférence des Parties* d'avril 2002 (COP VI) avait élaboré le *Plan stratégique* de la CDB, qui a pour objectif la réduction de la perte de la biodiversité d'ici à 2010. L'objectif 4.3 du *Plan* reconnaît le rôle des communautés autochtones et locales dans la mise en œuvre de la *Convention* aux niveaux national, régional et international. Ces objectifs se répétaient au *Sommet mondial sur le développement durable* tenu à Johannesburg du 26 août au 4

---

<sup>47</sup> Aubertin et Vivien, *supra* note 39 à la p. 58.



septembre 2002. Ce *Sommet* a reconnu le rôle essentiel de la diversité biologique dans le développement durable, l'éradication de la pauvreté et le rôle qui joue la CDB à cet égard. Le *Sommet* a produit une déclaration politique et un plan d'action. Les paragraphes 44-j et k du plan soulignent le rôle de peuples autochtones dans la protection durable de la biodiversité conformément à l'article 8-j de la CDB<sup>48</sup>.

La CDB ne développe pas un concept des CTE, mais l'article 8-j établit leur protection et la promotion du partage équitable des avantages provenant de leur utilisation. On entend par protection le fait de préserver et maintenir les CTE, en favorisant leur développement. L'État a alors un rôle protecteur. L'intérêt des États d'appliquer l'article 8-j et d'encourager la participation des communautés locales et autochtones sur l'échelle internationale se manifeste plus tard avec la création du *Groupe de travail* de l'article 8-j par la *Conférence des Parties* en 1998. Ce groupe a le rôle principal de conseiller la *Conférence des Parties* en matière de protection des CTE en élaborant des rapports. Il est composé par les représentants des États membres en incluant des représentants de communautés autochtones et locales<sup>49</sup>.

*Groupe de travail sur l'article 8-j* a eu sa première réunion à Séville (Espagne) du 27 au 31 mars 2000. Sa cinquième réunion (réalisée à Montréal en 2007 et la dernière jusqu'à date) s'est déroulée parallèlement à la cinquième réunion du *Groupe de travail sur l'accès au partage de bénéfices*, car les deux groupes ont des travaux en coopération. Le *Groupe de travail 8-j* a produit un rapport centré sur la protection et le maintien des CTE de communautés autochtones et locales (rapport adopté par la *Conférence de Parties* de la CDB en se basant sur l'article 8-j et en tenant compte de la *Déclaration de Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, lors de sa neuvième réunion qui a eu lieu à Bonn en mai 2008). L'essentiel du *Rapport* se trouve dans les recommandations. Notamment, la recommandation 5/2 traite de l'état des CTE et leurs menaces. Le *Groupe de travail* demande

<sup>48</sup> Carole Lévesque et al., *Le savoir environnemental dans les communautés autochtones du Nord québécois*, Montréal, UQAM & Institut National de la recherche scientifique, 2004 à la p. 10 [Lévesque et al.] ; CDB, *supra* note 2, art.8-j. ; NU, *Handbook of the Convention on Biological Diversity*, 3<sup>e</sup> éd., Montréal, NU, 2005 à la p. 949 [Handbook CDB] ; Plan d'application du Sommet pour le développement durable, Rés. A/CONF.199/20, Doc. off. A, 17<sup>e</sup> séance (2002), en ligne : Organisation internationale de la francophonie <<http://www.agora21.org/johannesburg/rapports/plan-action.pdf>> [Plan Johannesburg].

<sup>49</sup> Handbook CDB, *ibid.* à la p. 519 ; Le Robert quotidien, *supra* note 43, s.v. « protection ».

aux États d'élaborer des rapports nationaux sur l'identification des processus nationaux et locaux pouvant menacer la protection et l'application des CTE<sup>50</sup>. Par rapport aux peuples autochtones, ces rapports pourraient identifier comme une menace le manque d'autonomie gouvernementale des peuples autochtones et de contrôle des connaissances traditionnelles ou CT (notre abréviation). Une attention y sera apportée. En deuxième lieu, il invite les États à identifier les causes spécifiques de la diminution des CTE en collaboration avec les communautés autochtones et locales, notamment en développant des capacités locales et en établissant des mesures pour créer un plan d'action communautaire pour la protection de ces connaissances.

Entre autres, le *Groupe de travail sur l'article 8-j* souligne (dans le point 5/2 de son rapport) le rôle important des CTE dans la culture autochtone et locale et dans les droits de communautés autochtones et locales à leur savoir, innovations et pratiques, droits reconnus dans l'article 8-j de la CDB. Ce qui est pertinent pour notre argument de recherche est que le *Groupe de travail sur l'article 8-j* a demandé aux États d'appuyer les communautés autochtones à garder le contrôle et la propriété de leurs CT. Notamment à travers le rapatriement de leurs connaissances et propriétés culturelles dans des bases de données et en appuyant le développement de capacités, d'infrastructures et de ressources avec la participation des communautés autochtones et locales dans la prise de décisions sur la documentation de connaissances traditionnelles et ce, en respectant la législation nationale. À notre avis, assurer le contrôle effectif de connaissances traditionnelles environnementales se ferait à travers l'exercice du droit à l'autonomie gouvernementale que les États devraient garantir. Par exemple, le *Groupe de travail sur l'article 8-j* demande (dans le point 5/3 de son rapport) aux États de faire des rapports sur les mesures positives pour maintenir les connaissances traditionnelles qui incluent, entre autres : le re-établissement des institutions spirituelles religieuses, la création des médias contrôlés par les communautés autochtones en respectant la loi nationale et la création des aires protégées avec la participation des communautés autochtones. Bien sûr, le *Groupe de travail sur l'article 8-j* établit certaines

---

<sup>50</sup> Rapport du Groupe de Travail art.8-j, *supra* note 13 ; CBD, *Decisions adopted by the conference of the parties to the convention on biological diversity at its ninth meeting*, Déc. UNEP/CBD/COP/9/29, Doc. off. CDB NU, 2008, IX/13 et 5/2, en ligne: CBD <<http://www.cbd.int/doc/decisions/COP-09-dec-en.pdf>> [CDB, Decision IX/13].

restrictions à l'exercice de l'autonomie gouvernementale, mais quand même, il suggère un contrôle plus autonome sur les connaissances, l'habitat et la culture des peuples autochtones<sup>51</sup>.

Par rapport aux échanges d'informations concernant protection durable de la diversité biologique, l'article 17 de la CDB établit le mandat aux Parties contractantes de promouvoir l'échange d'information en incluant les CTE des peuples autochtones et le transfert des biotechnologies conformément à l'article 16 sur l'accès et transfert de la technologie. De même, le paragraphe 44.q du *Plan d'action* de la *Déclaration de Johannesburg* établit le compromis des États de promouvoir l'accès à l'information sur les biotechnologies<sup>52</sup>.

Parallèlement à l'adoption de la CDB, plus de 178 États ont adopté trois accords importants en matière de développement durable. À savoir, la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* (elle énonce des principes énoncés sur le sujet), l'*Énoncé des principes pour la gestion durable des forêts* et le *Plan d'action* (appelé *Agenda 21*, entre les 3 et 14 juin 1992 à Rio de Janeiro lors de la Conférence de Nations Unies sur l'environnement et le développement). L'*Agenda 21* constitue un programme international sur l'environnement et le développement pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Il établit un nouveau partenariat pour rendre l'économie plus efficace et équitable en donnant priorité au développement durable par le biais de la coopération internationale et la solidarité équitable<sup>53</sup>.

Le chapitre XXVI de l'*Agenda 21* traite de la reconnaissance et du renforcement du rôle des populations et communautés autochtones dans le développement durable<sup>54</sup>. Il établit comme principe d'action la reconnaissance des CT en tant que scientifiques, traditionnelles et holistiques liées aux terres, aux ressources et à l'environnement des communautés

<sup>51</sup> CDB, *supra* note 2, art. 8-j ; Rapport du groupe de l'art. 8-j, *supra* note 11, item 5/2 et 5/3.

<sup>52</sup> *Ibid.* art. 16 et 17 ; Plan Johannesburg, *supra* note 48, para. 44 q.

<sup>53</sup> Département des affaires économiques et sociales & Division de Développement durable, *Agenda 21*, c. 2, en ligne : NU <<http://www.un.org/esa/sustdev/documents/agenda21/french/action0.htm>> [Agenda 21] ; *Declaration on environment and development*, 3-14 juin 1992, Rés. A/CONF.151/26, Doc. off. AG, NU, vol. I, en ligne : NU <<http://www.un.org/documents/ga/conf151/aconf15126-1annex1.htm>>.

<sup>54</sup> *Agenda 21*, *ibid.* c. 26 ; Larousse, *supra* note 35, s.v. « holistique » (ce qui appartient à l'holisme) ; « holisme : doctrine qui ramène la connaissance du particulier, de l'individuel à celle de l'ensemble, du tout dans lequel il s'inscrit).

autochtones. Ce chapitre établit des mesures importantes à prendre par les États, mais sous réserve de leurs législations nationales, comme la reconnaissance juridique des CTE, du droit de préserver le système organisationnel des populations autochtones, du droit de propriété intellectuelle, de la promotion de l'échange de ces connaissances afin d'assurer leur développement durable. Entre autres, il établit la création de mesures étatiques à intégrer ces connaissances aux programmes de gestion de ressources naturelles afin que les communautés autochtones exercent un contrôle plus autonome sur leurs terres et ressources et participent à la prise de décision en matière de développement. Finalement, les États devront adopter la Déclaration de Nations Unies sur les droits de peuples autochtones.

Il existe d'autres Conventions et Déclarations internationales qui promeuvent les CT. Tout d'abord, la récente *Déclaration de Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* reconnaît dans son *Préambule* le rôle des savoirs traditionnels autochtones dans la gestion durable de l'environnement. L'article 24 de la *Déclaration* reconnaît le droit de contrôler les CT des peuples autochtones en incluant le droit à la pharmacopée traditionnelle et le droit de conserver les pratiques médicales autochtones, notamment de préserver leurs ressources génétiques. L'article 31 reconnaît les droits de contrôler, préserver, protéger et développer les connaissances traditionnelles autochtones, de plus les États s'engagent à protéger le plein exercice de ces droits en prenant des mesures efficaces avec l'accord des peuples autochtones. Il existe aussi deux autres accords internationaux de Nations Unies qui promeuvent la protection des CT en reconnaissant un rôle important qu'y jouent les communautés autochtones et locales, mais sous réserve de la législation nationale. Par exemple, la *Convention internationale sur la lutte contre la désertification* centrée sur les droits des populations locales à un partage équitable de l'utilisation de leurs connaissances. Finalement, le *Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture* fait référence aux droits des agriculteurs, communautés autochtones et, locales sur les ressources phylogénétiques, et demande aux États appuyer les efforts de ces communautés<sup>55</sup>.

---

<sup>55</sup> Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, art. 24 et 31 ; *Convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et la désertification, en particulier en Afrique*, 14 octobre 1994, 1954 R.T.N.U. 3, en ligne : UNCCD <[http://www.unccd.int/convention/text/pdf/conv\\_fre.pdf](http://www.unccd.int/convention/text/pdf/conv_fre.pdf)> [CITES] ; FAO, *Traité international sur*

L'importance internationale des CT et de leur accès conduit à développer son concept. Il existe plusieurs définitions de CT. Tout d'abord, selon les Crees du Canada, cité par la chercheuse Carole Lévesque, les CT sont presque tous des éléments de la vie<sup>56</sup>. Elles comprennent les outils et techniques de survie et même la spiritualité. Par exemple, la peur de perdre cette connaissance, fait que les Crees s'organisent pour la préserver et la transmettre aux générations futures à travers la documentation, l'enseignement par les aînés et l'organisation d'activités comme les brigades de canots, les cérémonies de premiers pas et la médecine traditionnelle. Il y a aussi un rôle important des autorités autochtones et des institutions Crees dans la protection et la sauvegarde des savoirs autochtones.

Selon les chercheuses Marcelle Chabot et Carole Lévesque, ce savoir dépend du contexte où il se déroule. Il provient de la particularité des modes et des conditions de vie<sup>57</sup>. Il s'appuie sur différents modes d'acquisition et il est placé dans des systèmes qui révèlent une vision et une représentation du monde appelée cosmovision. Il existe deux types de connaissances : explicites (qui sont formalisées et exprimées sous la forme de règles, procédure et notices) et tacites (qui sont acquises par l'expérience : dans le temps, théoriquement, elles ne peuvent pas être codifiées, car elles sont difficiles à formaliser et, de plus, à être transmises à autrui). Elles ont besoin d'un contact direct entre émetteur et récepteur, pour cette raison leur diffusion est difficile.

Le savoir traditionnel est un savoir-faire scientifique dans le sens qu'il est empirique. Il est le fruit de plusieurs années d'observation et d'expérience. Il se transmet oralement en s'exprimant et en se préservant dans les mémoires des gens par la répétition et l'expression des manifestations culturelles comme des contes, des proverbes, des danses, des valeurs culturelles et des croyances, ainsi que par des actes comme des rituels, des lois, des taxonomies locales et des pratiques agricoles. Il se transmet aussi à travers les objets comme

---

*les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture*, 29 juin 2004, en ligne : FAO <[ftp://ftp.fao.org/ag/cgrfa/it/ITPGRF.pdf](http://ftp.fao.org/ag/cgrfa/it/ITPGRF.pdf)> [CMS].

<sup>56</sup> Lévesque et al., *supra* note 48 à la p. 18 ; Carole Lévesque et Christiane Montpetit, *Vers une gestion intégrée et durable des activités d'exploitation forestière en Eeyou Istchee*, Montréal, INRS-Culture et société, 1997 ; C. Beyou, *Manager les connaissances : du knowledge management au développement des compétences dans l'organisation*, Liaisons, Recueil Malmaison, 2003 à la p. 150.

<sup>57</sup> Marcelle Chabot et Carole Lévesque, *Indigenous knowledge: Contribution to a Review of the Literature*, Montréal, INRS & Urbanisation Culture et Société, 2001 à la p. 20 ; Lévesque et al., *supra* note 48 à la p. 59.

la céramique, les peintures, les espèces végétales et animales. Les connaissances traditionnelles se transmettent de façon asymétrique à l'intérieur d'une communauté ; elles ont un rôle fonctionnel. Finalement, ce savoir est dynamique parce que des nouvelles connaissances se créent qui sont innovées, intégrées et adaptées aux besoins locaux<sup>58</sup>.

Pour certains auteurs, comme Lewis et Marianne Cheveau<sup>59</sup>, l'adjectif « traditionnel » est un terme controversé parce qu'il fait référence à ce qui est statique. Cet argument n'est pas correct parce que le terme « traditionnel » fait référence à ce qui se transmet de génération en génération ; donc, il n'y a pas une liaison avec l'immuabilité. En remplaçant l'expression « savoir traditionnel » par « savoir autochtone » les connaissances des communautés locales sont exclues, car les connaissances ne sont pas toujours détenues par les peuples autochtones. En plus, si on se restreint exclusivement aux connaissances autochtones ou traditionnelles, on englobe les connaissances qui ne sont pas écologiques, liées à l'utilisation durable de la biodiversité et qui sont matières de cette recherche. Alors, l'expression la plus appropriée et employée par les chercheurs est l'expression « connaissances traditionnelles environnementales » (ou l'expression anglaise « Traditional Environmental Knowledge »), laquelle fait référence aux connaissances traditionnelles autochtones liées à l'environnement.

La plupart des chercheurs sur les CTE font référence au concept élaboré par le *Dene Cultural Institute* en 1995, des auteurs comme Berkes, Stevenson, Usher, Roué et Nakashima cités par Lévesque<sup>60</sup>. Ces auteurs sont en accord avec l'interprétation et la compréhension du TEK et

<sup>58</sup> UNESCO, Systèmes de savoirs locaux et autochtones, en ligne : UNESCO <<http://portal.unesco.org/science/fr.html>> ; Aillot, *Savoirs du Sud : connaissances scientifiques et pratiques sociales ; ce que nous devons aux pauvres du Sud*, Paris, C.L. Mayer Coll. Réseau Réciprocité des Relations Nord Sud, 1999 à la p. 34 ; Marianne Cheveau, *Contribution des connaissances traditionnelles écologiques (TEK) à l'aménagement forestier durable*, Rapport de synthèse environnementale, présenté comme exigence partielle du doctorat réseau en sciences de l'environnement, UQAM- UQAT, 2006 à la p. 5 [Cheveau] (le savoir traditionnel n'est pas un savoir scientifique par contre il est au même niveau que le scientifique, parce qu'il s'agit de repérer le contexte réel spatial ou historique. Cependant, le savoir scientifique né dans un contexte local a tendance à s'universaliser et à être considéré le plus proche de la vérité. L'accès privilégié à la vérité revendiqué par la science a pour effet la discrimination d'autres savoirs, surtout ceux qui ne sont pas codifiés).

<sup>59</sup> H.T. Lewis, « Traditional ecological knowledge: some definitions » dans Williams, N.M. et Baines, G., dir., *Traditional ecological knowledge: wisdom for sustainable development*, Canberra, Centre for Resource and Environmental Studies & Australian National University, 2002, 8 à la p. 12 ; Cheveau, *ibid.* à la p. 3 ; Larousse, *supra* note 35, s.v. « traditionnel », « tradition ».

<sup>60</sup> Marc G. Stenveson, « Indigenous knowledge in environmental assessment » Artic n° 49 (1996) 3 à la p. 281 [Stenveson]; Lévesque et al., *supra* note 48 à la p. 40 ; M.G. Stevenson. « Ignorance and prejudice threaten environmental assessment » dans *Policy Options* N°18, 2, 1997 aux pp. 25-28 [M.G. Stenveson] ; Marianne



des liens entre les différentes catégories existantes, lesquelles requièrent une connaissance holistique comprenant les dimensions éthiques et cosmologiques. En conséquence, il faut s'ouvrir aux différents principes ou modalités d'observation, d'expérience et de validation. Stenveson cite le concept de l'Institut Culturel de la façon suivante :

Traditional environmental knowledge-TEK and beliefs transmitted through oral tradition and first-hand observation. It includes a system of classification, a set of empirical observations about local environment and a system of self-management that governs resource use. Ecological aspects are closely tied to social and spiritual aspects of the knowledge system. The quantity and quality of TEK varies among community members, depending upon gender, age, social status, intellectual capability and profession (hunter, spiritual leader, healer, etc.). With its roots based in the past, TEK is both cumulative and dynamic, building upon the experience of earlier generations and adapting to the new technological and socioeconomic changes of the present (Stenveson, *supra* note 63 à la p. 281).

Pour ce qui est de la mise en œuvre des CTE, les projets économiques qui se déroulent sur la biodiversité doivent prendre en compte les CTE afin de réaliser une utilisation durable de la biodiversité. À cet effet, le *Secrétariat* de la CDB a développé deux lignes directrices facultatives qui favorisent l'atteinte des objectifs des projets économiques : *Lignes Directrices Agwé : Kon* sur la conduction des projets d'aménagement susceptibles d'avoir un impact sur les sites sacrés des communautés autochtones et locales, et *Lignes Directrices Addis-abeba* pour l'utilisation durable de la biodiversité. Ces lignes établissent la façon dont le projet doit se poursuivre et la façon dont la communauté autochtone en tire bénéfice. Les groupes autochtones ont le droit d'être consultés et de participer au tout au long du projet<sup>61</sup>.

---

Cheveau, *supra* note 58 à la p. 6 (le savoir traditionnel ne se libère pas du préjugé de la science occidentale d'être considéré une pseudo- connaissance. De la même façon que le savoir traditionnel est considéré une connaissance inférieure au savoir scientifique, le savoir traditionnel présente une problématique similaire. Selon la science, le savoir traditionnel est basé sur la spiritualité et l'observation, cependant ce savoir n'est pas basé dans la spiritualité, sinon que les peuples autochtones ont une cosmovision spirituelle dans laquelle les CTE sont inscrits, également, la science occidentale est inscrite dans une cosmovision judéo-chrétienne. Ce qui l'enlève d'objectivité, car elle n'est pas libre de valeur. Finalement, si bien le TEK est le produit de l'observation, il est transmis de génération en générations et validé à chaque génération. Certainement, la transmission de savoir traditionnel peut être limitée à cause de l'assimilation occidentale et capitaliste envers les peuples autochtones, par exemple les aînés éprouvent de la difficulté à transmettre leurs savoirs aux plus jeunes, en créant une situation de « generation gap »).

<sup>61</sup> Lévesque et al., *supra* note 48 à la p. 41 ; NU, CBD, *Lignes directrices de la CDB Principes et directives d'Addis-Abeba pour l'utilisation durable de la diversité biologique*, Montréal, SCDB, 2004 [Addis-Abeba] ; NU, CBD, *Lignes directrices de la CDB Lignes Directrices Agwé : Kon*, Montréal, SCDB, 2004 à la p. 3 [Agwé : Kon].

Finalement, selon l'avis d'Aubertin et Vivien, les peuples autochtones s'organisent au niveau international pour défendre leurs droits sur leurs connaissances traditionnelles et environnementales et leurs ressources génétiques<sup>62</sup>. Ils demandent d'être représentés lors des réunions de l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC) et de l'*Organisation mondiale de la propriété intellectuelle* (OMPI), afin de surveiller la protection de leurs savoirs traditionnels et de mettre en place le droit de propriété intellectuelle sur leurs savoirs et ressources.

Les concepts présentés ont été soigneusement développés en utilisant différentes approches qui ont permis d'enrichir cette étude et d'établir une définition qui synthétise les points de vue des auteurs. Certainement, il reste certains problèmes de recherche à résoudre qui sont reliés d'une certaine façon à notre étude, mais qui n'en font pas partie, parce que notre objectif est de faire une synthèse du rapport entre le droit à l'autonomie gouvernementale et le contrôle de connaissances traditionnelles. Il serait alors pertinent que d'autres chercheurs s'occupent de l'étude des questions suivantes afin de contribuer à la recherche de solutions scientifiques pour la prise de décisions des États dans la matière. Quelle définition doit-on octroyer aux peuples autochtones, au plan régional, principalement en Afrique et en Asie? Comment le droit à l'autodétermination et l'exercice du droit à l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones peuvent-ils être protégés des effets nocifs de la globalisation?

Une fois que nous avons analysé les concepts clefs de cette recherche, il est pertinent d'analyser les concepts liés à la partie méthodologique, notamment le concept d'interdisciplinarité et le concept de méthode comparative, lequel a été développé par plusieurs disciplines connexes au droit.

### **1.5.5 L'interdisciplinarité et la notion de la méthode comparative**

---

<sup>62</sup> Aubertin et Vivien, *supra* note 39 à la p. 62.



Pour André Lalonde et Roberto Miguelez, la comparaison est nécessaire dans la vie humaine et sociale dépendante des échanges sociaux, par exemples des paroles, des règles, des biens et des personnes. Elle implique d'examiner les rapports de ressemblance et de différence en établissant des propriétés classificatoires ou de hiérarchie. On cherche à rapprocher pour assimiler des choses différentes qui ne peuvent pas être entièrement intégrées. Elle peut être structurant quand les objets d'études deviennent incomplètement ou totalement connectés entre eux. Elle est utilisée pour l'analyse et la synthèse. Elle est vue comme une des plus riches démarches. Étant donné que la comparaison englobe plusieurs domaines, la méthode comparative n'est qu'un aspect de la comparaison lié à l'étude de sciences de l'homme. À l'égard de Dogan et Pelassy, la comparaison des entités internationales est une démarche intellectuelle qui projette des idées et conduit à repenser les catégories analytiques et à élargir les capacités de compréhension et d'observation<sup>63</sup>.

Le comparatisme est une étude globale qui requiert de l'observation, une approche personnalisée du chercheur et une méthodologie rigoureuse sans tomber dans l'ethnocentrisme. Dans la pratique, la comparaison a besoin d'une approche interdisciplinaire et de la traduction d'un objet appartenant à un domaine culturel donné dans un autre. Il existe deux sortes de comparaisons : la macro comparaison et la micro comparaison. La première est formelle et synthétique tandis que la deuxième est événementielle et analytique. Il y a une grosse différence entre les deux types, dépendamment de la rigueur de la recherche. La première implique la précision et la réduction, tandis que la deuxième est très superficielle, sans méthodologie. Par exemple, une recherche scientifique appliquera le premier type de comparaison, et une observation quelconque sans aucun but scientifique n'aura pas besoin de toute une rigueur méthodologique pour prouver ou formuler une hypothèse<sup>64</sup>.

<sup>63</sup> André Lalonde, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris, 1968 à la p. 417 ; Gérard Berthaud, « La comparaison : une idée ambiguë » dans *Revue européenne des sciences sociales* n° 24 (1986) à la p. 6 ; Roberto Miguelez, *La comparaison interculturelle : Logique et méthodologie d'un usage empiriste de la comparaison*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2001 à la p. 28 ; Mattei Dogan et Dominique Pelassy, *Sociologie politique comparative : problèmes et perspectives*, Paris, Economica, 1982 à la p. 12 [Dogan et Pelassy].

<sup>64</sup> Guy Jucquois, *Le comparatisme : généalogie d'une méthode* dans *Comparatisme*, Vol. 1, N°47, Peeters, Louvain-la-Neuve, 1989 à la p.10.

Selon Guy Jucquois<sup>65</sup>, il existe deux moments importants dans la méthode comparative : la différenciation et l'intégration. Les deux doivent viser à l'unité sans nécessairement y arriver, c'est-à-dire, qu'on serait capable de faire autant de différenciation que d'intégration. Il faut d'abord déterminer la finalité de la comparaison et de préciser nos intérêts dans chaque ensemble de comparaison.

À l'avis de Jean Baecher, la méthode comparative implique plusieurs exigences que nous appliquons lors de l'analyse des études de cas<sup>66</sup>:

1. Tout d'abord, au moment de la sélection des études de cas à comparer, on doit s'assurer qu'elles peuvent être comparables. C'est-à-dire, qu'elles ne soient pas identiques pour qu'on puisse trouver quelque chose à comparer.
2. Ensuite, il faut appliquer une dialectique (processus) de la différence afin de décentrer ou diviser les études de cas qui seront après intégrés ou recentrés.
3. Ensuite, il s'agit d'interpréter la comparaison faite et de souligner les objectifs accomplis de la comparaison.
4. Finalement, dans la mesure du possible, théoriser ces diverses opérations et les formaliser dans des instruments objectifs d'appréciation, c'est-à-dire aller du spécifique au général.

Le comparatisme consiste alors à réaliser une étude simultanée de l'objet observé et du sujet observateur en prenant compte des interrelations entre les deux et en expliquant les rapports entre l'objet, le sujet et le contexte socioculturel et historique. Le sujet observateur doit s'impliquer dans la formulation d'une interprétation pluridisciplinaire et s'éloigner des interprétations centrées dans une seule discipline. Alors, l'observateur est le spécialiste du général qui relie les savoirs partiels ou même contradictoires<sup>67</sup>.

---

<sup>65</sup> Guy Jucquois, « Analyse du langage et perception culturelle du changement » *Bibliothèque des Cahiers de l'Institut de Linguistique de Louvain* n° 32 (1986) 7 à la p. 12.

<sup>66</sup> Jean Baecher « Les présupposés de la comparaison dans les sciences sociales » *Revue européenne des sciences sociales* n° 24 (1986) à la p. 17.

<sup>67</sup> Jucquois et Vieille, *supra* note 2 aux pp. 39 et 42.

La méthode comparative a un rôle indispensable ou complémentaire, tout en dépendant de la science humaine à laquelle elle s'applique. Chaque science possède ses propres modèles de comparaison ou se sert des modèles d'autres sciences. Plusieurs disciplines ont été l'objet d'études, notamment l'histoire, l'anthropologie, la sociologie et la science politique, afin de déterminer la méthode comparative la plus pertinente à l'analyse comparative des études de cas de cette recherche. Les deux dernières disciplines ont été choisies parce qu'elles possèdent des modèles de comparaison applicables à cette recherche. Tout d'abord, la méthode comparative en sociologie permet de comparer des entités étatiques en établissant des analogies et des différences et d'appliquer l'approche interdisciplinaire pour établir des rapports de causalité entre les sous-entités. Finalement, elle permet de valider l'hypothèse et de l'universaliser en se limitant aux situations où les concepts sont appliqués. Alors, le développement de futures études scientifiques sur d'autres cas en appliquant l'hypothèse contribuera à sa confirmation et fécondation, contrairement à l'histoire qui cherche à comparer des sociétés distancées dans l'espace et le temps sans pouvoir établir des analogies ou des influences<sup>68</sup>.

En science politique, la méthodologie comparative est de grande importance, à tel point qu'il existe une branche appelée politique comparée. Elle étudie les rapports politiques des entités politiques distinctes, que ce soit dans l'espace ou le temps. Selon le chercheur Durkheim, en science politique, on se sert de l'expérimentation indirecte parce qu'on ne peut pas provoquer des événements politiques pour les observer<sup>69</sup>. Cette discipline compare les institutions politiques comme des États ou des personnages politiques. Elle doit s'appuyer surtout sur une méthode qui permet d'utiliser les cas disponibles pour développer des conclusions générales en étant consciente qu'on ne peut pas universaliser toute la réalité. Le comparatisme sert alors à créer quelques variations entre les phénomènes, surtout quand on étudie des entités comme les États, les règles juridiques ou morales et les coutumes organisées. Il est impossible de voir les changements et différences de ces entités sans les comparer avec d'autres entités. Au

---

<sup>68</sup> Marc Bloch, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes » *Revue de synthèse historique* n° 46 (1928) à la p. 15 ; E. Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1937 aux pp. 120-124 [Durkheim] ; Max Weber, *The methodology of the social sciences*, Free Press, Glencoe III, 1949 à la p. 45 [Weber] ; Dogan et Pelasy, *supra* note 86 aux pp. 18 et 19.

<sup>69</sup> Durkheim, *ibid.* aux pp. 134-135 ; Jucquois et Vielle, *supra* note 3 à la p. 396.

contraire, on risque de se submerger dans une recherche de lignes parallèles sans faire une démonstration scientifique.

Suite au développement du cadre théorique, il est pertinent d'analyser plus précisément la partie méthodologique, afin d'appliquer les concepts clefs dans les critères de recherche.

### **1.6 Les modèles de comparaison applicables à cette étude**

En ce qui concerne les modèles de comparaison, les chercheurs Dogan et Pelassy ont synthétisé six modèles de comparaisons qui ont été analysés pour déterminer lequel s'applique à nos études de cas<sup>70</sup> :

#### **1.6.1 L'approche comparative destinée à l'étude d'un seul cas.**

Elle est utilisée pour l'étude d'un cas supplémentaire qui permet d'améliorer la politique comparée, parce qu'elle permet de vérifier une hypothèse comparative appliquée à un cas isolé. Alors, il est possible de formuler d'autres arguments ou hypothèses à partir de cette étude afin d'établir une comparaison plus large. Ce modèle ne s'applique pas à notre recherche, parce que notre désir de vérifier l'argument de recherche le plus largement possible en comparant trois études de cas de même importance.

#### **1.6.2 L'étude binaire sur l'analyse généralement extensive aux deux cas.**

Elle peut être explicite (claire et formelle) ou implicite (imprécise et informelle). Par exemple, les auteurs citent l'étude comparative implicite entre les sociétés américaine et

---

<sup>70</sup> Dogan et Pelassy, *supra* note 63 à la p. 80.

française que Tocqueville avait faite sans l'approfondir. Ce modèle, encore une fois, n'est pas recommandé pour cette recherche parce qu'il s'agit de comparer seulement deux cas, alors qu'il y a trois cas ; cependant, notre but est de faire une recherche explicite ou formelle où tous les points importants sont clairement définis.

### **1.6.3 L'analyse des cas analogues qui ont les mêmes caractéristiques**

L'idée est d'analyser des cas analogues afin de vérifier une hypothèse en concluant que tous les cas restants sont égaux. Ce modèle semble pertinent pour cette étude, parce que le but méthodologique est de comparer des cas similaires. Cependant, on possède aussi des caractéristiques contrastées.

### **1.6.4 L'analyse des cas contrastés qui ont des caractéristiques similaires.**

En conséquence, il faut soit ressortir les différences en se servant des classements qui prennent en considération la variation des cas, soit ressortir les caractéristiques générales dont on puisse y trouver et ce, même dans des cas très différents sans que les autres caractéristiques soient nécessairement égales. Ce modèle est aussi intéressant et il pourrait être applicable éventuellement, parce qu'il y a aussi des caractéristiques opposées dans nos cas. Cependant, il faut voir les stratégies d'application des modèles avant de décider quel modèle prendre.

### **1.6.5 Le modèle de corrélations planétaires**

Il vise à analyser tous les cas disponibles pour vérifier l'argument de recherche en s'appuyant sur l'analyse statistique. Notre but n'est pas de quantifier les cas, parce que des problèmes se présenteront à trouver des cas qui correspondent entièrement à notre argument, et la

vérification ne serait qu'incomplète. Alors, il est préférable d'utiliser les modèles de cas contrastés ou de cas analogues.

#### **1.6.6 Le modèle d'homogénéisation des cas hétérogènes**

Il traite de la création d'une typologie qui représente des cas possédant des caractéristiques communes par rapport à un concept appliqué. Par exemple Dogan et Pelassy citent l'étude d'Eisenstadt sur l'empire bureaucratique. Ici, il ne sera pas nécessaire d'homogénéiser les études de cas; notre but est d'expliquer chaque cas sans établir une typologie parce que ce n'est pas un concept qu'on cherche à appliquer, mais il y a un rapport de concepts qu'on cherche à vérifier.

#### **1.6.7 Le modèle d'analyse des cas analogues et contrastés**

Ils ont été étudiés tout d'abord par Stuart Mill. Les chercheurs Jucquois et Vielle résument très bien l'application de ces deux modèles<sup>71</sup>. Ils expliquent les deux stratégies possibles qui aident à prendre notre décision.

##### **1.6.7.1 La présence des cas analogues**

On applique le « principe explicatif de différence ». On cherchera des cas où la variable dépendante X est présente et des cas où elle est absente. Le raisonnement logique est que si la variable explicative Z est présente quand X est présente, et absent quand X est absente, alors

---

<sup>71</sup> Jucquois et Vielle, *supra* note 3 à la p. 399.

toutes les autres propriétés susceptibles d'expliquer X étant présentes dans les deux situations, on peut dire que la variable X est expliquée par Z.

### 1.6.7.2 La présence des cas contrastés

On applique le « principe de concordance ». On recherche des cas uniquement où la variable dépendante X est présente. Alors, si la variable explicative Z est présente dans tous les cas et que toutes les propriétés susceptibles d'expliquer X ne sont pas présentes dans tous les cas, alors, la variable X est expliquée par Z.

La combinaison de deux applications peut se faire si on est en face de cas analogues et contrastés, ce qui enrichira l'explication des rapports entre les variables X et Z. Alors, plus le nombre de cas augmente, plus les conclusions auront un caractère général.

La critique à ces modèles est l'existence d'une troisième variable P qui brise le rapport XZ, qui a été développée par Durkheim. Il explique que s'il existe un cas où le rapport XZ n'existe pas, au bénéfice d'un rapport PZ, alors, P peut être candidate à devenir la variable explicative plutôt que X. Deux situations se présentent. Soit que P se présente dans le rapport XZ et que la véritable variable explicative est P, alors le vrai rapport est PZ. Dans ce cas, Mill explique qu'il faut déterminer l'existence d'une causalité alternative. Il se fait répondre par Durkheim qui dit que chaque effet a une cause unique et qu'au contraire, il n'y a pas de rapport de cause à effet. La seule possibilité serait d'établir plusieurs effets et de faire une typologie d'effets en maintenant le rapport de causalité<sup>72</sup>.

Pour la présente recherche, il est pertinent d'utiliser le troisième modèle de Dogan et Pelassy, ainsi que la stratégie des cas analogues de Stuart Mill. De cette façon, il sera possible de chercher des études de cas dans le monde qui possèdent des caractéristiques générales

---

<sup>72</sup> Durkheim, *supra* note 68 à la p. 126.



similaires et après universaliser l'argument de recherche évidemment limitée aux études de cas où les caractéristiques générales se présentent.

Cependant, la stratégie de Stuart Mill présente des problèmes méthodologiques, comme Durkheim l'indique, il suffit de trouver une variable d'interférence qui remplace la variable explicative pour briser le rapport de cause à effet. De plus, il serait très ambitieux de s'embarquer dans une recherche et analyse de plusieurs variables d'interférence pour mesurer si elles sont présentes dans les deux situations afin d'arriver à la logique proposée par Mill.

Une méthodologie a été proposée pour cette recherche afin d'éviter cette difficulté : **on cherchera des cas analogues où la variable dépendante X est présente et des cas où elle est absente (en appliquant le principe explicatif de différence). Ensuite, on établira un rapport de cause à effet, dont la variable explicative Z soit présente quand la variable dépendante X soit présente, et absente quand la variable dépendante X soit absente. Alors, toutes les variables d'interférence susceptibles d'expliquer la variable dépendante X ne pouvant pas briser le rapport de cause à effet (en appliquant la logique de Durkheim), on peut dire que la variable dépendante est expliquée par la variable explicative et donc que l'hypothèse est confirmée.**

Par contre, s'il existait la présence d'une tierce variable, le choix s'imposerait de faire la typologie d'effets suggérée par Durkheim.

Il existe aussi d'autres modèles non appliqués ici parce qu'à notre regard, ils n'étaient pas convenables. Tout d'abord, l'approche macro et micro de Przeworsky et Teune appliquée aux entités étatiques. Il s'agit d'abord de définir et de mesurer la variable dépendante dans les États étudiés, et d'obtenir des résultats variés ; au contraire, la comparaison n'aura pas lieu. Ensuite, il faut ajouter des variables internes communes de niveau micro aux États qui peuvent expliquer les variations de la variable dépendante. On retient les variables communes et l'on applique une équation de régression multiple dans chaque cas. Si les variables n'apparaissent pas dans l'équation, il faut passer au niveau macro. On cherche alors des



variables systémiques qui puissent expliquer les différences dans les effets des variables micro de chaque État. Finalement, on continuera à ajouter des variables systémiques jusqu'à trouver des effets spécifiques et véritables applicables à un État dans son ensemble. En appliquant ce modèle, il apparaît, par exemple, trois peuples autochtones dont la variable dépendante est l'exercice à l'autonomie gouvernementale qui se présente différemment dans chaque cas ; ensuite, des variables internes sont établies. Le problème que se présente est qu'on ne réussit pas à établir des variables micro- communes à tous les États ; donc, il est impossible de compléter l'étude et il faut alors rejeter le modèle<sup>73</sup>.

Finalement, il y a le modèle booléen de Ragin. Il est applicable surtout aux phénomènes historiques. Le but est d'expliquer les phénomènes historiques par des variables binaires en utilisant un nombre de cas multiples avec des rapports de causalité multiples et alternatifs. Il ne faut pas que les variables choisies soient séparées des cas. Cette méthode n'est pas convenable parce que seulement trois cas ont été choisis, afin de faire une comparaison des situations actuelles sur la protection des connaissances traditionnelles environnementales et un seul rapport de causalité a été choisi et ce, avec certaines alternatives possibles analysées au troisième chapitre<sup>74</sup>.

Cette analyse a permis de choisir notre modèle et notre stratégie de comparaison dans le domaine de la sociologie politique comparative, en contribuant aussi au développement de cette discipline. Cependant, des modèles de comparaison de systèmes juridiques sont nécessaires, parce que notre but est aussi de comparer les systèmes législatifs de chaque État afin de mesurer le rapport entre ces systèmes et nos variables, ce qui permettra de vérifier l'argument de recherche.

Le droit comparé a été développé par plusieurs auteurs du XXe siècle. Notamment F.H. Lawson dans son étude *The Field of Comparative Law*, Sir Otto Kahn-Freund dans son étude *Comparative Law as an Academic Subject* et Basil S. Markesinis dans son étude *Foreign Law*

<sup>73</sup> A. Przeworsky et H. Teune, *The Logic of Comparative Social Inquiry*, Wiley, New York, 1970 à la p. 85.

<sup>74</sup> C.C. Ragin, *The comparative Methode Moving Beyond Qualitative and Quantitative Strategy*, Berkeley, University of California Press, 1987 à la p. 129.

*and Comparative Methodology*. Ces auteurs sont tous de l'Université d'Oxford, comme Juha Karttu qui a fait son étude sur l'ingénierie juridique au service du droit comparé. Pour cet auteur, la comparaison de systèmes juridiques conduit le chercheur à se trouver dans deux situations possibles : soit le contexte est l'ensemble des normes valides, soit les normes valides sont impliquées dans le contexte étudié. Ces deux situations correspondent aux notions *lege lata* et *lege ferenda* respectivement. De *lege lata* à *lege lata* : C'est la situation plus classique, dans laquelle les deux systèmes juridiques comparés appartiennent à un domaine où les normes qui le régulent sont valides pour les deux systèmes. Le cas typique se présente, lorsque plusieurs pays font partie d'une convention internationale. En conséquence, la comparaison est fondée sur les normes qui font partie du droit valide pour les deux systèmes juridiques comparés. Cette situation s'applique à cette étude étant donné notre désir de comparer justement la mise en œuvre de la *Convention sur la diversité biologique* dans trois pays qui font partie de cette *Convention* dont leurs systèmes juridiques doivent appliquer l'Art. 8-j. Ainsi que les décisions de la *Conférence des Parties* de la CDB qui sont obligatoires pour toutes les *Parties*, concernant aussi la mise en œuvre de l'Art. 8-J, notamment la Décision IX-13 sur l'appui étatique aux peuples autochtones pour garder le contrôle et la propriété de leurs connaissances traditionnelles<sup>75</sup>.

Le chercheur Mark Van Hoecke est l'auteur du comparatisme approfondi en droit (ou *Deep Level Comparative Law*) appliqué aux systèmes juridiques européens, mais ce fait n'empêche pas de voir son application à nos études de cas. Il explique que le droit comparé a pour but la description des systèmes légaux étrangers en trouvant des exemples intéressants pour améliorer le propre système légal, pour harmoniser le droit ou pour contribuer à la recherche en droit comparé. Hoecke établit trois pas fondamentaux dans la recherche comparée<sup>76</sup>:

1. Tout d'abord, il faut faire la description. Elle consiste à identifier les sources légales valides et déterminer l'essence des règles qu'elles contiennent.

---

<sup>75</sup> Pour connaître les combinaisons possibles entre *Lege Lata* et *Lege Ferenda* voir Mark Van Hoecke « Deep Level Comparative Law » EUI Working Paper Law n° 2002/13 (octobre 2002) aux pp. 1-3 [Hoecke] ; CDB, Décision IX/13, *supra* note 50 ; CDB, *supra* note 2, art. 8-j.

<sup>76</sup> Hoecke, *ibid*, à la p. 3.

2. Ensuite, il faut systématiser. Ce qui veut dire l'intégration de toutes les sources juridiques et normes dans un tout cohérente aux fins d'interprétation et de développement théorique.
3. Pour décrire, il faut développer des techniques de traduction de normes parce que souvent les sources juridiques étrangères sont disponibles en langues étrangères ; mais on ne s'arrête pas au niveau descriptif ni de traduction pour faire le droit comparé.

Hoecke suggère se poser la question suivante : que compare-t-on ? Évidemment, on compare des normes, mais elles ne peuvent pas être isolées de leurs contextes légal et culturel. Les avocats savent que le contexte, les valeurs et les différentes approches jouent un rôle important dans l'interprétation du droit. Il faut alors, prendre en compte l'environnement des normes légales, procédurales et la structure judiciaire, le contexte constitutionnel, l'histoire légale, la culture légale, sociale, économique; etc. Cette étude comprend la révision des normes légales et constitutionnelles, ainsi que l'étude des contextes historiques, sociaux économiques et politiques qui sont, à notre avis, la raison de l'existence du système juridique<sup>77</sup>.

Elle n'est pas la seule façon de faire du droit comparé. Une autre façon de le faire est à travers l'étude des cas judiciaires afin d'évaluer l'application des normes juridiques. Parce que la législation n'est pas suffisante pour faire une étude comparative intégrale, il faut voir comment la loi est appliquée ; de cette façon, on s'approche de la culture légale et de son contexte. Le problème, avec cette alternative, est que les cas judiciaires n'offrent pas tous l'application du droit ; il faut donc voir également d'autres alternatives légales de résolution des conflits comme les pratiques sociales et économiques, la conciliation, l'arbitrage, entre autres, lesquelles se trouvent souvent dans la doctrine. De plus, lorsqu'on cherche des cas judiciaires, on se limite souvent aux décisions de la *Cour Supérieure* ou de la *Cour suprême* d'un pays déterminé, en discriminant les décisions de cours inférieures, qu'elles aussi appliquent le droit. On a essayé, au fur et à mesure, d'utiliser comme sources les décisions

---

<sup>77</sup> *Ibid.*

judiciaires sur notre sujet. Le problème est qu'on n'a pas trouvé suffisamment de résolutions judiciaires ni de doctrine juridique dans chaque pays pouvant donner une idée de l'application de la CDB; donc, ce modèle n'est pas utilisé<sup>78</sup>.

Hoecke signale les problèmes que présente la méthodologie en droit comparé. Tout d'abord, au niveau terminologique, les différents systèmes légaux possèdent des termes qui sont similaires ou aux significats totalement différents. Alors, il faut comparer les termes dans chaque système légal pour voir si la signification est identique ou différente. En deuxième lieu, la structure des textes juridiques. Les textes ne sont pas structurés de la même façon partout dans le monde, tels que : les *Codes civils*, les *Codes procéduraux* et les *Constitutions*. Le chercheur entretient souvent le préjugé que tous les textes légaux sont identiques à ceux de son pays. Alors, malgré tous ces problèmes, la méthodologie est le moyen nécessaire pour faire du droit comparé ; le chemin le plus approprié est l'étude approfondie des théories et concepts se trouvant dans la doctrine autant juridique que dans d'autres disciplines comme la sociologie. Ce qui permet au chercheur de s'approcher des systèmes légaux étrangers sans confronter les structures légales, les concepts et le langage, parce que la doctrine existante est souvent disponible dans une langue internationale ; de cette façon, le chercheur relève les difficultés méthodologiques et enrichit sa recherche. Pour cette raison, il faut qu'il existe de la doctrine sur les systèmes légaux que l'on compare et en plus qu'ils soient accessibles au chercheur<sup>79</sup>.

Hoecke suggère cinq pas pour faire la recherche comparative approfondie en droit, qui sont utilisés par cette étude<sup>80</sup>:

- 1 Tout d'abord, le chercheur doit se baser sur la littérature (soit historique ou sociologique, anthropologique, entre autres) qui existe sur le sujet de recherche.
- 2 Ensuite, le chercheur doit aussi chercher le sujet dans la doctrine juridique et les décisions judiciaires, sans se limiter aux décisions de la *Cour suprême* ou de la *Cour*

---

<sup>78</sup> Hoecke, *ibid.* à la p. 4.

<sup>79</sup> *Ibid.* aux p. 10-11.

<sup>80</sup> *Ibid.* aux pp. 27-31.

*supérieure*. Également, on peut regarder les décisions de la *Cour* ou du *Tribunal constitutionnel* chargé de l'interprétation de la *Constitution*. Finalement, on peut regarder des recherches indépendantes, des études en droit ou d'autres sources juridiques des juridictions comparées afin de prouver l'argument de recherche.

- 3 Si la comparaison a pour but de proposer une nouvelle législation, il est important de regarder les rapports de médias et les débats parlementaires, par exemples pour les sujets concernant le génome humain, l'avortement, la fécondation in vitro; etc.
- 4 Ensuite, il faut intégrer ou harmoniser les droits comparés en se servant d'une analyse historique des concepts, de leur discussion et de leur application pratique.
- 5 L'harmonisation veut dire repenser en fonction de la norme et du concept en développant un nouveau droit.

Cette analyse du cadre théorique et de la méthodologie a permis d'élaborer les variables et les critères de recherche, ainsi que la justification du choix d'études de cas qui sont présentés à continuation :

## **1.7 Les variables dépendantes et d'interférence de cette étude**

Cette étude compare trois entités étatiques et trois sous-entités autochtones. Afin d'appliquer le modèle de Dogan et Pelassy sur les cas analogues, il faut posséder des variables comparables. Le modèle exige notamment l'existence des variables de cause à effet. L'argument de recherche a permis de développer deux rapports de cause à effet<sup>81</sup>.

### **1.7.1 La vérification du rapport entre les variables principales chez les États**

---

<sup>81</sup> Dogan et Pelassy, *supra* note 63 à la p. 135.

Le rapport entre la variable explicative (la protection du droit à l'autonomie gouvernementale par les États) et la variable dépendante (la protection des connaissances traditionnelles liées à la protection de la diversité biologique) doit être vérifié dans chaque entité étatique. L'idée est de vérifier la présence ou l'absence des variables dépendantes qui confirmeront l'argument de recherche.

### **1.7.2 La vérification du rapport entre les variables principales chez les peuples autochtones**

Le rapport entre la variable explicative (l'exercice de l'autonomie gouvernementale par les peuples autochtones) et la variable dépendante (le contrôle et la protection des CTE par les peuples autochtones) doit être vérifié dans chaque sous- entité autochtone et la variable dépendante le contrôle et la protection des connaissances traditionnelles liées à la protection de la diversité biologique.

De plus, en appliquant le raisonnement de Durkheim, il faut déterminer une variable d'interférence qui peut éventuellement invalider le rapport de cause à effet, car une tierce variable est susceptible de remplacer une variable explicative. Alors, la variable d'interférence a pour but d'être écartée.

### **1.7.3 La variable d'interférence**

La participation de peuples autochtones dans la prise de décisions. Carole Lévesque souligne le rôle des peuples autochtones dans la protection durable de la biodiversité et dans la protection de connaissances traditionnelles environnementales. Des accords internationaux aussi ont souligné l'importance de la participation des peuples autochtones dans la prise de décisions sur les connaissances traditionnelles environnementales (comme la CDB dans son article 8-j, la *décision IX-13* de la COP de la CDB, l'*Agenda 21* dans son chapitre XXVI et la

*Déclaration des Nations Unies sur les droits de peuples autochtones* dans ses articles 18 et 31)<sup>82</sup>.

Si cette variable d'interférence est applicable, des nouveaux rapports pourraient se créer. Par exemple, la variable d'interférence la participation de peuples autochtones dans la prise de décisions pourrait expliquer le contrôle et la protection des CTE par les peuples autochtones et prendre la place de la variable explicative l'exercice de l'autonomie gouvernementale. Un autre exemple : la même variable d'interférence pourrait expliquer la protection des CTE. De cette façon, elle prendrait la place de la variable explicative la protection du droit à l'autonomie gouvernementale.

À chaque variable dépendante ou explicative correspond un groupe des critères qui sont développés ci-dessous. L'application de ces critères est faite selon le type d'entité ou de sous-entité analysée, soit les États ou les peuples autochtones, respectivement.

### **1.8 Les critères d'identification des peuples autochtones**

Selon les catégories conceptuelles de notre étude (notamment les peuples autochtones, l'autonomie gouvernementale, la diversité biologique et les connaissances traditionnelles), certains problèmes méthodologiques se sont présentés ; l'objectif sera de les résoudre dans cette partie à travers l'établissement des critères.

Le premier problème présenté aux études de cas est l'identification des critères qui permettent d'identifier les peuples autochtones. Des critères ont été recherchés dans plusieurs œuvres des auteurs qui ont étudié le problème des peuples autochtones à l'échelle internationale (comme José Martinez Cobo, K. Tapan, Isabelle Schulte-Tenckhoff, Carole Lévesque, Christiane Montpetit, Beyou, Marcelle Chabot, Charlotte Blanche, Marc

<sup>82</sup> Lévesque et al., *supra* note 48 aux pp. 10 et 18 ; CDB, *supra* note 2, art. 8-j ; CDB, Décision IX/13, *supra* note 68 ; Agenda 21, *supra* note 53, c. 26 ; Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, art. 18 et 31.

Stevenson, David et Wagner et Benedict Kingsbury, et Jean-Claude Fritz). Tous ces auteurs offrent des définitions assez claires et intégrales qui ont permis la sélection des critères suivants:

### **1.8.1 Le sentiment d'appartenance indigène**

Il a été souligné par le Rapporteur spécial des Nations Unies, Martinez Cobo, ainsi que par la *Convention 169* de l'OIT dans son article 1.2, par la Banque Mondiale dans sa *directive opérationnelle 4.20*, laquelle a pour but d'assurer le respect de la dignité, les droits humains et la spécificité culturelle des peuples autochtones dans le processus de développement des projets. Finalement, la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* établit ce critère dans l'article 33. Cependant, ce critère a besoin d'autres critères pour être validé, parce que tout groupe ou individu pourrait s'auto identifier comme autochtone<sup>83</sup>.

### **1.8.2 L'acquisition des caractéristiques culturelles qui sont propres aux peuples autochtones**

La *Convention 169* de l'OIT le reconnaît dans plusieurs articles (Arts. 1, 6, 7, 22, 25 et 27). La *Déclaration des Nations Unies sur les droits de peuples autochtones* le reconnaît tout au long de son texte (Arts. 13, 14, 16, 18, 19, 20 et 23). Finalement, la Banque Mondiale, dans sa *directive opérationnelle 4.20*, fait référence aux territoires ancestraux et ressources naturelles des peuples autochtones. Le lien d'appartenance évoque les traditions et les moyens de subsistance propres aux peuples autochtones, ainsi que le contrôle des institutions

<sup>83</sup> Directive Opérationnelle 4.20, Banque Mondiale, 1991 [Banque Mondiale] (l'importance de cette directive est qu'elle remplace la première directive de la Banque Mondiale OMS 2.34 qui traite sur la protection des peuples autochtones contre les effets adverses du développement des projets) ; Cobo, *supra* note 17 ; C-169, *supra* note 19, art. 1.2 ; Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, art. 33.



socio-économiques et de représentation politique avec un pouvoir décisionnel. Ce critère a besoin aussi d'autres critères pour être validé, parce qu'il existe d'autres groupes sociaux qui possèdent des caractéristiques culturelles distinctes comme les communautés locales et les groupes tribaux, mais qu'à différence des peuples autochtones, ils ne possèdent pas des droits ancestraux et territoriaux liés à leur autodétermination<sup>84</sup>.

### 1.8.3 La situation de discrimination de la plupart des peuples autochtones

Le fait qu'ils soient séparés d'autres groupes sociaux ou qu'ils n'aient pas accès aux services et aux institutions auxquels d'autres groupes sociaux ont accès. Cette condition est soulignée à plusieurs reprises par la *Convention 169 de l'OIT* (Arts. 3, 4, 20 et 24) la discrimination envers les femmes et les hommes autochtones, la discrimination au travail et dans les régimes de la sécurité sociale. Entre autres, la *Déclaration des Nations Unies sur les droits de peuples autochtones* établit plusieurs droits que les peuples autochtones ont accès sans discrimination (Arts. 2, 9, 14, 15, 16, 21 et 22), par exemple appartenir à une communauté ou nation autochtone. Finalement, la *Directive opérationnelle 4.20* de la Banque Mondiale souligne la situation d'extrême pauvreté des peuples autochtones. Ce critère permet d'identifier les peuples autochtones seulement de façon superficielle, alors d'autres critères sont nécessaires pour l'appuyer<sup>85</sup>.

### 1.8.4 La revendication de l'autodétermination et de l'autonomie gouvernementale

Les peuples autochtones sont victimes de déplacements et de dépossession constante de leurs territoires ancestraux et ressources naturelles. Face à cette problématique, les peuples

<sup>84</sup> Banque Mondiale, *ibid.* ; C-169, *supra* note 19, art. 1, 6, 7, 22, 25 et 27 ; Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, art. 13, 14, 16, 18, 19, 20 et 23.

<sup>85</sup> *Supra* note 83 ; C-169, *supra* note 19, art. 3, 4, 20 et 24 ; Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, art. 2, 9, 14, 15, 16, 21 et 22.

autochtones s'organisent politiquement aux niveaux national, régional et international. Ils établissent des réseaux internationaux, régionaux et locaux, des associations et des organisations non gouvernementales qui vont les représenter au sein des institutions internationales et des institutions gouvernementales pour revendiquer, entre autres, leur droit à l'autodétermination et à l'autonomie gouvernementale. Ce droit leur permet justement de reprendre le contrôle sur leurs vies, leur développement, leur territoire, leurs ressources et institutions autochtones. Ce critère est reconnu par la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* dans les articles 3 et 4. De plus, les peuples autochtones ont déclaré qu'ils ont le droit à s'autodéterminer et à s'administrer eux-mêmes dans plusieurs déclarations internationales en demandant qu'ils sont respectés. Par exemple, la *Déclaration de Kari-Oca* et la *Charte de la Terre des peuples autochtones* l'établissent dans leurs articles 14, 69.1 et 69.2. Pour sa part, la *Charte des peuples autochtones des forêts tropicales* évoque ces droits dans ses articles 6, 11 et 13. Ce critère ne peut pas s'appliquer individuellement parce qu'il y a des peuples autochtones qui ne sont pas capables d'accéder aux sources de financement et de technologie pour se revendiquer aux niveaux international, régional ou national<sup>86</sup>.

### 1.8.5 L'acquisition des connaissances traditionnelles environnementales

Carole Lévesque et Charlotte Blanche ont souligné que les connaissances dérivent d'un système holistique qui possède une cosmovision (vision et représentation du monde) et une éthique particulière liée aux éléments de la nature. De plus, le *Dene Cultural Institute* a expliqué que la transmission des connaissances traditionnelles s'effectue généralement de façon orale et par l'observation. Ces connaissances incluent un système de classification, d'observations empiriques de l'environnement local et d'autogestion de l'utilisation des ressources. Également, le *Groupe de travail* de l'article 8-j a reconnu dans son rapport du 2007 le rôle primordial des connaissances traditionnelles environnementales dans le

<sup>86</sup> Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, art. 3 et 4 ; Kari-Oca et Charte de la Terre, *supra* note 11, art. 14, 69.1 et 69.2 ; Charter of Tropical Forests, *supra* note 10, art. 6, 11 et 13.

développement de la culture des peuples autochtones. L'article 8-j de la CDB reconnaît aussi le rôle des peuples autochtones dans la protection de la diversité biologique et accorde une protection aux connaissances traditionnelles. La difficulté de ce critère est qu'il a besoin d'autres critères complémentaires pour être applicable, notamment les critères de protection de la diversité biologique<sup>87</sup>.

### 1.9 Les critères d'identification des États

Tout d'abord, les États doivent être des sujets de droit international afin de pouvoir faire une comparaison internationale entre leurs systèmes juridiques. Il est important aussi de choisir uniquement trois États pour ne pas alourdir la recherche. De plus l'application du modèle comparatif juridique profond de Hoecke et la comparaison de *lege lata* à *lege lata* de Juha Karttu demandent que les États à comparer soient régulés par un système juridique international dont ses normes soient valides pour ces États. Ce système partagé est la *Convention sur la Diversité Biologique*:

#### 1.9.1 Être un sujet de droit international

Selon la *Convention de Montevideo sur les droits et devoirs des États*, un État pour être considéré comme personne de droit international doit réunir les conditions suivantes : avoir une population permanente, un territoire déterminé, un gouvernement et avoir la capacité d'entrer en relation avec les autres États. Ce critère permet d'identifier les États en tant que sujets de droit, cependant d'autres critères sont nécessaires pour identifier les États à comparer<sup>88</sup>.

<sup>87</sup> A. David et J.R. Wagner, « Who knows? On the importance of identifying "experts" when researching local ecological knowledge » *Human Ecology* n° 31 (2003) 3 aux pp. 463- 489 ; Carole et al, *supra* note 76 ; Rapport du groupe de l'art. 8-j, *supra* note 11 ; CDB, *supra* note 2, art. 8-j.

<sup>88</sup> Société des Nations, *Convention de Montevideo sur les droits et devoirs des États*, 26 décembre 1933, art. 1, R.T.S.D.N., vol. 165 à la p. 19.

### **1.9.2 L'appartenance à la *Convention sur la diversité biologique***

Ce critère est déterminant afin de comparer trois États qui sont régulés par un même système juridique international comme la CDB. Alors, il faut déterminer si les États choisis ont ratifié adéquatement cet instrument juridique international, selon la procédure fixée par la CDB. Ce critère permet d'appliquer l'argument de recherche qui se centre sur la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique, notamment sur l'application de l'article 8-j qui traite de la protection des CTE des peuples autochtones<sup>89</sup>.

### **1.9.3 La mise en place d'une législation et d'une politique qui régulent la diversité biologique et les peuples autochtones**

Le but est de pouvoir appliquer le modèle de Hoecke sur la comparaison profonde en droit et de déterminer la protection de la diversité biologique, des connaissances traditionnelles environnementales et l'autorisation de l'exercice de l'autonomie gouvernementale dans chaque législation et programmes politiques<sup>90</sup>.

### **1.10 Les critères d'évaluation de l'exercice de l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones**

Le troisième problème méthodologique est l'évaluation de l'exercice de l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones dans chaque étude de cas. Pour résoudre ce problème, certains critères ont été sélectionnés à partir du concept d'autonomie gouvernementale, lequel révèle certains caractères propres et interdépendants transformés ici

<sup>89</sup> Voir Dogan et Pelassy, *supra* note 63 ; CDB, *supra* note 2 ; voir les pages 8 et 9, *ci-dessus*, pour regarder l'hypothèse.

<sup>90</sup> Voir Hoecke, *supra* note 75.

en critères. Les auteurs choisis pour développer ces critères sont Jean Salmon, Fritz, Thierry Rodon, Warren et Negret. Au plan juridique, la *Convention 169* et la *Déclaration de Nations Unies sur les droits de peuples autochtones* :

#### **1.10.1 Le caractère politique et territorial**

L'autonomie gouvernementale est un pouvoir politique et de gestion d'une entité qui occupe un territoire. Selon Jean Salmon, l'autonomie se caractérise pour l'appartenance à un État souverain, non soumis à aucun pouvoir de même nature<sup>91</sup>.

#### **1.10.2 Le caractère inhérent**

L'autonomie gouvernementale n'a pas besoin d'être reconnu par le droit positif, parce qu'il relève du droit naturel propre aux valeurs éthiques des peuples autochtones. C'est-à-dire que le seul exercice de ce droit est une preuve de son existence. Le caractère intrinsèque a été reconnu par la *Déclaration de Nations Unies sur les droits de peuples autochtones* dans son *Préambule*. Selon Charles-Henri Warren, l'autonomie gouvernementale permet d'assurer le développement de la culture autochtone et de protéger les valeurs traditionnelles autochtones concernant l'égalité, la collectivité et l'interrelation entre les éléments de la nature<sup>92</sup>.

#### **1.10.3 Le caractère juridique**

---

<sup>91</sup> *Supra* note 2.

<sup>92</sup> Voir Warren, *supra* note 27 ; Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, Préambule ; Salmon, *supra* note 2.

Selon le chercheur Fritz, l'autonomie gouvernementale se manifeste à travers le droit d'élaborer un système juridique propre, mais en respectant l'ordre juridique de l'État souverain. La *Convention 169* partage aussi cette approche et elle établit différents domaines d'application : le droit de contrôler les institutions autochtones, le droit de contrôler le développement socio-économique et culturel, et le droit de participer dans la prise de décisions des programmes étatiques susceptibles d'affecter la vie des peuples autochtones. Le *Préambule* de la *Déclaration* reconnaît l'application du droit à l'autonomie gouvernementale sur les terres, territoires et ressources appartenant aux peuples autochtones<sup>93</sup>

#### **1.10.4 Le caractère administratif**

Selon la *Déclaration*, l'autonomie permet aux peuples autochtones de maintenir leurs institutions décisionnelles, d'élire leurs propres autorités administratives et de prendre des décisions selon leurs propres procédures juridiques<sup>94</sup>.

#### **1.10.5 Sa relevance du droit à l'autodétermination**

Le Préambule de la *Déclaration* fait référence au rapport d'appartenance du droit à l'autonomie gouvernementale au droit à l'autodétermination. Le droit à l'autodétermination, appliquée aux peuples autochtones, permet qu'ils déterminent librement leur organisation politique et qu'ils assurent leur développement économique. Selon Fritz, le droit à l'autodétermination permet de rassembler les différents groupes autochtones à travers des réseaux sociaux en développant une identité ethnique basée sur l'union de leurs revendications. Dans cette condition, l'autonomie permet de développer une conscience

<sup>93</sup> Voir Fritz, *supra* note 28 ; C-169, *supra* note 19, Préambule, art. 7 et 8 ; Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, Préambule.

<sup>94</sup> Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, art. 26 et 28.

politique, s'affirmer dans le système prédominant étatique et défendre leurs droits contre des décisions politiques ou des normes usurpatrices<sup>95</sup>.

### **1.11 Les critères d'évaluation de la protection du droit à l'autonomie gouvernementale par les États**

Ces critères aident à analyser la protection du droit à l'autonomie gouvernementale par les États. Ces critères ont été obtenus des auteurs comme Fritz, Rodon et Salmon qui ont étudié le rôle de l'État dans la protection des droits des peuples autochtones. Ces critères sont les suivantes :

#### **1.11.1 Le transfert des compétences aux peuples autochtones**

Selon Fritz, l'autonomie gouvernementale se manifeste à travers le transfert des compétences dans les domaines qui peuvent influencer la vie des peuples autochtones. Il existe deux mécanismes de transfert de compétences. Il y a d'abord le partage des compétences, appelé aussi la gérance autochtone par l'auteur Thierry Rodon<sup>96</sup>. L'État accorde certaines compétences aux peuples autochtones pour qu'ils décident de façon unilatérale des aspects susceptibles d'affecter leurs vies (par exemple, la gérance de la biodiversité comprend sa protection, mais aussi le contrôle des connaissances traditionnelles environnementales liées à elle). L'autre option est la cogestion. Ici, l'État et les peuples autochtones participent équitablement dans la prise de décisions. Par exemple, la cogestion de la biodiversité consiste à établir une stratégie commune de protection et d'utilisation durable de la biodiversité en incluant l'apport des connaissances traditionnelles environnementales des peuples autochtones. Selon Thierry Rodon, le problème avec ce dernier mécanisme est qu'il n'est pas

<sup>95</sup> *Ibid.* Préambule ; Fritz, *supra* note 28.

<sup>96</sup> Thierry Rodon, *En partenariat avec l'État*, Saint-Nicolas (Qc), Presses de l'Université Laval, 2003 aux pp. 109-118, 137 [Rodon].

toujours applicable équitablement lorsque d'autres entités, comme les entreprises, sont appelées à participer à la cogestion et qu'un conflit d'intérêt se présente au mépris du peuple autochtone concerné (parce que l'État a tendance à faire bénéficier les intérêts des compagnies davantage que ceux des peuples autochtones).

### **1.11.2 S'abstenir de tout acte de contrainte qui empêche l'exercice de l'autonomie**

Selon Jean Salmon<sup>97</sup>, cette condition limite la souveraineté de l'État et l'oblige à respecter les droits accordés aux peuples par le droit international, notamment le droit de disposer d'eux-mêmes en incluant le droit d'être autonome.

### **1.11.3 Prendre en compte les coutumes autochtones.**

Selon Fritz, l'État doit protéger et reconnaître les savoirs, les institutions autochtones et le territoire autochtone en respectant adéquatement les coutumes autochtones ; dans cette condition, l'État doit tenir compte de la volonté des peuples autochtones<sup>98</sup>.

## **1.12 Les critères d'évaluation de la protection des CTE par les États**

Ces critères sont applicables aux entités étatiques parce qu'il correspond à l'État de produire des mesures de protection des connaissances traditionnelles selon le mandat de l'art. 8-j et 10 c) de la CDB. La protection des CTE a été soulignée par divers instruments et déclarations juridiques, notamment *Déclaration des Nations Unies sur les droits de peuples autochtones*,

---

<sup>97</sup> *Supra* note 2.

<sup>98</sup> Fritz, *supra* note 28.



la CDB, les *Lignes directrices Addis-abeba* et *Agwe : Kon*, le VII *Rapport du Groupe de travail sur Article 8-j*, la *Décision IX-13* de la COP de la CDB et l'*Agenda 21*<sup>99</sup>.

### 1.12.1 La préservation et le maintien des CTE

L'article 8-j de la CDB établit que l'État a l'obligation de préserver et de maintenir les connaissances des peuples autochtones qui ont un intérêt pour la conservation de la biodiversité. Également, le rapport de 2007 du *Groupe de travail* sur l'article 8-j se centre sur la protection et le maintien des connaissances traditionnelles environnementales (rapport adopté par la *Conférence des Parties* de la CDB en 2008). Cette protection doit se manifester dans la production des rapports nationaux présentés à la COP et qui traitent sur l'identification des actions nationales et locales qui peuvent menacer la protection de ces connaissances<sup>100</sup>.

### 1.12.2 La promotion du contrôle des CTE par les peuples autochtones

Le *Groupe de travail* sur l'art. 8-j a demandé aux États membres de la CDB d'appuyer les peuples autochtones à maintenir le contrôle et la propriété de leurs connaissances traditionnelles environnementales. Cette promotion peut se réaliser à travers le rapatriement des connaissances et propriétés culturelles autochtones dans des bases de données. L'État

<sup>99</sup> *Ci-dessus*, le détail concernant le droit de contrôler et l'obligation de protéger est développé dans la partie 1.2 l'importance du sujet choisi ; CDB, *supra* note 2, art. 8-j et 10 c) ; Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, art. 31 ; Rapport du Groupe de travail art. 8-j, *supra* note 11.

<sup>100</sup> CDB, *supra* note 2, art. 8-j ; Handbook CDB, *supra* note 48 ; Le Robert quotidien, *supra* note 43 ; Voir Rapport du groupe de l'art. 8-j, *supra* note 11 ; CDB, *Décision IX/13*, *supra* note 78.

peut aussi appuyer le développement des capacités locales en rétablissant les institutions religieuses des peuples autochtones, en établissant des médias contrôlés par les peuples autochtones et en appuyant le développement d'infrastructures et de ressources locales avec la participation des peuples autochtones. Toutes ces actions peuvent se faire en respectant l'ordre juridique de l'État. Finalement, le chapitre XXVI de l'*Agenda 21* demande aux États d'adopter des instruments juridiques sur le droit de propriété intellectuelle et le droit de préserver le système administratif des peuples autochtones. Les États doivent aussi financer l'éducation des peuples autochtones afin qu'ils arrivent à un développement autonome et durable. Finalement, les États devraient ratifier les conventions existantes relatives aux peuples autochtones et adopter la *Déclaration des Nations Unies sur les droits de peuples autochtones*. L'article 24 de cette *Déclaration* demande aux États signataires de protéger l'exercice du droit de contrôler les connaissances traditionnelles autochtones en prenant des mesures efficaces avec l'accord des peuples autochtones. D'autres conventions internationales reconnaissent le rôle primordial des peuples autochtones dans la protection des connaissances traditionnelles environnementales, comme la *Convention internationale sur la lutte contre la désertification* et le *Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture* qui demandent aux États d'appuyer les efforts des communautés autochtones pour maintenir leurs connaissances<sup>101</sup>.

### **1.12.3 Encourager la participation des peuples autochtones dans la prise de décision sur les CTE**

L'article 8-j de la CDB établit l'accord et la participation des peuples autochtones dans l'application à grande échelle de leurs connaissances traditionnelles environnementales et du partage équitable de l'utilisation de ces connaissances. Entre autres, le septième rapport du *Groupe de travail* sur l'article 8-j établit, sous réserve de la législation de l'État, la

---

<sup>101</sup> Voir Rapport du groupe de l'art. 8-j, *supra* note 11, item 5/2 et 5/3 ; Agenda 21, *supra* note 53, c. 26 ; CITES, *supra* note 55 ; CMS, *supra* note 55 ; Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, art. 31.

participation des peuples autochtones dans la prise de décisions sur la manière de documenter leurs connaissances. Ainsi qu'il établit la participation des peuples autochtones à l'identification des causes spécifiques de la perte de connaissances traditionnelles environnementales (notamment en participant aux programmes de développement des capacités locales et aux mesures destinées à l'établissement des plans d'actions communautaires de protection de ces connaissances). Par ailleurs, le chapitre XXVI de l'*Agenda 21* établit la participation des peuples autochtones dans la prise de décisions sur le développement et sur les activités nationales de développement durable et équitable. Pour sa part, la *Déclaration des Nations Unies sur les droits de peuples autochtones* reconnaît dans son article 31 la participation des peuples autochtones dans la prise de décisions sur les mesures étatiques destinées à protéger l'exercice du droit de contrôler les connaissances traditionnelles<sup>102</sup>.

#### **1.12.4 La reconnaissance juridique des CTE en tant que scientifiques, traditionnelles et holistiques**

La *Déclaration des Nations Unies sur les droits de peuples autochtones* reconnaît dans son *Préambule* le rôle des savoirs traditionnels autochtones dans la gestion durable de l'environnement. L'article 24 de la *Déclaration* stipule que les États reconnaissent le droit à la pharmacopée traditionnelle. Entre autres, le chapitre XXVI de l'*Agenda 21* établit que les États reconnaissent les CTE et leur rapport avec la terre, les ressources et l'environnement des peuples autochtones. Ce chapitre établit aussi que les États ont comme objectif, sous réserve de leurs législations nationales, la reconnaissance des savoirs traditionnels, des ressources renouvelables (ressources biologiques) et des écosystèmes comme essentiels au bien-être des peuples autochtones, ainsi que la création des mesures destinées à l'intégration des connaissances traditionnelles aux programmes de gestion des ressources naturelles. Les États peuvent reconnaître les CTE des peuples autochtones en adoptant la *Déclaration des*

<sup>102</sup> CDB, *supra* note 2, art. 8-j ; Rapport du groupe de l'art. 8-j, *supra* note 11, item 5/2 et 5/3 ; Agenda 21, *supra* note 53, c. 26 ; Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, art. 18 et 31.

*Nations Unies sur les droits de peuples autochtones* et en harmonisant leur législation au texte de la *Déclaration*<sup>103</sup>.

#### 1.12.5 L'application des lignes directrices qui protègent les CTE

Le Secrétariat de la CDB a élaboré deux lignes directrices facultatives qui contiennent certains principes pour protéger les savoirs et patrimoines autochtones lors de la réalisation des projets économiques ou des stratégies de conservation de la biodiversité susceptible d'affecter la vie des peuples autochtones. Notamment, les *Lignes Directrices Addis-abeba* sur les stratégies de conservation de la biodiversité établissent que les États doivent considérer les traditions et coutumes autochtones et le droit coutumier (où il est reconnu) dans l'élaboration des législations et régulations, et doivent aussi prendre des mesures juridiques pour l'application de l'article 8 (j). De plus, les États devraient protéger et encourager l'utilisation coutumière des ressources biologiques qui sont de caractère durable, en accord avec les pratiques culturelles et traditionnelles. Finalement, la stratégie de conservation de la biodiversité devrait se fonder sur la science et les connaissances traditionnelles et locales. Lorsque les connaissances traditionnelles sont utilisées, l'État doit s'assurer d'obtenir l'approbation des titulaires de ces connaissances. Par ailleurs, les *Lignes directrices Agwé : Kon* sur les projets économiques dans les terres autochtones établissent que toute étude d'impact doit considérer les utilisations traditionnelles des ressources biologiques qui sont en accord avec la CDB, car l'appauvrissement de la diversité génétique, qui est conservée et maintenue par ces pratiques, pourrait entraîner la disparition des connaissances et pratiques traditionnelles qui leur sont associées. Les projets d'aménagement devraient reconnaître que les nombreux sites sacrés et des aires ou lieux ayant une valeur culturelle pourraient avoir des fonctions importantes en termes de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique et, par extension, de conservation des ressources naturelles dont dépendent les communautés pour leur bien-être<sup>104</sup>.

<sup>103</sup> Agenda 21, *supra* note 53, c. 26 ; Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, Préambule, art. 24.

<sup>104</sup> Agwé : Kon, *supra* note 61 à la p. 3 ; Addis-Abeba, *supra* note 61 à la p. 4.

### **1.13 L'évaluation du critère du contrôle et de la protection des CTE par les peuples autochtones**

Il revient aux peuples autochtones de disposer et d'utiliser leurs connaissances en incluant leur protection ; c'est-à-dire, si les peuples autochtones peuvent contrôler leurs connaissances, ils peuvent aussi les protéger selon l'art. 31 de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits de peuples autochtones* et le septième rapport du *Groupe de travail* sur article 8 -j, entre autres documents internationaux<sup>105</sup>.

#### **1.13.1 L'existence d'un système d'autogestion de ressources**

Le *Dene Cultural Institute* a souligné que le maintien des connaissances traditionnelles requiert d'un système autogestionnaire des ressources où les autorités autochtones participent à la prise de décisions sur la protection de ces connaissances (comme Carole Lévesque l'a souligné aussi). Également, Thierry Rodon affirme que la gestion autonome de ressources naturelles permet aux peuples autochtones de décider de la stratégie de gestion durable qu'ils veulent appliquer dans le territoire qu'ils occupent<sup>106</sup>.

#### **1.13.2 L'organisation pour protéger les CTE**

Au plan international, le *Plan d'action* de la *Déclaration de Johannesburg* souligne dans son paragraphe 44-j et k le rôle des peuples autochtones dans la protection de la diversité biologique à travers leurs connaissances traditionnelles. Ce droit a été reconnu aussi par la *Déclaration des Nations Unies sur les droits de peuples autochtones* dans son article 31, lequel reconnaît aux peuples autochtones le droit de contrôler, préserver, protéger et

<sup>105</sup> Déclaration de peuples autochtones, *supra* note 2, art. 31; Rapport du Groupe de travail art. 8-j, *supra* note 11.

<sup>106</sup> Voir Stenveson, *supra* note 60; Lévesque et al., *supra* note 48 à la p. 40; Rodon, *supra* note 96 à la p. 137.

développer leurs connaissances traditionnelles. Pour sa part, l'article 8-j de la CDB établit que la protection des connaissances traditionnelles environnementales liées à la biodiversité doit se faire avec l'avis et la participation des peuples autochtones. De plus, le septième rapport du *Groupe de travail sur l'art. 8-j* demande aux Parties de la CDB de considérer l'apport du droit coutumier des peuples autochtones dans la protection des connaissances traditionnelles. D'autres instruments juridiques internationaux reconnaissent le rôle des peuples autochtones dans la protection des connaissances traditionnelles, notamment la *Convention internationale sur la lutte contre la désertification* et le *Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture*. Pour sa part, Carole Lévesque souligne que les peuples autochtones s'organisent pour protéger leurs connaissances traditionnelles. Les autorités et les institutions autochtones ont aussi un rôle important dans la protection et la sauvegarde des savoirs traditionnels. Finalement, selon Aubertin et Vivien, les peuples autochtones s'organisent au niveau international pour défendre leur droit aux savoirs traditionnels environnementaux et aux ressources génétiques. Ils demandent une représentation au sein des organismes de Nations Unies, notamment de l'OMC et de l'OMPI, afin d'assurer la protection de leurs connaissances et d'instaurer leur droit à la propriété intellectuelle sur leurs savoirs et ressources génétiques<sup>107</sup>.

#### **1.14 Les critères de protection de la diversité biologique qui sont applicables aux États et aux peuples autochtones**

Il faut évaluer, dans chaque cas, la qualité de la protection de la diversité biologique. Les auteurs sélectionnés pour cette partie sont Gaston et Spicer, Seymour et De Klerk, Ayres et Turner et Carole Lévesque.

---

<sup>107</sup> Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2, art. 31 ; CITES, *supra* note 55 ; CMS, *supra* note 55 ; Lévesque et al., *supra* note 48 à la p. 40 ; CDB, *ibid.* ; Rapport du groupe de l'art. 8-j, *supra* note 11, item 5/5.

### 1.14.1 Le critère de la détermination des systèmes prioritaires de protection

Il permet d'analyser plus précisément le rôle qu'occupe la biodiversité pour chaque État et peuple autochtone. Selon plusieurs chercheurs (comme Ayres, Van den Bergh, Gowdy, cités par Turner), les décideurs politiques comme les États et les autorités autochtones ont besoin de critères pour déterminer le type de système humain ou écologique qu'ils veulent prioriser, car la bonne façon de conserver la biodiversité dépendra de la place qu'elle occupe dans l'agenda politique et autochtone. Il existe trois sous-critères<sup>108</sup> : En premier lieu, la conservation du système humain uniquement. Le système intéressé à être préservé est l'économie. La nature est conçue comme une machine productrice de ressources et de services naturels et un égoût de déchets produits par l'activité humaine. En deuxième lieu, la conservation du système écologique a pour but de déplacer principalement l'aspect humain. Les ressources biologiques ne peuvent pas être remplacées par le capital manufacturé. Par conséquent, elles ne peuvent pas disparaître sans produire une perte irréversible du bien-être social. La stratégie de protection ne considère pas la participation des peuples autochtones, alors la protection est incomplète, parce qu'elle ne considère pas l'apport des CTE de ces peuples. Finalement, la conservation du système socio-écologique total est l'interaction entre le sous-système humain et le sous-système écologique. Les différents types du capital ne sont pas nécessairement substituables. Alors, il faut conserver de façon indépendante les quantités minimales du capital économique, écologique et social. Tout développement qui conduit à une réduction générale du capital naturel en dessous du minimum cesse d'être durable, parce que l'idée est de maintenir les niveaux de vie. Ce dernier critère est le plus adéquat pour mieux protéger la biodiversité, parce que le but ici est d'appliquer une stratégie durable qui inclut le système humain et le système naturel.

<sup>108</sup> Voir Lévesque et al., *supra* note 48 ; Ayres et al., *View point weak versus strong sustainability*, Tinbergen Institute Discussion Papers 98-103/3/ Tinbergen Institute, 1993, en ligne: Tinbergen Institute <<http://www.tinbergen.nl/discussionpapers/98103.pdf>> ; Turner, R. Kerry, « *Sustainability: principles and practice* » dans R. Kerry Turner, dir., *Sustainable environmental economics and management: principles and practice*, Londres, Belhaven Press, 1993, 3 à la p. 36.

#### 1.14.2 La valeur attribuée à la biodiversité.

Selon Gaston et Spicer, il existe quatre sous- critères de valorisation de la biodiversité : En premier lieu, la valeur directe de la biodiversité consiste à que la biodiversité joue le rôle direct de ressource biologique destinée à la consommation ou à la production. Par exemple, la biodiversité joue un rôle prépondérant dans l'alimentation. Près de 60 % de la population humaine se servent des plantes médicinales comme source de premiers soins<sup>109</sup>. Ici, la valeur octroyée est carrément commerciale sans impliquer nécessairement une protection de la biodiversité, parce que le but est d'en faire le commerce. En deuxième lieu, la biodiversité a une valeur indirecte sur la vie humaine. La biodiversité comprend notamment les éléments comme le carbone, l'hydrogène, le nitrogène, l'oxygène et les particules se trouvant dans l'atmosphère, l'hydrosphère et la lithosphère. Ces éléments modifient physiquement et chimiquement les conditions sur la Terre en créant un environnement qui supporte la vie. Alors, la valeur indirecte de la biodiversité consiste à l'utiliser comme un service pour le bien-être humain, sans considérer sa valeur intégrale. En conséquence, la protection est incomplète ou indirecte, et il faut ajouter d'autres valeurs pour protéger adéquatement la biodiversité<sup>110</sup>. En troisième lieu, la combinaison des deux valeurs peut se présenter. Par exemple, les forêts tropicales servent de ressources forestières pour l'exploitation forestière et des espèces, et indirectement, elles servent à la conservation et à la production des sols ainsi qu'à la protection des chutes d'eaux<sup>111</sup>. Ici, la biodiversité a une valeur utilitaire ; la protection n'est pas alors intégrale, parce que les stratégies consistent à protéger seulement certaines aires naturelles et exploiter le reste des zones riches en ressources naturelles. Il y a aussi une valeur intrinsèque de la biodiversité. Ici, deux situations se présentent. D'un côté, si on préserve la biodiversité, elle peut être utilisée pour le futur. Cette idée s'applique surtout à l'utilisation médicale et industrielle de la diversité biologique. D'un autre côté, si la biodiversité est préservée intacte pour les générations futures, elle pourrait avoir une valeur passive.

<sup>109</sup> Gaston et Spicer, *supra* note 37 aux pp. 92-93.

<sup>110</sup> *Ibid.* à la p. 92.

<sup>111</sup> *Ibid.* à la p. 99.



Le philosophe John Locke disait que chaque génération devrait préserver suffisamment et la même quantité de biens pour les générations futures parce que c'est une question de justice<sup>112</sup>. La protection de la biodiversité aurait deux formes. Dans la première situation, étant donné que son utilisation est destinée pour le futur, elle aura alors, dans le futur, une utilité directe ou commerciale ; dans ce cas, la protection n'est pas assurée parce qu'elle est seulement temporelle. Dans la deuxième situation, la protection prend une valeur indirecte parce que la biodiversité est considérée comme un service. La protection est alors incomplète parce qu'elle a besoin d'autres valeurs. Finalement la valeur intrinsèque de la biodiversité basée sur son existence. Ce point de vue philosophique est appliqué par plusieurs peuples autochtones qui ont une responsabilité morale envers la protection d'autres espèces. Par exemple, certaines espèces comme l'épaulard, le tigre blanc et le panda géant sont des animaux non- commercialisés qui ne représentent pas de ressources biologiques pour les humains. Ce concept philosophique se retrouve dans les préambules de différents traités internationaux comme la *Convention sur le commerce international des espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction* (CITES) et la *Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage* (CMS). Notamment le *Préambule* de la CDB reconnaît la valeur intrinsèque de la biodiversité. La protection de la biodiversité va au-delà de la protection des espèces en voie d'extinction ou de la prévision des aires protégées. Si on accorde alors une valeur intrinsèque à la biodiversité, la protection est intégrale parce que tous ses éléments sont considérés importants<sup>113</sup>.

### 1. 15 La justification du choix des études de cas

Un regard sur le plan international a permis de faire une première sélection. En premier lieu, le peuple autochtone Cherokee des Etats-Unis a été choisi, parce qu'il possédait des CT qui ont été oubliés avec le temps; alors, la perte de leurs connaissances est un fait de l'assimilation qui l'ont vécu. En deuxième lieu, le peuple Cree du Canada possède des CTE, mais le Canada possède un système dualiste de reconnaissance du droit international, ce

<sup>112</sup> *Ibid.*

<sup>113</sup> P.R. Ehrlich et E.O. Wilson, « Biodiversity studies: science and policy » *Science* n° 253 (1991) aux pp. 758-762 ; CDB, *supra* note 2, Préambule; CITES, *supra* note 55 ; CMS, *supra* note 55.

qu'empêche une application plus ample de la CDB en matière autochtone. Ces cas ont été écartés, parce qu'ils ne remplissent pas tous les critères d'identification, ce qu'empêche leur comparaison. Un coup d'œil a même été donné à la situation de différents peuples autochtones aux Philippines, en Amazonie et en Indonésie. Alors nous avons choisi d'autres cas dont les critères d'identifications ont été remplis. Tout d'abord, le peuple Zapotèque possède des CTE et le Mexique possède un système juridique de mise en œuvre de la CDB et de droits des peuples autochtones. Ensuite, le peuple autochtone Kuna possède aussi des CTE et le Panama possède un système juridique d'application de la CDB et de droits du peuple Kuna. Finalement le peuple autochtone Orang Asli possède aussi des CTE et la Malaisie possède un système juridique de mise en œuvre de la CDB et des réserves des Orang Asli<sup>114</sup>.

---

<sup>114</sup> Voir Lévesque et al., *supra* note 48 à la p. 18 ; Aubertin et Vivien, *supra* note 39 à la p. 62 ; Fritz *supra* note 28 à la p. 311 ; Schulte-Tenckhoff, *supra* note 20 à la p. 187 ; Laurie- Anne Witt « Indigenous Peoples, their environments and territoires » dans UNEP *Cultural and spiritual values of biodiversity. A complementary contribution to the global biodiversity assessment*, Londres, Intermediate Technology Publication, 1999; Negret, *supra* note 35 à la p. 188.

## **CHAPITRE II**

### **L'ÉTUDE DES CAS ET LA VÉRIFICATION DE L'HYPOTHÈSE**

#### **2.1 Vérification des critères d'identification des peuples autochtones**

Le deuxième chapitre est destiné à la vérification de l'hypothèse de recherche qui se divise en deux sous-hypothèses : La première sous-hypothèse est que la protection du droit à l'autonomie gouvernementale par les États permettrait de protéger les connaissances traditionnelles liées à la protection de la diversité biologique. La deuxième sous-hypothèse est que l'exercice de l'autonomie gouvernementale par les peuples autochtones permettrait de contrôler et de protéger les connaissances traditionnelles liées à la protection de la diversité biologique.

Cette hypothèse sera ici vérifiée à travers l'étude de trois cas : le peuple autochtone Kuna du Panama, le peuple autochtone Orang Asli de la Malaisie et le peuple autochtone Zapotèque du Mexique. Ici, les critères d'identification sont appliqués pour la partie descriptive des cas et les critères d'évaluation sont appliqués pour la partie démonstrative de l'argument de recherche de départ. La présentation des études de cas est faite de façon simultanée pour avoir en tête tous les cas, appliquer la méthode comparative et faciliter l'application des critères.

## 2.1.1 Le sentiment d'appartenance indigène

### 2.1.1.1 Chez le peuple Kuna

Selon Arysteides Turpana, membre du peuple Kuna, le terme « Kuna » signifie le « centre de la terre ». Les communautés kuna s'identifient comme *gunasdule* (ou « peuple de la terre »). Ils ont défendu leur identité autochtone durant des siècles contre les Espagnols et ensuite contre les Panaméens métis<sup>115</sup>.

### 2.1.1.2 Chez le peuple Orang Asli

Le terme « Orang Asli » signifie « peuple originaire » (« Orang » signifie « peuple » et « Asli » « originaire ») dans la langue malaisienne<sup>116</sup>. Ce peuple se considère distinct et différent de la culture dominante constituée par les Malais, les Chinois et les Indiens. À l'avis du chercheur Nicholas Colin, depuis 1960 (alors que la révolution gauchiste appuyée par les Orang Asli a échoué), les Orang Asli ont adopté une identité ethnique relative à chaque groupe autochtone qui diffère de la culture malaisienne dominante.

---

<sup>115</sup> Arysteides Turpana, « The Dule nation of the San Blas Comarca: Between the government and self-government » dans *Indigenous Peoples Experiences with self-government. Procédures d'un symposium sur arrangements for self-determination by Indigenous Peoples within national states tenues du 10 au 11 février 1994 à Amsterdam*, Copenhagen, IWGIA & University of Amsterdam, 1994 à la p. 150.

<sup>116</sup> Nicholas Colin, *The Orang Asli and the Contest for resources*, Copenhagen, IWGIA, 2000 aux pp. 3-6 [Colin]; Iskandar Carey, *Orang Asli: The Aboriginal Tribes of Peninsular Malaysia*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, 1976 à la p. 3 [Carey].

### 2.1.1.3 Chez le peuple Zapotèque

Les membres du peuple Zapotèque ont une identité autochtone forte. Ils sont fiers de leur organisation locale et politique, de leurs expressions culturelles (la peinture, la poésie et la musique), de leur histoire millénaire remplie des victoires contre les Aztèques, les Espagnols, les Français et les Mexicains métis<sup>117</sup>.

Ici, nous avons démontré que ces trois peuples autochtones possèdent le critère du sentiment d'appartenance à la culture autochtone.

## 2.1.2 Posséder des caractéristiques culturelles propres

### 2.1.2.1 Chez le peuple Kuna

Depuis 1850, la majorité du peuple Kuna habite dans 38 îles d'un total de 375 îles de l'archipel de San Blas (dans les Caraïbes). San Blas possède approximativement 550 000 hectares où habitent 31 885 habitants. Précédemment, le peuple Kuna habitait dans les montagnes du Panama et de la Colombie (où habitent encore certains petits groupes kuna : les Yalatola, les Walatola et les Tanakwitola). En 1953, l'État crée la *Comarca de San Blas* au nom du peuple Kuna, sous forme de propriété collective et inaliénable à travers la Loi 16. En 1945, le premier *Congrès général* de la *Comarca* a réuni la plupart des communautés kuna, et depuis ce temps-là, les communautés kuna possèdent une institution suprême qui les représente et surveille l'application de leurs normes internes à travers les congrès régionaux qui, périodiquement, ont lieu dans différentes communautés kuna. En ce qui concerne les pratiques traditionnelles, les communautés kuna se vouent à la pêche, la chasse, l'agriculture forestière, le commerce, la

---

<sup>117</sup> Howard Campbell, *Zapotec Renaissance: ethnic politicians and cultural revivalism in southern Mexico*, Albuquerque, University of New Mexico, 2004 à la p. xvii.

médecine traditionnelle et l'artisanat. Chaque communauté possède ses propres autorités locales et elles contribuent économiquement à financer le *Congrès général*. Ici, on voit que le peuple Kuna possède différentes caractéristiques culturelles comme des pratiques traditionnelles propres et des moyens de subsistance, ainsi que des institutions politiques qui contribuent à maintenir la culture kuna vivante<sup>118</sup>.

### 2.1.2.2 Chez le peuple Orang Asli

Les *Orang Asli* sont établis dans la péninsule de la Malaisie ; ils sont les descendants des premiers habitants de la péninsule avant l'établissement du royaume malais. Leur population est de 133 000 habitants. Selon le gouvernement et plusieurs chercheurs comme Colin, Carey, Erni et Carino, le peuple Orang Asli se divise en trois grands sous-groupes : *les Negritos, les Senoi et les Proto-Malais*. Ces groupes ont des moyens de subsistance similaires propres à leur culture. Par exemple, selon la chercheuse Carey, certaines communautés Protomalais et Senoi (*Orang Seletar et Mah Meri* respectivement) se dédient à la pêche. Plus de 40 % de la population Orang Asli vit près des aires forestières protégées, dont elle dépend économiquement. Cette population se voue à l'agriculture, la chasse, la récolte et le commerce de plantes et des animaux pour couvrir son coût de vie. Les *Temuan, Jakun et Semai* se vouent particulièrement à l'agriculture forestière (le caoutchouc, l'huile de palme et les plantations de cacao). Un nombre réduit des communautés *Negrito (Jahai et Lanoh)* restent semi-nomades en tirant avantage des cycles saisonniers de la forêt. D'autres membres du peuple Orang Asli vivent dans les aires urbaines en occupant des postes de salariés. Le peuple Orang Asli est très attaché à son territoire traditionnel. À l'avis de Colin, la propriété de ses terres traditionnelles est un préalable pour son bien-être économique. Chaque communauté Orang Asli possède sa

<sup>118</sup> Voir Annexe VI à la p. 129 ; *Ley 16 Por la cual se organiza la Comarca de San Blas*, G.O., 7 de abril de 1953, 12042, art. 1 [Loi 16] ; *Ley Fundamental y Estatuto de Kuna Yala* de 1995, art. 200, en ligne : Instituto de Investigaciones Koskun Kalo <<http://onmaked.nativeweb.org/Estatuto%20comarcal.htm>> [Loi fondamentale et Statut Kuna] ; Geodisio Castillo, « *La Agricultura del nainu entre los Kunas de Panama : Una alternativa para el manejo de bosques naturales* » *Etnoecológica* n° 6 (2001) 8 aux pp. 84-99 [Castillo] ; Marie Léger, « L'autonomie gouvernementale des Kunas du Panama » dans Marie Léger, dir., *Des peuples en fin reconnus : La quête de l'autonomie dans les Amériques*, Montreal, Écosociété, 1994, 164 à la p. 170 [Léger].

propre organisation locale ; il y a un chef ou *batin* (chef de la communauté Temuan) qui représente la communauté et organise les réunions communautaires qui agissent comme des organes de décisions pour la solution de problèmes locaux. Selon Carey, le rapport du peuple Orang Asli et son environnement fait partie de son identité très forte qui continue à l'affirmer et la maintenir<sup>119</sup>. Finalement, le peuple Orang Asli a démontré qu'il possède des pratiques traditionnelles importantes pour sa survie ainsi qu'un contrôle des institutions locales.

### 2.1.2.3 Chez le peuple Zapotèque

Il habite dans le territoire de l'État d'Oaxaca, principalement dans l'isthme de Tehuantepec où se trouve la municipalité de Juchitan. Selon Yanga Villagomez et Leopoldo de Gyves (deux chercheurs et membres du peuple Zapotèque) à l'intérieur de cette circonscription, les membres du peuple Zapotèque vivent avec quatre groupes ethniques : les *Chontales*, les *Mixtèques*, les *Zoques*, et les *Huaves*. Les Zapotèques et les autres groupes ethniques se vouent principalement à l'agriculture biologique et diversifiée (notamment la plantation de maïs et de café) et l'élevage. Les Zapotèques travaillent la terre en s'organisant en coopératives familiales grâce à l'organisation qu'ils ont eux-mêmes créée. Cette organisation s'appelle l'*Union des communautés de la région de l'Isthme* (UCIRI). Il s'agit d'une organisation regroupant les différents peuples autochtones de Juchitan et ceux de toute la région de l'isthme de Tehuantepec, et qui a comme objectif de défendre les intérêts et droits collectifs des peuples autochtones. Selon le chercheur Jeffrey Rubin, la femme du peuple Zapotèque a un rôle prépondérant dans l'agriculture diversifiée pour la préparation des repas, la commercialisation des produits agricoles et la gestion du budget familial. Au plan politique, les Zapotèques sont organisés auprès de la COCEI. Cette organisation forme les cadres politiques pour présenter ses candidats aux élections locales de Juchitan et défendre la propriété sur leurs ressources naturelles. En 1989, après une histoire des longues négociations entre la COCEI et le gouvernement mexicain, la COCEI gagnait les élections locales et gouverne Juchitan depuis ce

<sup>119</sup> Voir Annexe VII à la p. 130 ; Carey, *supra* note 117 à la p. 129 ; Colin, *supra* note 117 aux pp. 3-6, 54-55 ; Carino et Erni, *infra* note 129.



temps-là. Cette organisation contribue à la construction et la reconfiguration de l'identité ethnique Zapotèque et la création de rapports sociaux et économiques entre les Zapotèques et le reste du pays<sup>120</sup>. Les Zapotèques possèdent des caractéristiques culturelles propres, ainsi qu'une organisation politique identitaire.

### 2.1.3 Être dans une situation de discrimination

#### 2.1.3.1 Chez le peuple Kuna

Selon le chercheur Castillo, le peuple Kuna est en extrême pauvreté en comparaison avec le reste de la population panaméenne. Cependant, le peuple Kuna ne se considère pas en extrême pauvreté parce qu'il gère son propre budget destiné au bien-être des communautés Kuna et des générations futures. Par exemple, selon les articles 105 et 297 du *Statut de la Comarca Kuna Yala*, le Congrès général obtient des revenus pour les activités économiques développées à l'intérieur de la Comarca. Également, les différentes activités économiques que réalisent les communautés Kuna contribuent au bien-être de la population. Alors, les communautés kuna sont pauvres mais non pas en situation d'extrême pauvreté. Le peuple Kuna a surtout vécu une discrimination de type culturel. Selon Marie Léger, entre 1904 et 1925, le peuple Kuna a été victime d'assimilation et d'intégration par l'État du Panama qui a violé à plusieurs reprises l'autonomie culturelle du peuple Kuna. Notamment, la *Loi sur la civilisation des Indiens* de 1908 avait pour but de réduire pacifiquement les peuples tribaux « sauvages » à travers notamment les missions, l'enseignement et la concession de terres à des colons étrangers. Le gouvernement avait interdit tout commerce entre les communautés kuna et l'extérieur, alors

<sup>120</sup> Voir Annexe VIII à la p. 131 ; Yanga Villagomez, « *Diversidad e identidad en la llanura costera del istmo oaxaqueño* » Revista de Estudios Rurales Mundo Agrario (2004) 8 à la p. 3 [Villagomez]; UCIRI «Presentacion de UCIRI, Mision et Objetivos», en ligne : Uciri.org <<http://www.uciri.org/espanol/espanol.htm>> [UCIRI]; Leopoldo de Gyves, «Juchitan: A free and autonomous municipality » dans Aracely Burguete Cal y Mayor, dir., *Indigenous Autonomy in Mexico*, IWGIA, Copenhagen, 2000 à la p. 117 [Gyves] ; Jeffrey W. Rubin, *Decentering the Regime: Ethnicity, Radicalism, and Democracy in Juchitan, Mexico*, Londres, Duke University Press, 1997 aux pp. 1-5 [Rubin].



que leur économie dépendait de la vente de noix de coco à la Colombie. Cette discrimination conduisit le peuple à se révolter en février 1925; la fin de la répression a eu lieu durant la même année à travers le *Traité de El Porvenir* conclu entre l'État et les autorités Kuna, dans lequel l'État s'engageait à respecter l'autonomie gouvernementale du peuple Kuna et les communautés kuna s'engageaient à respecter la souveraineté du Panama et à accepter l'établissement d'un programme éducatif dans la Comarca. Selon le chercheur Stout, l'application de cet accord a affecté l'autonomie gouvernementale Kuna et le maintien des savoirs traditionnels. Par exemple, selon la chercheuse Léger, les jeunes Kuna préfèrent de plus en plus assister aux écoles publiques et quitter la Comarca pour travailler en ville plutôt que de s'embarquer dans l'éducation traditionnelle Kuna qui est longue et liée aux activités horticoles. Afin de respecter la souveraineté de l'État, la *Loi 16* (créée par le parlement du Panama) établit dans son troisième article, un représentant, appelé *intendant*, de l'État à la Comarca Kuna Yala a le pouvoir d'approuver ou de désapprouver les décisions du *Congrès général*. Cependant, l'intendant est le résultat d'un processus de sélection de trois candidats du peuple Kuna par le *Congrès général*. Ensuite, le gouvernement choisit un de ces trois candidats pour devenir l'intendant. Alors, l'autorité étatique est simplement symbolique<sup>121</sup>. Finalement, les communautés kuna ont subi beaucoup de discrimination et ils vivent présentement les répercussions de cette condition transformée en pauvreté et en contrôle étatique.

### 2.1.3.2 Chez le peuple Orang Asli

Selon le *Département des affaires Orang Asli* (JHEOA) plus de 80 % de la population est en dessous de la ligne de pauvreté (dont 49.5 % est très pauvre, par rapport à 8.5 % de la population totale malaisienne). De plus, selon Colin les services de base sont moins avantageux pour les Orang Asli que pour le reste de la population du pays. Selon Carino et Erni, la discrimination du peuple Orang Asli est institutionnalisée par l'État à travers le JHEOA et la *Loi sur les peuples aborigènes* de 1954. Cette *Loi* a pour but de contrôler les aborigènes pour

<sup>121</sup> Castillo, *supra* note 119 ; *Loi 16*, *supra* note 119, art. 3, 7, 13 et 23 ; Léger, *supra* note 119 aux pp. 166-179 ; *Loi fondamentale et Statut Kuna*, *supra* note 119, art. 105 et 297 ; D.B. Stout, « San Blas Cuna acculturation: an introduction » (1964) 9 *Viking Fund, Inc.* 13 [Stout].

les maintenir éloignés des communistes chinois, parce qu'ils les avaient appuyé dans la période d'Émergence (entre 1948 et 1960) contre les forces britanniques colonisatrices (qui ont gagné contre les communistes). La *Loi* prévoit dans son article 4, l'établissement des réserves et des aires protégées pour les Orang Asli sans octroyer aucun droit de propriété sur ces territoires en faveur de ceux-ci. De plus, s'ils sont déplacés l'État n'a pas l'obligation de payer une compensation ou allocation pour leur rétablissement. En 1961, le JHEOA dirigeait sa politique de discrimination à travers le *Statement of Policy Regarding the Long Term Administration of the Aborigine Peoples*. Cette politique avait pour but d'assurer la protection, le développement et l'intégration du peuple Orang Asli aux secteurs plus avancés de la société malaisienne et au système national. Cependant cette politique reconnaît quelques droits en tant que peuples autochtones (le droit d'accéder aux mêmes avantages socio-économiques que le reste de la société et l'obligation de l'État d'établir des mesures de protection des institutions, coutumes et propriétés du peuple autochtone). En 1993, le JHEOA établit une nouvelle politique d'assimilation des Orang Asli : le *Program Summary*. Cette politique avait presque le même objectif que sa précédente : promouvoir le bien-être et l'intégration des Orang Asli à la société nationale. À l'avis de Carino et Erni, la différence est qu'elle établit l'introduction de la privatisation comme un objectif de développement des Orang Asli, en encourageant la participation de ceux-ci dans la création des entreprises et la production du tourisme. Finalement, la dernière stratégie étatique d'assimilation des Orang Asli est l'incursion de l'Islam dans les villages autochtones à travers le programme islamique, lequel a pour but d'intégrer les Orang Asli pour générer en eux un esprit individualiste et pouvoir développer des projets<sup>122</sup>. En fin, le peuple Orang Asli souffre d'une constante discrimination qui met en péril sa survie en tant que peuple.

<sup>122</sup> Colin, *supra* note 117 à la p. 30 ; Carino et Erni, *infra* note 129 aux pp. 19-24 ; Aboriginal People's Ordinance n° 3 (1974 Rev. Ed), art. 4 [Aboriginal People's Ordinance].

### 2.1.3.3 Chez le peuple Zapotèque

Selon le chercheur Rubin, depuis l'arrivée des Espagnols le peuple Zapotèque a été victime de discrimination par les autorités catholiques et espagnoles. Cependant, il a démontré une résistance et il a essayé de prendre le pouvoir local de Juchitan à plusieurs reprises. En 1981, après la victoire municipale de l'alliance COCEI et du Parti Communiste mexicain, le gouvernement fédéral instaura un gouvernement militaire. Selon Gyves, le gouvernement fédéral a réprimé les autorités Zapotèques avec les forces policières, il a ordonné la destruction du *Palais municipal*, il a fait emprisonner 250 personnes (femmes, hommes et enfants), il a essayé de corrompre les autorités du *Conseil municipal* autochtone ainsi que les médias pour diffuser une propagande contre la COCEI traitée de *guerrilla*. Ensuite, le gouvernement fédéral a demandé à la *Chambre des députés* d'enlever tous les pouvoirs municipaux à la ville de Juchitan. Les Zapotèques ont été discriminés du reste de la société mexicaine, ils ont été vus comme un danger pour les intérêts politiques du gouvernement mexicain. Ils ont été soumis aux programmes éducatifs d'assimilation culturelle. L'État mexicain a violé à plusieurs reprises la Convention 169 dont il fait partie et il maintient en état d'exclusion et de pauvreté le peuple Zapotèque, notamment les femmes. Cette situation changea quand la COCEI prend définitivement le pouvoir local de Juchitan et établit un gouvernement local reconnu par l'État. Depuis 1990, le gouvernement fédéral a octroyé des permis aux entreprises multinationales pour la construction de routes, l'établissement de *maquillas* et de plantations d'arbres dans les zones agricoles de tout l'Isthme. À notre avis, ces actions vont à l'encontre de l'article 27 de la Constitution Fédérale sur le droit de consultation de peuples autochtones en matière de réforme agricole et de la réalisation de projets économiques qui peuvent affecter la vie de peuples autochtones<sup>123</sup>. En résumé, le peuple Zapotèque vit dans une situation de pauvreté et d'exclusion à cause de la répression étatique.

<sup>123</sup> Gyves, *supra* note 117 aux pp. 120-124 ; *Constitución de la Republica Federal de México* (1917 Rev. Ed.), art. 27, en ligne: Camara de Diputados <<http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/index.htm>> [Constitution du Mexique]; Yupanqui *infra* note 127 aux pp. 2-3 ; Vera *infra* note 149 ; Rubin, *supra* note 121 aux pp. 26-27.

## 2.1.4 La revendication de l'autodétermination et de l'autonomie gouvernementale

### 2.1.4.1 Chez le peuple Kuna

Le *Congrès général* joue un rôle important dans le maintien de l'autonomie gouvernementale et de la culture du peuple Kuna. Selon l'article 4 de la *loi fondamentale* de la Comarca, il représente le gouvernement du peuple Kuna présidé par trois personnes (les grands *saylas*) qui prennent des décisions politiques et représentent le peuple Kuna devant l'État du Panama. Il agit en coordination avec les communautés Kuna et les organisations non gouvernementales Kuna. Par exemple, la *Résolution 2005* du Congrès Kuna Yala établit des mesures pour breveter les *molas* (broderies faites par les femmes des communautés kuna) afin d'obtenir des revenus sur leur art et pour mettre fin à la piraterie internationale faite par les commerçants asiatiques. Au niveau politique, les députés élus par le peuple Kuna ont de projets de lois au sein de l'Assemblée législative favorisant l'exercice de l'autonomie gouvernementale Kuna. Aux niveaux régional et international, les *Congrès généraux* du peuple Kuna, du peuple *Ngöbe-bugle* et du peuple *Emberas-Waunans* se sont regroupés dans la *Coordination nationale des peuples indigènes du Panama* (CONAPIP) pour protéger leur autonomie gouvernementale et faire reconnaître l'autonomie d'autres peuples non encore reconnus comme les Ngöbes-Bugles et les Emberas-Waunans ainsi que pour faire ratifier la *Convention 169* de l'OIT par l'État du Panama. La CONAPIP a demandé à l'Assemblée Législative l'accès aux débats des projets de lois qui concernent les peuples autochtones et elle a revendiqué la modification de la Constitution afin d'assurer le respect de la diversité ethnique et culturelle. Selon le chercheur Villamar, elle a influencé les revendications d'autres peuples autochtones en Bolivie, en Colombie, en Équateur et au Chili, afin qu'ils revendiquent leur reconnaissance par les constitutions étatiques, ainsi que pour unir les forces autochtones et lutter ensemble contre l'imposition de la *Zone de libre-échange des Amériques* (ZLEA)<sup>124</sup>. Finalement, le peuple

<sup>124</sup> Léger, *supra* note 119 aux pp. 175, 194-197 ; Alejandro Villamar, « *III Impactos ambientales de la liberalización económica* » (décembre 2001) *Lecciones para la negociación del Acuerdo de libre comercio de las Américas-ALCA* à la p.10 [Villamar] (un traité commercial dont l'un des objectifs est le libre accès aux ressources naturelles des peuples autochtones de toute l'Amérique) ; Loi fondamentale et Statut Kuna, *supra* note 119, art. 4 ; Résolution No. 04-06-05 du Congrès Kuna Yala, 26 juin 2005.

Kuna possède une organisation politique qui cherche à revendiquer le droit à l'autonomie gouvernementale.

#### 2.1.4.2 Chez le peuple Orang Asli

Selon la *loi sur les peuples aborigènes de 1954*, les Orang Asli peuvent se faire représenter au sénat du Parlement malaisien, mais le représentant doit être élu par le Jabatan Hal Ehwal Orang Asli (JHEOA). En 1973, une organisation Orang Asli a été créée, l'*Association Orang Asli de la Péninsule de la Malaisie* (POASM). Elle a pour but de protéger l'identité, l'héritage et le futur du peuple Orang Asli. Selon les chercheurs Carino et Erni, au début elle a défendu le nom Orang Asli contre les propositions du gouvernement de le changer par *Putra Asli*, un nom qui n'identifie pas le peuple aborigène. Ensuite, elle a été presque inexistante jusqu'en 1990 quand la POASM s'est octroyé le rôle d'élire les prochains sénateurs Orang Asli, ce qui était en conflit avec le rôle du JHEOA qui essayait de contrôler cette organisation dont il fait partie. Le manque de financement et de représentativité autochtone avait conduit à créer une autre organisation autochtone en 1989, le *Center for Orang Asli Concerns* (COAC). Selon le chercheur Colin, le COAC a pour objectif de défendre le droit à l'autonomie territoriale et d'autres droits fondamentaux des Orang Asli, ainsi que de fournir de l'information au public sur les Orang Asli. Ces deux organisations ont un rôle important dans la défense de l'identité Orang Asli<sup>125</sup>. Ici, le peuple Orang Asli possède une organisation politique pour revendiquer l'autonomie gouvernementale.

<sup>125</sup> Colin, *supra* note 117 aux pp. 208-220 ; COAC, « Orang Asli Initiatives » COAC <<http://www.coac.org.my>> ; Carino et Erni, *infra* note 129 à la p. 19.

### 2.1.4.3 Chez le peuple Zapotèque

En 1974, la *Coalition des travailleurs, paysans et étudiants de l'Isthme* (COCEI) a été créée pour défendre le droit à l'autonomie gouvernementale du peuple Zapotèque et d'autres peuples autochtones de l'isthme de Tehuantepec. La COCEI avait confronté à plusieurs reprises (1981 et 1989) le gouvernement fédéral et le régional pour maintenir le contrôle du pouvoir local de Juchitan. En 1992, la COCEI reprend le pouvoir local et assure son gouvernement autonome et ethnique. La COCEI joue un rôle important dans la protection de l'autonomie gouvernementale du peuple Zapotèque et l'expansion politique de son organisation pour créer des gouvernements ethniques et autonomes au niveau régional. Elle a gagné six représentations politiques dans six municipalités autochtones de l'Isthme de Tehuantepec ; elle s'est transformée alors en un gouvernement régional qui intègre plusieurs peuples autochtones : les Huave, les Mixe, les Zoque, les Chontal et les Zapotèques. Elle a même une présence dans les côtes de Mixteca. Au Chiapas, la COCEI est une force politique dans les municipalités de Tapachula et Frontera Hidalgo, mais elle n'est pas toute seule dans la lutte pour la revendication du droit à l'autodétermination et à l'autonomie gouvernementale des peuples Zapotèques et d'autres peuples de l'Isthme. Il existe aussi l'UCIZONI (*Union de Comunidades de la Region Norte del Istmo*) et l'UCIRI (*Union des communautés de la Région de l'Isthme*). Ensemble, ces organisations représentent les peuples autochtones au sein des comités gouvernementaux, conseils, conférences et forums sur les domaines susceptibles d'affecter la culture autochtone. Par exemple la conformation des réseaux autochtones contre l'établissement de *maquillas* et l'exploitation de ressources naturelles dans leurs territoires. Ce qui est promu par l'État mexicain dans le cadre de l'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALENA) dont le Mexique fait partie<sup>126</sup>. Ici, le peuple Zapotèque possède une organisation politique pour défendre son droit à l'autonomie gouvernementale.

<sup>126</sup> Gyves, *supra* note 117 aux pp. 120-133 ; Pierina Yupanqui Huerto, « La menace à la participation autochtone dans la gestion de la biodiversité au Juchitan, Mexique » (2005) 32 La Chronique des Amériques 5, en ligne : <[http://www.er.uqam.ca/nobel/oda/pdf/chronique2005\\_32.pdf](http://www.er.uqam.ca/nobel/oda/pdf/chronique2005_32.pdf)> [Yupanqui]; Constitution du Mexique, *supra* note 124, art. 2A ; Constitution Oaxaca, *supra* note 161, art. 16 ; Vera, *infra* note 149.

### 2.1.5 Posséder des connaissances traditionnelles environnementales liées à la diversité biologique

#### 2.1.5.1 Le peuple Kuna

Selon les chercheurs Archibold et Davey, les différents climats se trouvant dans les côtes et la chaîne de montagnes de San Blas permettent la combinaison des deux aires : l'une est humide et l'autre est humide et chaude, respectivement. Ce qui cause une végétation dense et une variété des plantes et d'animaux dans la mer comme sur la terre. Les forêts cachent une variété des oiseaux, des serpents et d'autres reptiles, ainsi que des singes et des félins. Également, les rivières sont habitées par des caïmans, des grenouilles et des tortues. Selon le chercheur Stout, le fait que les communautés kuna habitent dans un archipel de coraux et de forêts influence ses connaissances et pratiques traditionnelles. Selon Archibold et Davey, les membres du peuple Kuna gèrent la forêt et la faune selon leur cosmovision, laquelle s'oppose à la destruction de forêts, donc ils ne procèdent pas à la coupe d'arbres pour le commerce. Selon le chercheur Marcial Arias (membre du peuple Kuna) la relation du peuple *Kuna* avec la forêt et la faune est holistique. Elle concerne chaque élément de la nature (forêt, eau, animaux) ; ils les respectent et les utilisent de façon durable. Par exemple, le peuple Kuna est conscient que la déforestation et l'exploitation de sources d'eau sont catastrophiques pour la faune, la végétation, les poissons et les coraux, dont le peuple Kuna dépend économiquement. En ce qui concerne la transmission orale des connaissances, le peuple Kuna les transmet généralement à travers l'expérience directe tirée de ses activités culturelles, notamment en faisant la récolte des racines et des plantes médicinales entre les jeunes, les aîeux et les chefs. Le peuple Kuna possède aussi certains professionnels botanistes, comme Nunez, Ventoncilla et Herrera, qui transmettent leurs connaissances traditionnelles sur la forêt à travers des publications comme *El Espiritu de la Tierra : Plantas y animales en vida del Pueblo Kuna* de 1997. Pour sa part, Ventoncilla a dirigé l'*Union des jeunes de Durien* (UJD) dans les années 1990 pour traiter des sujets environnementaux adressés aux enfants. De plus, selon la chercheuse Léger, la maîtrise de deux langues (le Kuna et l'Espagnol) permet de mieux diffuser les connaissances



traditionnelles des communautés kuna, notamment à travers la reproduction écrite des normes kuna (la loi fondamentale, le statut et les résolutions Kuna) et la diffusion de leur savoir à travers le *Congrès général de la culture Kuna* qui possède son propre site d'Internet<sup>127</sup>. Ici, le peuple Kuna possède une cosmovision et des valeurs éthiques propres et liés à la protection de la biodiversité.

#### 2.1.5.2 Le peuple Orang Asli

Selon la chercheuse Ramakrishna, les membres du peuple *Orang Asli* ont une cosmovision liée à la forêt, ils y habitent depuis longtemps. Ils la considèrent comme leur habitat nécessaire pour survivre. Par exemple, les Orang Asli *Jakun* habitent au Sud-est de la réserve de la mangrove forestière *South East Pahang Peat Swamp Forest* (SEPPSF). Pour les Orang Asli, la forêt possède une valeur en elle-même, pour la diversité des plantes et des racines dont ils se servent pour se guérir ou se nourrir. Ils manifestent un respect pour la forêt, la flore et faune. Selon Carino et Erni, les membres du peuple *Orang Asli* ont pour principe de ne pas chasser des animaux en danger d'extinction (ours, tortues; etc.) sauf s'ils les trouvent par chance dans la forêt. Ils entretiennent le principe du maintien des savoirs traditionnels en les transmettant de génération en génération. Par exemple, la cosmovision des Orang Asli *Jakun* est nihiliste ; les *Jakun* croient que tous les êtres vivants et inertes de la nature ont un esprit et qu'ils doivent être respectés ; ils ont donc un respect pour la forêt et pour tout être qui y vive à l'intérieur<sup>128</sup>. Ici, le

<sup>127</sup> Archibold et Davey, « Kuna Yala : Protecting the San Blas of Panama » dans Elizabeth Kemf, dir., *The law of the mother: protecting indigenous peoples in protected areas*, San Francisco, Sierra Club Books, 1993 à la p. 54 [Archibold et Davey] ; Léger *supra* note 119 à la p. 201 ; Marcial Arias, « Panama : The Research Project for the Management of Wilderness Areas in Kuna Yala (PEMASKY) » dans *Procédures d'une conférence: From Principles to Practice: Indigenous Peoples and biodiversity conservation in Latin America* tenue du 17 au 20 mars 1997 à Pucallpa, Pérou, Copenhagen, IWGIA, 237, 1998 [Arias]; Stout, *supra* note 149 à la p.5; Panama, Autoridad Nacional del Ambiente, *Primer informe de la riqueza y estado de la biodiversidad de Panama*, Montréal, SCDB, 1998, Partie 1, 2 y Anexos aux pp. 93-94, 163 [I Rapport du Panama], en ligne : <<http://www.cbd.int/doc/world/pa/pa-nr-01-p1-es.pdf>>.

<sup>128</sup> Jill Carino et Christian Erni, *Indigenous Peoples and Local government: experiences from Malaysia and the Philippines*, IWGIA, 2004 à la p. 12 [Carino et Erni]; Narifumi Maeda Tachimoto, *The Orang Hulu : A report on Malaysian Orang Asli in the 1960's*, Center for Orang Asli Concerns, Subang Jaya (Malaisie) 2001 à la p.viii ; Sundari Ramakrishna, « Conservation and sustainable use of Peat Swamp Forests by Local communities in South East Asia » *Actes du XII International Peat Congress* tenue en 2004 à Java (Malaisie),



peuple Orang Asli possède une cosmovision et des valeurs culturels liés à la protection de la biodiversité.

### 2.1.5.3 Le peuple Zapotèque

Selon le chercheur Villagomez, le territoire où habitent le peuple Zapotèque est riche en forêts et en ressources marines, et une flore très diversifiée qui est destinée à l'agriculture biologique. Selon le chercheur Gyves, les pratiques et connaissances environnementales du peuple Zapotèque sont liées à une cosmovision particulière : pour eux, la terre fait partie de leur culture, car elle contribue à la santé et au bien-être de la communauté ainsi qu'à ceux des générations futures. Ils sont d'avis que la terre n'appartient pas aux humains, mais que les humains lui appartiennent. La transmission de leurs connaissances a pour but de maintenir la culture Zapotèque liée à l'utilisation durable de la biodiversité agricole. Alors, elle se fait à travers des coopératives agricoles organisées par l'UCIRI qui s'occupent de travailler la terre et d'enseigner les techniques de compostage aux jeunes<sup>129</sup>. Ici, le peuple Zapotèque possède une cosmovision et des valeurs ethniques propres et liés à la biodiversité.

## 2.2 Vérification des critères d'identification des États

### 2.2.1 Être un sujet de droit international

Tout d'abord, la République du Panama possède une population de 2 515 000 millions d'habitants (recensement de 1992). L'extension de son territoire est de 77 082 Km<sup>2</sup>. Son territoire est divisé en 9 provinces et un territoire autochtone (Kuna Yala) et sa capitale est

---

International Peat Society, en ligne : International Peat Society. org  
<[http://www.peatociety.org/user\\_files/files/ramakrishna.doc](http://www.peatociety.org/user_files/files/ramakrishna.doc)> [Ramakrishna].

<sup>129</sup> Villagomez, *supra* note 121 à la p. 3 ; Gyves, *supra* note 117 aux pp. 10-21.

Panama. Le Panama possède un gouvernement démocratique élu par les urnes tous les 5 ans, ainsi qu'un Parlement législatif composé par 67 députés. Finalement, le Panama fait partie du système international de Nations Unies, il a ratifié plusieurs conventions et il fait partie d'autres organismes internationaux et régionaux comme l'Organisation des États Américains (OEA) et la Communauté caribéenne (CARICOM). Alors, il fait preuve d'être un sujet de droit international. Ensuite, les États-Unis mexicains possèdent une population de 84 440 000 millions d'habitants (recensement de 1992). Leur territoire a une extension de 1 978 800 Km<sup>2</sup>. Ils sont divisés en 31 états et un district fédéral de la ville de Mexique qui est aussi la capitale. Ils possèdent un gouvernement démocratique élu tous les 6 ans, ainsi qu'un congrès bicaméral composé par 64 sénateurs et 500 députés élus tous les 3 ans. Le Mexique fait partie du système de Nations Unies et a ratifié plusieurs conventions internationales. Il fait partie d'autres organismes internationaux et régionaux comme l'OEA et l'ALENA pour entrer en relation avec d'autres États. Finalement la Malaisie possède une population de 18 630 000 millions d'habitants (recensement de 1992). Le territoire malaisien a une extension de 329 749 Km<sup>2</sup>. Elle est une fédération d'états indépendants qui comprend 11 États, un territoire fédéral dans la Péninsule malaisienne et deux États (Sabah et Sarawak) dans l'île de Borneo. Sa capitale est la ville de Kuala Lumpur. Son gouvernement est composé par un Parlement bicaméral (69 sénateurs élus tous les 6 ans et 177 députés élus tous les 5 ans) dont le chef d'État est un monarque élu tous les 5 ans par ses camarades sultanes. Le chef d'État possède un cabinet et un Premier ministre. La Malaisie fait partie des Nations Unies et a ratifié plusieurs traités internationaux. Elle fait partie aussi d'autres organismes régionaux comme *Asia Pacific Economic Cooperation* (APEC). De cette façon, la Malaisie démontre son engagement avec d'autres États et qu'elle est un sujet de droit international<sup>130</sup>.

---

<sup>130</sup> The Cambridge Encyclopedia, 2<sup>e</sup> éd., « Panama », « Mexico », « Malaysia » par David Crystal.

### 2.2.2 L'appartenance à la *Convention sur la diversité biologique*.

La CDB a été ratifiée en 1992 avec 168 signatures. Actuellement, selon le site Internet de la CDB, 191 États ont signé la *Convention* (dont le Panama en 1992) et ratifié la *Convention* (en 1995) ; le Mexique la signa en 1992 et la ratifia en 1993 ; la Malaisie la signa en 1992 et la ratifia en 1994. Ces trois pays font partie du système juridique international de la CDB auquel leurs législations nationales doivent s'adapter. Alors, les trois pays choisis remplissent ce critère<sup>131</sup>.

### 2.2.3 Posséder un système juridique et des politiques qui régulent la diversité biologique et les peuples autochtones.

#### 2.2.3.1 L'État du Panama

Il régle le peuple Kuna principalement à travers deux instruments juridiques : la *Constitution* du Panama (créée en 1972 et reformée en 1983) et la *Loi 16* de 1953<sup>132</sup>. Le Panama reconnaît le peuple Kuna et aussi octroi des droits et une protection juridique assez ample. Par exemple, la *Constitution* de l'État du Panama reconnaît, dans son article 86, l'identité ethnique des communautés autochtones en incluant le peuple Kuna. Ainsi, l'article 123 garantit la réserve des terres et la propriété collective au nom des communautés autochtones pour assurer leur bien-être économique et social. Pour sa part, la *Loi 16* reconnaît dans ses premiers articles,

<sup>131</sup> Voir, Site CDB, *supra* note 58.

<sup>132</sup> Constitution du Panama, (1983 Rev. Ed.), art 86, 116, 123, en ligne : Assemblée Législative <[http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1980/1983/1983\\_018\\_0598.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1980/1983/1983_018_0598.PDF)> [Constitution du Panama]; *Loi 16*, *supra* note 119, art. 3 ; *Loi 90*, *Ley por la cual se denomina Comarca Kuna Yala a la Comarca de San Blas* (L. P. 1998), art. 1 ; *Ley sobre protección forestal*, N° 32, G.O.P., 1941, 08538, en ligne : Asamblea Legislativa Legispan <[http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1940/1941/1941\\_078\\_1822.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1940/1941/1941_078_1822.PDF)> ; Panama, Autoridad Nacional del Ambiente, *Estrategia Nacional de Biodiversidad y Plan de Acción* Parte 1, 2, 3 y 4, Montréal, Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique, 2000, en ligne : <<http://www.cbd.int/doc/world/pa/pa-nbsap-01-p1-es.pdf>>.

pour la première fois, la catégorie de peuple autochtone au peuple Kuna et établit la *Comarca* de *San Blas* au nom du peuple *Kuna*. L'article 3 reconnaît les autorités et les institutions du peuple kuna ainsi que la gestion du territoire par le *Congrès général Kuna*. Par rapport à la régulation de la diversité biologique, l'État s'octroie des compétences juridiques et politiques sur la gestion durable de la biodiversité dans tout son territoire, en incluant le territoire de la *Comarca Kuna Yala*. Notamment, la Constitution du Panama prévoit dans son article 116 que l'État du Panama a le rôle de régir l'application des mesures destinées à l'utilisation durable de la biodiversité. Pour sa part, la *Loi sur la protection forestière* traite du rôle de l'État dans la protection et l'utilisation durables des forêts. Finalement, au niveau politique, en 2000, l'État a élaboré la *Stratégie de biodiversité et le plan d'action* pour la mise en œuvre de la CDB qui inclut les mesures et les objectifs nationaux pour la protection de la biodiversité. Ici le Panama démontre qu'il possède une législation concernant autant les peuples autochtones que la biodiversité; alors, il remplit ce critère.

### 2.2.3.2 L'État de la Malaisie

La Constitution malaisienne reconnaît certains peuples autochtones et en exclut d'autres. Certains peuples autochtones comme ceux qui occupent les États de *Sarawak* et de *Sabat* sont nommés natives dans l'article 161 (a). L'État établit des droits privilégiés et égaux uniquement pour les Malaisiens et les peuples autochtones reconnus dans la constitution. L'État ne reconnaît pas les *Orang Asli* en tant que peuples autochtones. Au plan législatif, la *Loi sur les peuples aborigènes* de 1954 (qui a été révisée en 1974)<sup>133</sup> régule les droits du peuple Orang

<sup>133</sup> Constitution of Malaysia (1963 Rev. Ed.), art 161(a) 7, en ligne : University of Richmond <<http://confinder.richmond.edu/admin/docs/malaysia.pdf>> (« the races to be treated for the purposes of the definition of native in Clause [6] as indigenous to Sarawak are : the Bukitans, Bisayahs, Dusuns, Sea Dayaks, Land Dayaks, Kadayans, Kalabit, Kayans, Kenyags, [including Sabups and Sipengs] Kajangs [including Sekapans, Kejamans, Lahanans, Punans, Tanjongs and Kanowits] Lugats, Lisums, Malays, Melanos, Muruts, Penans, Sians, Tagals, Tabuns and Ukits ») ; Aboriginal People's Ordinance, *supra* note 123 ; Malaisie, Departement of Orang Asli Affairs, *Statement of Policy of the Aborigine Peoples*, 1961 ; Malaisie, Departement of Orang Asli Affairs, *Program Summary*, 1993 ; Malaisie, *Land Development Act* 1956, art. 474, en ligne : Organisation de Nations Unis pour l'alimentation et l'agriculture <<http://faolex.fao.org/docs/texts/mal33393.doc>> [Loi sur le développement de la terre] ; Malaisie, *National Forestry Act*, rév. 93-A864, en ligne : Fao <<http://faolex.fao.org/docs/texts/mal33376.doc>> [Malaisie, Loi

Asli. Au plan politique, la Malaisie régule le peuple Orang Asli à travers les politiques édictées par le JHEOA comme le *Statement of Policy of the Aborigine Peoples* de 1961 et le *Program Summary* de 1993. Par rapport à la régulation de la diversité, la *Loi sur le développement de la terre* de 1956 établit des mesures pour la conservation et la protection des sols contre l'érosion. Pour sa part, la *Loi nationale sur les forêts* de 1984 établit que l'État est le seul propriétaire des forêts et qu'aucune coupure ne peut se faire sans son autorisation. Cette loi est complémentée d'une part par la *Politique nationale sur les forêts*, laquelle établit les mesures gouvernementales de protection et d'utilisation des forêts et les démarches pour obtenir l'autorisation de l'État et d'autre part par la *Politique nationale sur la diversité biologique* qui traite sur la protection et l'utilisation durables de la diversité biologique forestière et côtière. La Malaisie démontre qu'elle a un système juridique et politique de régulation des peuples autochtones et de la biodiversité.

### 2.2.3.3 L'État du Mexique

Le Mexique a fait une reconnaissance juridique et politique très ample et importante des peuples autochtones à tous les niveaux. Par exemple, la *Constitution fédérale* reconnaît dans son article 2A les peuples autochtones en tant que peuples<sup>134</sup>. De plus, l'article 16 de la

---

nationale sur les forêts]; Malaisie, Département forestier de la Péninsule de la Malaisie, *National Forestry Policy* 1978 rev. 1992 [Malaisie, Politique Nationale sur les forêts] ; Malaisie, Ministry of Science, Environment and Technology, *Malaysia's National Policy on Biological Diversity*, 1998, en ligne: <<http://www.arbec.com.my/NBP.pdf>> ; Carino et Erni, *supra* note 129 aux pp. 24-25.

<sup>134</sup> Constitution du Mexique, *supra* note 124, art. 2A, 27-vii ; *Constitucion Politica del Estado soberano de Oaxaca*, (1917), art. 16, en ligne : Camara de Diputados <<http://www.cddhcu.gob.mx/bibliot/infologi/consedos/constitu/oaxaca.htm>> [Constitution d'Oaxaca] (art. 16.- El Estado de Oaxaca tiene una composición étnica plural, sustentada en la presencia y diversidad de los pueblos y comunidades que lo integran. El derecho a la libre determinación de los pueblos y comunidades indígenas se expresa como autonomía, en tanto partes integrantes del Estado de Oaxaca, en el marco del orden jurídico vigente ; por tanto dichos pueblos y comunidades tienen personalidad jurídica de derecho público y gozan de derechos sociales. La ley reglamentaria establecerá las medidas y procedimientos que permitan hacer valer y respetar los derechos sociales de los pueblos y comunidades indígenas) ; Gobierno del Estado de Oaxaca, « Information gouvernementale », en ligne : Gobierno de Oaxaca <<http://www.oaxaca.gob.mx>> ; *Ley Agraria*, 26 février 1992, DOF rev. 1993, en ligne: Gobierno de Mexico ; <[http://www.ordenjuridico.gob.mx/Federal/PE/PR/Leyes/26021992\(1\).pdf](http://www.ordenjuridico.gob.mx/Federal/PE/PR/Leyes/26021992(1).pdf)> ; *Ley General de Desarrollo Forestal Sustentable*, DOF., de 2003, en ligne: Cámara de diputados H. Congreso de l'Unión <<http://www.cddhcu.gob.mx/leyinfo/>>.

*Constitution de l'État d'Oaxaca* reconnaît en particulier le peuple Zapotèque ainsi que d'autres peuples autochtones qui viennent d'autres endroits et qui résident sur le territoire d'Oaxaca. Il existe aussi la *loi générale du développement social* qui régule le droit à la participation des peuples autochtones. De plus, la *Loi qui crée la Commission nationale pour le développement des peuples autochtones* régule la représentation des peuples autochtones au sein des institutions publiques. Au niveau de l'État d'Oaxaca, il existe la *loi des droits des peuples et des communautés indigènes d'Oaxaca*, laquelle régule les droits et la culture de ces peuples. Par exemple, l'article 2 reconnaît la pluralité ethnique de l'État d'Oaxaca (en incluant le peuple Zapotèque) basé sur les cultures autochtones. En ce qui concerne la régulation de la diversité biologique, le Mexique possède plusieurs normes de protection de la biodiversité en incluant la participation des acteurs locaux, comme les peuples autochtones. Par exemple, la *Loi générale de développement durable forestier* prévoit dans son article 2 la protection et le développement de la biodiversité forestière. Pour sa part, la *loi fédérale des variétés végétales* établit que l'État protège la biodiversité des variétés végétales et reconnaît le droit aux communautés locales d'exploiter de façon durable et traditionnelle les espèces biologiques. Également, la *loi générale de l'équilibre écologique et de la protection de l'environnement* dans son premier article prévoit des mesures de protection de la biodiversité en établissant des aires protégées. Le Mexique démontre qu'il possède un système juridique régulateur des peuples autochtones et de la biodiversité.

## **2.3 Vérification des critères d'évaluation de la protection du droit à l'autonomie gouvernementale par les États**

### **2.3.1 L'État du Panama**

Effectivement, le Panama a fait un transfert des compétences au plan administratif, éducatif et culturel à faveur du peuple Kuna pour qu'il exerce une gestion autonome, en appliquant l'article 3 de la *loi 16* de l'État du Panama. En ce qui concerne le respect à l'autodétermination

et à l'exercice de l'autonomie du peuple Kuna, l'État du Panama a établi dans l'article 141 de sa *Constitution* la faculté d'élire au peuple Kuna ses propres représentants politiques au sein de l'Assemblée Législative. Désormais, il doit inscrire ses candidats aux partis nationaux existants. Ce qui fait en sorte que les députés Kuna soient coincés entre les lignes du parti national dont ils font partie et les décisions du *Congrès Général* Kuna. Alors, même s'il y a un droit de participation politique reconnu, la limitation à ce droit implique aussi de limiter la défense de l'autonomie aux lignes politiques d'autrui, en affectant la capacité de s'autodéterminer. Il y a d'autres éléments saillants concernant la protection de l'autonomie du peuple Kuna. Notamment, le fait que le Panama n'a pas ratifié la *Convention 169* qui reconnaît et protège le droit à l'autonomie et à l'autodétermination des peuples autochtones, prouve que ce droit n'est pas protégé juridiquement<sup>135</sup>. Un autre, comme nous avons vu dans les critères d'identification du peuple Kuna, le Panama n'a pas reconnu d'autres peuples autochtones et territoires autochtones à part le peuple Kuna. La participation de la CONAPIP (réseau autochtone national) aux débats des projets juridiques de l'Assemblée Générale est une demande encore non satisfaite. Ce qui affecte la défense de l'autodétermination des peuples dont le peuple Kuna fait partie. Alors, le Panama n'a pas satisfait totalement ce critère, malgré l'existence des normes juridiques qui protègent l'exercice de l'autonomie. Alors, la protection de l'autonomie du peuple Kuna est incomplète.

### 2.3.2 L'État de la Malaisie

Nous sommes très sceptiques de trouver un indice de protection de l'autonomie gouvernementale du peuple Orang Asli. Tout d'abord, nous n'avons pas trouvé de norme juridique qui établit le transfert des compétences aux Orang Asli. Au contraire, la *loi sur le développement de la terre* de 1956 établit la parcellisation des terres dans tout le territoire national en affectant les terres collectives du peuple Orang Asli. Cette loi autorise aussi l'État à acquérir tout terrain pour réaliser des objectifs publics, agricoles ou privés<sup>136</sup>. De même, le

<sup>135</sup> Loi 16, *supra* note 119, art. 3 ; Constitution du Panama, *supra* note 133, art. 141 ; C-169, *supra* note 19.

<sup>136</sup> Loi sur le développement de la terre, *supra* note 134 ; Code National de la terre, *infra* note 143.



*Code national de la terre* établit que l'État de la Malaisie est le seul propriétaire des terres, ressources et roches et qu'il peut déplacer les occupants sans les consulter et sans droit à une indemnisation. De cette façon, la Malaisie fait preuve qu'elle méprise l'exercice du droit à l'autonomie du peuple Orang Asli. Alors, ce qui démontre qu'il s'agit d'une négation de la protection de l'autonomie du peuple Orang Asli.

### 2.3.3 L'État du Mexique

Nous avons vérifié que le Mexique encourage le transfert des compétences juridiques et politiques au peuple Zapotèque dans la gestion du territoire de Juchitan. Ce qui a été vérifié dans l'article 2A de la *Constitution fédérale* et l'article 16 de la *Constitution d'Oaxaca*, esquels octroient des compétences juridiques aux peuples autochtones qui contrôlent un territoire local. Le partage de compétences consiste en la gestion autonome sur le territoire, ressources et terre, tel qu'établit par la *Loi générale du développement social* de 2004 dans son article 3. Désormais, il y a une restriction constitutionnelle basée sur l'utilité publique d'une ressource naturelle à être exploitée qui se trouve dans une zone stratégique économique (notamment, les zones pétrolières ou minières). Si un projet économique est réalisé, le peuple Zapotèque doit être consulté et il a priorité pour exploiter cette ressource, selon l'article 2A de la *Constitution fédérale*<sup>137</sup>. Selon le chercheur Villamar, dans la réalité, le peuple Zapotèque n'est pas consulté, et s'il l'est, les projets se réalisent quand même au préjudice du peuple. Cette réalité démontre que le Mexique ne respect pas l'autodétermination et l'exercice de l'autonomie du peuple Zapotèque. Malgré la protection juridique existante, les limitations et les actes de contrainte démontrent une protection incomplète de l'autonomie gouvernementale.

<sup>137</sup> Constitution du Mexique, *supra* note 124, art. 2A ; Constitution d'Oaxaca, *supra* note 135, art. 16 ; Loi de développement social, *infra* note 144, art. 3.



## 2.4 Vérification des critères d'évaluation de la protection des CT liées à la protection de la biodiversité par les États

### 2.4.1 L'État du Panama

Nous avons vérifié l'établissement d'un cadre juridique de protection de la propriété intellectuelle des peuples autochtones. À savoir la *loi 20 sur le régime particulier de propriété intellectuelle sur les droits collectifs des peuples autochtones* crée un registre chargé par le *Département de droits collectifs et expressions folkloriques* (DIGERPI). L'article 2 de cette loi reconnaît que les connaissances traditionnelles font partie du patrimoine culturel de peuples autochtones. En conséquence, elles ne peuvent pas être utilisées exclusivement par des tiers sans l'autorisation de ces peuples. Pour leur part, les articles 10 et 15 promeuvent la diffusion et la commercialisation des connaissances traditionnelles manifestées dans des expressions culturelles et des objets avec la participation de peuples autochtones ou avec l'autorisation du Congrès Général. Ce qui coïncide avec le principe d'approbation des titulaires de connaissances traditionnelles établi par les *Lignes directrices Adis Abeba*. Il a été vérifié aussi que le Panama encourage et subventionne l'éducation primaire dans le territoire kuna en incluant la participation des autorités du peuple Kuna. Par exemple, les articles 17 et 19 de la *Loi 16* reconnaissent la participation des Sashilas (chefs Kuna) dans la prise de décisions sur la création des écoles dans la *Comarca* et dans l'enseignement des écoles primaires. En ce qui concerne la ratification des conventions, le Panama n'a pas encore ratifié la *Convention 169* de l'OIT, mais il a signé la *Déclaration des Nations Unies sur les droits de peuples autochtones* lors de la réunion de l'Assemblée générale de Nations Unies en octobre 2007. De cette façon, le Panama reconnaît les CT en tant que scientifiques, traditionnelles et holistiques et le droit des peuples autochtones à leur pharmacopée traditionnelle. Il a été confirmé aussi que le Panama encourage la participation du peuple Kuna dans la gestion durable de la biodiversité en appliquant ses pratiques et connaissances traditionnelles. Par exemple, les communautés kuna participent dans la gestion du programme PEMASKY concernant la gestion des aires forestières de Kuna Yala. De cette façon, les communautés kuna peuvent protéger leurs CTE.

En ce qui concerne la mise en œuvre des lignes directrices *Addis-Abeba et Agwe : Kon*, le Panama a reconnu l'importance du droit coutumier dans la gestion de ressources. Par exemple l'article 98 de la *Loi générale de l'environnement* de 1998 reconnaît la gestion traditionnelle des terres autochtones et des *comarcas* autochtones, ce qui inclut le territoire Kuna, toutefois avec les limitations des dispositions de la *Constitution du Panama* et les lois nationales. Par contre, la *Loi 16* n'établit pas le droit à l'indemnisation pour les dommages causés par les activités d'exploitation minière dans le territoire Kuna et ne reconnaît pas le droit à une compensation pour l'exploitation de ses ressources et l'utilisation de son territoire. Finalement, au niveau politique, cette loi reconnaît le droit à la participation politique du peuple Kuna<sup>138</sup>. Le Panama a démontré la satisfaction de presque tous les critères de protection des CTE, malgré la compensation qui met sur place la nécessité de réformer cette loi. Alors, le Panama protège adéquatement les CTE du peuple Kuna.

#### 2.4.2 L'État de la Malaisie

Vis-à-vis de l'exploitation des plantes médicinales, le gouvernement permet, à travers l'*Autorité malaisienne du développement industriel*, l'investissement des entreprises étrangères dans l'obtention de nouvelles technologies pharmaceutiques, en protégeant leurs droits des propriétés intellectuelles. Cependant, rien n'est vis-à-vis de la protection des droits de propriété intellectuelle des Orang Asli. Ainsi, au moment de vérifier les critères d'identification du peuple Orang Asli, nous avons remarqué que le gouvernement malaisien établit de programmes d'assimilation culturelle et économique des Orang Asli à la culture nationale. Alors, la Malaisie démontre que son but n'est pas de contribuer au développement autonome et durable de ce peuple. Malgré ces politiques et législations internes, nous avons constaté que la Malaisie a signé la *Déclaration des Nations Unies sur les droits de peuples autochtones* et, de cette

<sup>138</sup> *Ley 20 del régimen especial de propiedad intelectual sobre los derechos colectivos de los pueblos indígenas, para la protección y defensa de su identidad cultural y de sus conocimientos tradicionales, y se dictan otras disposiciones* (27 juin 2000), G.O. 24083, art.1, 2, 10, 15 ; Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2 ; CITES, *supra* note 55 ; CMS, *supra* note 55 ; Addis-Abeba, *supra* note 61 ; Loi 16, *supra* note 119 ; *Ley general de Ambiente de la Republica de Panamá*, N° 41, G.O.P. 1998, 23578, en ligne: Asamblea Legislativa Legispan <[http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1998/1998\\_159\\_0225.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1998/1998_159_0225.PDF)>.

façon, elle reconnaît les droits de propriété intellectuelle, de la pharmacopée traditionnelle et du contrôle des CTE par les Orang Asli. La Malaisie démontre un comportement paradoxal et que dans son territoire, elle ne protège pas les CTE des Orang Asli. En ce qui concerne la participation des Orang Asli dans la prise de décisions sur les CTE. Nous avons vérifié deux choses. D'une part au niveau international, la Malaisie encourage la participation des Orang Asli dans les processus de consultation pour la réalisation des projets d'exploitation de ressources (notamment, hydroélectriques et forestières). De même, ils peuvent participer à la gestion durable et traditionnelle de la biodiversité. Ce fait a été vérifié dans le *Rapport national sur la mise en œuvre du programme de travail sur l'initiative globale taxonomique*, présenté à la CDB par le *Ministère de la science, des technologies et de l'environnement*. D'autre part, au niveau national, la Malaisie permet la participation des Orang Asli dans l'utilisation des ressources naturelles et biologiques, mais pas dans la prise de décisions sur la gestion de ces ressources. Par exemple, l'article 10 de la *Loi sur les peuples autochtones* de 1954 établit l'engagement exclusif des employés originaires du village autochtone. Le même article prévoit que les *Orang Asli* qui habitaient dans la forêt ont le droit d'y rester, en respectant les règles dictées par l'État. C'est-à-dire, ils ont un droit d'occupation mais pas de propriété collective. Un autre exemple, le *Wild life Act* de 1972 octroie, dans son article 76.52, le droit aux *Orang Asli* de chasser, de tuer et de prendre certains animaux sauvages en quantités proportionnelles pour satisfaire les besoins en nourriture pour leurs familles. Ces animaux sont mentionnés dans le *Wild life Act*, mais il ne fait pas référence à une participation dans la gestion pour la protection de la faune par les peuples autochtones. En ce qui concerne, l'application des lignes directrices, nous avons constaté que la Malaisie n'encourage pas la protection des sites sacrés des peuples autochtones. Ainsi l'article 6 (2) ii de la *Loi sur les peuples autochtones* interdit la création de réserves ou de sanctuaires pour protéger les animaux et oiseaux sauvages. Cette restriction affecté l'application des pratiques et des connaissances traditionnelles favorables à la biodiversité par les *Orang Asli*. Finalement, nous avons trouvé deux arguments positives internes de protection des CTE à travers la participation active des peuples autochtones. Par exemple, la *Loi sur le développement de la terre* de 1956 octroie un rôle important aux collecteurs autochtones consistant à autoriser la plantation des grains à court terme et d'intervenir ou d'interdire toute destruction des forêts ou de la végétation susceptible de causer l'érosion. Également, la *Politique nationale forestière* de 1978 établit des réserves forestières

gérées par le *Département forestier de la Péninsule de la Malaisie*. Cette politique établit la façon qu'utilise l'État pour préserver la diversité forestière, c'est-à-dire en promouvant la plantation des arbres fruitiers par les communautés locales. Cependant il est aussi important de maintenir les sols en bon état en faisant des plantations cycliques et rotatives. Selon la chercheuse Ramakrishna, cette technique est nécessaire pour maintenir la qualité des sols, laquelle influence la diversité des forêts. La plantation des forêts fruitières n'est pas une alternative tout à fait efficace à long terme. Le sol et la forêt ont besoin d'une régénération naturelle<sup>139</sup>. La Malaisie démontre qu'elle ne protège pas effectivement les CTE des Orang Asli, alors, elle n'a pas rempli ce critère.

#### 2.4.3 L'État du Mexique

Nous avons constaté que le Mexique protège avec des restrictions légales les CTE des peuples autochtones. Par exemple, l'article 102 de la *Loi générale de développement durable forestier* de 2003 établit la mise en œuvre de l'article 8 (j) en matière de protection des CT. Un aspect important de cette loi est qu'elle établit la nullité de tout brevet octroyé sans la consultation des peuples autochtones, sauf dans le cas de l'existence d'accords internationaux. Au plan régional, l'État d'Oaxaca a créé la *loi sur les droits des peuples et des communautés indigènes de l'État d'Oaxaca*, laquelle établit dans son article 22 le respect des CT et la prise des mesures efficaces pour la protection de ces connaissances en incluant celles qui sont liées à la biodiversité. Au plan international, nous avons vérifié que le Mexique a signé la *Déclaration de Nations Unies sur les droits de peuples autochtones* et fait partie de la Convention 169, cependant la Convention n'est pas toujours appliquée dans la réalité, tel que le chercheur Gyves l'a constaté. En ce qui concerne la participation du peuple Zapotèque, nous avons confirmé que le Mexique encourage fortement cette participation dans la prise de décisions au niveau national, régional

<sup>139</sup> Aboriginal People's Ordinance, *supra* note 123, art. 10, 6 (2) ii ; Ramakrishna, *supra* note 129 ; Malaisie, Politique Nationale sur les forêts, *supra* note 134 ; *The National Forestry Council*, en ligne : FDPM <<http://www.forestry.gov.my/enFP1978.html>> ; Malaisie, Loi sur la vie sauvage, *infra* note 148, art. 76.52 ; Malaisie, Ministry of Natural Resources & Environment, *Report on Implementation of Programme of Work for the Global Taxonomy Initiative*, Montréal, SCDB, 2004, en ligne : CDB <<http://www.cbd.int/doc/world/my/my-nr-gti-en.pdf>> ; Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2 ; CITES, *supra* note 55 ; CMS *supra* note 55.

et local. Par exemple, au plan national les peuples autochtones participent à la prise de décision sur la gestion des CTE à travers la *Commission nationale pour le développement des peuples autochtones*. Selon la loi qui la régit (qui a le même nom), le peuple Zapotèque peut se faire représenter au sein de cette commission pour défendre ses intérêts qui tiennent, entre autres, à la gestion autonome de l'agriculture forestière. Il existe aussi la *Commission nationale pour la connaissance et l'utilisation de la biodiversité* (CONABIO), laquelle élabore, coordonne et exécute les politiques fédérales de gestion durable de la biodiversité (selon le mandat stipulé dans sa loi). Elle octroie également des fonds économiques aux gouvernements régionaux (comme Oaxaca) et locaux (comme Juchitan) et aux organisations sociales destinées à l'utilisation durable de la biodiversité (comme dans le cas de l'agriculture biologique au Juchitan). La *Constitution fédérale* établit la participation au sein du *Conseil étatique du café* dans lequel les communautés autochtones de Juchitan (qui produisent principalement du café biologique pour l'exportation) peuvent être représentées. Ainsi, l'article 115-2 reconnaît la capacité de gérer le territoire par les municipalités autochtones ayant la faculté d'autoriser, de contrôler et de surveiller l'utilisation du sol. Nous avons aussi confirmé qu'il existe une promotion de la gestion autonome du territoire, ressources et terres autochtones. Notamment, le gouvernement autonome des peuples autochtones et la gestion autonome du territoire et des ressources naturelles sont reconnus par l'État dans la *Constitution fédérale* et la *Constitution d'Oaxaca*. Au plan régional, il existe un niveau de coopération technique et d'utilisation des connaissances entre les peuples autochtones de Juchitan et le gouvernement d'Oaxaca au sein du *Secrétariat des affaires autochtones*. Cet organisme promeut l'utilisation durable de la biodiversité agricole et l'amélioration de la situation économique de la communauté de Juchitan, en incluant le développement agricole durable<sup>140</sup>. Cette analyse démontre que de façon général le Mexique protège les CTE du peuple Zapotèque, malgré les violations répétitives de la Convention 169, ce qui fait penser qu'il y a une incohérence dans l'application des droits des peuples autochtones. Alors, nous pourrions dire que le Mexique a rempli ce critère incomplètement.

<sup>140</sup> *Ley de la Comisión Nacional para el desarrollo de los pueblos indígenas*, 19 mai 2003, en ligne : Cámara de diputados H. Congreso de la Unión <<http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/261.pdf>> ; Déclaration des peuples autochtones, *supra* note 2 ; CITES, *supra* note 55 ; CMS, *supra* note 55 ; Troisième rapport du Mexique, *infra* note 150 ; Constitution du Mexique, *supra* note 124 ; Constitution Oaxaca, *supra* note 161.

## 2.5 Vérification de critères d'évaluation de l'exercice de l'autonomie gouvernementale par les peuples autochtones

### 2.5.1 Le peuple Kuna du Panama

Tout d'abord, le peuple Kuna gère son territoire, la *Comarca de San Blas* à travers ses autorités administratives dans les aspects administratifs, éducatifs et culturels. La reconnaissance juridique de ses autorités administratives (soumises à la *Constitution nationale* et à la loi nationale) par l'État à travers la loi 16 fait preuve de cette affirmation. De plus, le territoire a été reconnu au nom du peuple Kuna par l'article 3 de la loi 16. Finalement, le Panama est un État souverain depuis son indépendance de la Colombie en 1903 et il n'est pas donc soumis à aucun pouvoir étranger. En deuxième lieu, quand nous avons vérifié les critères d'identification du peuple Kuna, nous avons remarqué qu'il possède un développement culturel basé sur l'organisation communautaire pour la gestion du territoire. Il possède aussi des valeurs et des principes enracinés dans l'habitat naturel qui sont maintenus à travers les pratiques traditionnelles forestières et de pêche. En troisième lieu, les mêmes critères d'identification nous ont permis de déterminer que le peuple Kuna élabore ses normes juridiques propres contenues dans le *Statu et la loi fondamentale Kuna* et dans les résolutions Kuna. Ainsi, le système juridique Kuna établit des institutions juridiques propres comme le *Congrès général*, les *congrès régionaux et locaux* qui agissent dans la protection du territoire Kuna (la *Comarca*) et du développement culturel Kuna. La résolution 2005 concernant les mesures de protection des broderies du peuple Kuna est un des exemples. Le peuple Kuna participe aussi au sein de l'État pour défendre son autonomie gouvernementale grâce à ses députés élus au sein de l'Assemblée Législative panaméenne. En quatrième lieu, nous avons vérifié si les autorités générales et les régionales sont élus démocratiquement par le peuple Kuna en assemblée générale et régionale respectivement. Ce qui a été constaté dans l'article 4 de la *loi fondamentale Kuna*. Nous avons confirmé aussi que ces autorités se régissent et se chargent d'exécuter les normes du peuple Kuna dans la *Comarca*, selon l'article 14 de la loi fondamentale. Finalement, le fait que le peuple Kuna détermine librement son organisation

politique et assure de cette façon son développement économique, sans intervention de l'État, est une preuve que l'autonomie gouvernementale kuna relève du principe de l'autodétermination. En plus de son organisation au niveau international pour défendre son autonomie et encourager la revendication de l'autonomie d'autres peuples autochtones dont il est allié<sup>141</sup>. Alors, le peuple Kuna a rempli toutes les caractéristiques de l'exercice de l'autonomie gouvernementale, on peut dire qu'il exerce pleinement son autonomie.

### 2.5.2 Le peuple Orang Asli de la Malaisie

Tout d'abord, la Malaisie fait preuve d'un État souverain quoiqu'il ait vécu des périodes d'occupation britannique et japonaise jusqu'en 1960, fin de la période d'Émergence communiste chinoise contre la colonisation britannique, selon les chercheurs Carino et Erni. Selon Colin, le fait que les Orang Asli habitent dans la forêt et se servent des ressources biologiques pour couvrir leurs coûts de vie n'implique pas qu'ils exercent un pouvoir de gestion du territoire qu'ils occupent. C'est l'État de la Malaisie qui est le propriétaire exclusif de l'ensemble du territoire. Ce qui a été vérifié dans l'article 625 du *Code national de la terre* de 1965. Face à cette situation, le peuple Orang Asli s'organise pour revendiquer son autonomie territoriale et ses ressources naturelles à travers les chefs de chaque communauté et les organisations représentatives comme le POASM et le COAC (créées par les Orang Asli). Cette autonomie est inhérente à sa culture et à ses valeurs ; comme elle est un préalable pour son développement socio-économique, le contrôle qu'exerce l'État sur lui fait que le peuple Orang Asli est dans une situation d'extrême pauvreté et d'assimilation culturelle, ce qu'empêche le peuple Orang Asli de protéger leurs propres valeurs. Le peuple Orang Asli possède des normes morales applicables à ses communautés, mais il ne possède pas de normes juridiques parce qu'il ne s'autogouverne pas. Les autorités locales Orang Asli agissent dans une sphère très limitée au sein du POASM et du COAC<sup>142</sup>. Au moins, cette action démontre

<sup>141</sup> Léger, *supra* note 119 aux pp. 170-171 ; Loi 16, *supra* note 119 ; Loi fondamentale et Statut Kuna, *supra* note 119, art. 200 ; Constitution Panama, *supra* note 159, art. 141.

<sup>142</sup> Carino et Erni, *supra* note 129 à la p. 19 ; Colin, *supra* note 117 aux pp. 30 et 208 ; Malaisie, Loi nationale sur les forêts, *supra* note 134 ; Malaisie, *National Land Code Act 2003-625*, en ligne : Fao <<http://faolex.fao.org/docs/texts/mal44370.doc>> [Code National de la terre] ; The National Forestry Council, en



leur capacité d'organisation politique pour défendre leur autonomie. Nous ne sommes pas très satisfaits de ces résultats, parce qu'ils ne démontrent pas l'application de tous les caractères de l'autonomie gouvernementale. Nous ne pouvons pas conclure alors que les Orang Asli l'exercent. La situation est justement le contraire, une absence d'exercice de l'autonomie.

### 2.5.3 Le peuple Zapotèque du Mexique

Tout d'abord, l'État du Mexique est souverain depuis 1821 (au moment où il a obtenu son indépendance de l'Espagne). Les Zapotèques ont démontré l'exercice de leur autonomie gouvernementale à plusieurs reprises dans la ville de Juchitan, quand la COCEI (organisation politique créée par les Zapotèques) gagnait les élections locales. Nous avons vérifié aussi que cette autonomie inclue le contrôle et la gestion du territoire occupé, des terres et des ressources de Juchitan grâce à leur gouvernement local autonome et démocrate, et leur organisation économique et sociale représentée par l'UCIRI. Nous avons vérifié aussi que les Zapotèques élisent leurs propres autorités locales, contrôlent le gouvernement local et établissent leurs propres normes juridiques locales en respectant l'ordre juridique mexicain dans le cadre des pouvoirs et droits reconnu par la *Constitution* fédérale et régionale. Selon le chercheur Villamar, le contrôle effectif du gouvernement local permet d'assurer le développement de leur culture et de protéger leurs valeurs traditionnelles concernant la solidarité entre les peuples autochtones et le respect des éléments de la nature. Cependant, les actions politiques et économiques du gouvernement mexicain pour encourager l'investissement étranger et l'exploitation de ressources naturelles, met en péril la protection des valeurs traditionnels Zapotèques. Finalement, comme nous avons vu dans l'application des critères d'identification du peuple Zapotèque, la COCEI rassemble le peuple Zapotèque et d'autres peuples, au niveau régional, pour défendre leur autonomie et autodétermination et pour exercer politiquement le pouvoir dans les municipalités gagnées démocratiquement. Au plan national, le peuple Zapotèque participe dans la prise de décisions étatiques dans des affaires qui le concerne, à

---

ligne : FDPM <<http://www.forestry.gov.my/eNFP1978.html>>; Malaisie, Politique Nationale sur les forêts, *supra* note 134 ; Loi sur le développement de la terre, *supra* note 134 ; Malaisie, *Loi d'acquisition de la terre* 1960, en ligne : Fao <<http://faolex.fao.org/docs/texts/mal44380.doc>>.



travers l'UCIRI et l'UCIZONI<sup>143</sup>. Ce qui démontre la mise en œuvre du droit à l'autodétermination. Ici, le peuple Zapotèque a démontré qu'il remplit tous les caractères de l'autonomie gouvernementale. Alors, nous pouvons dire, que les Zapotèques exercent pleinement leur autonomie, malgré les menaces politiques et juridiques de l'État mexicain, ce qui peut faire penser que le Mexique ne protège pas ce droit. Ce que nous vérifierons dans les prochaines pages.

## **2.6 Vérification des critères d'évaluation du contrôle et de la protection des CTE par les peuples autochtones**

Deux critères applicables aux peuples autochtones sont évalués. Tout d'abord, le critère du contrôle et de la protection des CTE permettra d'évaluer à quel point chaque peuple autochtone gère et conserve ses propres CTE. Ce qui nous donnera un premier résultat, mais qui sera incomplet pour mesurer la protection réelle de la biodiversité par les peuples autochtones. C'est-à-dire, le fait de contrôler et de protéger les CTE n'implique pas nécessairement une protection de la biodiversité. Alors, le deuxième critère à évaluer est celui de la protection de la biodiversité. La combinaison de deux critères donnera un résultat complet du contrôle et de la protection des CTE.

---

<sup>143</sup> Villamar, *supra* note 152 à la p. 9 ; voir aussi Yupanqui, *supra* note 127 à la p.5 ; Constitution du Mexique, *supra* note 124, art. 2.A ; *Ley general de desarrollo social* (20 janvier 2004), en ligne : Camara de Diputados <<http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/index.htm>> [Loi de développement social] (« art. 3. VIII. *La Libre determinación y autonomía de los pueblos indígenas y sus comunidades · Reconocimiento en el marco constitucional a las formas internas de convivencia y de organización ; ámbito de aplicación de sus propios sistemas normativos ; elección de sus autoridades o representantes ; medios para preservar y enriquecer sus lenguas y cultura ; medios para conservar y mejorar su hábitat ; acceso preferente a sus recursos naturales ; elección de representantes ante los ayuntamientos y acceso pleno a la jurisdicción del Estado* »).

### 2.6.1 Le peuple Kuna

Il a été vérifié que le peuple Kuna participe dans la prise de décisions sur la protection des CTE à travers son système administratif et juridique. Par exemple, selon Archibold et Davey<sup>144</sup>, les autorités du peuple Kuna prennent les décisions sur la gestion durable de la forêt. Le *Congrès général* émet des résolutions destinées à sanctionner les communautés *kuna* et les étrangers pour exploiter la biodiversité forestière. En 2004, la résolution n°3 du *Congrès* a annulé les accords entre les communautés *kuna* et l'entreprise *Barco Pacifico del Este*, sur le permis d'exploration du site historique et archéologique du Port Écossés. On peut citer encore la résolution n° 10/06 /05, laquelle déclare *Gaigirgordup* et ses alentours comme site réservé et protégé pour la conservation de la tortue *carcy* et des coraux. Pour sa part, le *Congrès général de la culture Kuna* se charge de transmettre les connaissances aux plus jeunes. Au plan juridique, la *loi fondamentale* et le *statut Kuna* contiennent les principales normes sur la conservation et l'utilisation durables de la biodiversité. Par exemple, l'article 21 du *Statut de la communauté Kuna* établit la participation d'un ou deux délégués du *Congrès général Kuna* (qui est l'autorité suprême de chaque communauté *Kuna*) dans le processus d'acceptation d'une recherche externe faite sur la biodiversité ou portant sur les connaissances traditionnelles dans le territoire Kuna. L'article 47 de la *loi fondamentale*, et l'article 191 du Statut, posent l'obligation de réaliser une étude d'impact environnemental en consultant nécessairement le peuple *Kuna* sur toute activité qui peut affecter les ressources naturelles ou la biodiversité. L'article 39 établit la protection des connaissances traditionnelles et la demande de bénéfices obtenus des profits de l'utilisation de telles connaissances ou de l'obtention de brevets par des tiers.

Nous avons aussi confirmé que le peuple Kuna gère la biodiversité de son territoire et qu'il possède une stratégie de gestion durable. Par exemple, le peuple Kuna s'organise à travers l'*Association des employés Kuna* (AEK) pour entreprendre un projet agricole consistant dans la culture des cassaves, du maïs, des bananes et des patates sucrées. Le projet agricole n'a pas eu de succès à cause du climat très humide ; l'AEK a alors décidé de consulter des experts en

<sup>144</sup> Loi fondamentale et Statut Kuna, *supra* note 119, art. 43, 44 et 39 ; Archibold et Davey, *supra* note 128 à la p. 53 ; Investigaciones Koskun Kalu, *Résolutions Kunas*, Panama, 2005, en ligne : Instituto de Investigaciones Koskun Kalu <[http://onmaked.nativeweb.org/resoluciones\\_del\\_congreso\\_genera.htm](http://onmaked.nativeweb.org/resoluciones_del_congreso_genera.htm)>.

gestion de forêts et il a créé le *Projet de gestion pour les aires forestières de Kuna Yala-PEMASKY*. Il a élaboré le *Plan général de gestion et développement de la Comarca Kuna Yala*. Première étape : la *Corregimiento de Nargana* (déclarée aire protégée par l'*Institut des ressources naturelles renouvelables* [INRENARE] de l'État). Également, l'AEK a préparé la planification de *l'aire de conservation Kuna Yala* (100 000hectares).Ce projet a réuni des scientifiques étrangers et des experts du peuple Kuna pour classer la biodiversité forestière et les zones de gestion. Le peuple Kuna s'organise au niveau international pour protéger la biodiversité et les CTE. Les problèmes financiers pour la mise en oeuvre du projet PEMASKY ont conduit le peuple Kuna à s'organiser pour demander l'appui technique au *Center for Research and Education* (CATIE) et au *United States Agency for International Development* (USAID), et le peuple Kuna a aussi demandé l'argent à la *Fondation interaméricaine* (IAF) et autres fondations et gouvernements. Jusqu'à ici, le peuple Kuna a démontré qu'il contrôle et protège ses CTE. En ce qui concerne la protection de la biodiversité, nous avons vérifié que le peuple Kuna possède un système prioritaire de protection socio- écologique totale. Car pour le peuple Kuna l'élément humain est essentiel pour la protection de la biodiversité et il est intégré dans les programmes kuna de gestion de la biodiversité. Par exemple, *l'aire de conservation Kuna Yala* a été divisée en cinq zones de gestion. La zone nature est destinée à la récolte des plantes médicinales ; la zone de récupération est destinée à la régénération des forêts ; la zone culturelle est destinée à la culture des grains dans la terre et l'eau ; la zone spéciale est destinée à l'utilisation publique pour l'administration de la biosphère et la zone d'amortissement qui se trouve en dehors de la réserve, est administrée par le gouvernement du Panama. Ce classement démontre aussi la valeur intrinsèque et donc intégrale de la biodiversité pour le peuple Kuna, car la biodiversité est protégée dans tous ces aspects à travers les programmes de gestion durable qui comprennent tout le territoire Kuna. De plus, les pratiques traditionnelles kuna concernent principalement la pêche artisanale (qui se fait sans détruire le sol marin) et l'agriculture forestière (qui se fait sans exploiter les forêts). Pour le chef Leonidas Valdez de Kuna Yala, la conservation de la *Comarca* détermine aussi la préservation de la culture du peuple kuna<sup>145</sup>. Alors, le peuple Kuna a démontré qu'il protège la biodiversité de façon intégrale et qu'il contrôle ses CTE en incluant leur protection.

<sup>145</sup> Archibold et Davey, *supra* note 128 aux pp. 53-57 ; Kuna Yala, Congreso General Kuna, *por la cual se*

## 2.6.2 Le peuple Orang Asli

Nous avons vérifié que le peuple Orang Asli possède une participation très limitée dans la gestion de la biodiversité et de ses CTE. Il a été vu que toutes les lois nationales concernant la terre et la forêt n'établissent pas la participation à la prise de décision sur les connaissances traditionnelles des Orang Asli. La seule participation est au niveau local et à l'intérieur des aires protégées. Par exemple, certaines ethnies *Orang Asli* ont une petite marge de gestion dans le secteur de l'écotourisme des forêts : les *Orang Asli Jakun* s'organisent pour faire un service touristique tout en maintenant la forêt de façon durable (de même que les écosystèmes aquatiques qui se trouvent sur le territoire qu'ils occupent). Cet espace a été constitué par l'État comme aire naturelle ou réserve forestière. Cependant, le fond économique disponible ne provient pas des communautés *Orang Asli Jakun*. Alors, ils s'organisent pour demander l'appui économique et technique des organisations non- gouvernementales. L'organisation locale et de lutte pour la revendication de leur autonomie gouvernementale à travers le POASM et le COAC permettent aux Orang Asli de diffuser les causes de l'appauvrissement de leurs valeurs culturelles, connaissances traditionnelles et pratiques. En outre, comme l'auteur Colin l'a souligné<sup>146</sup>, malgré le contrôle exercé par l'État, les Orang Asli essaient de protéger et de maintenir leurs connaissances et pratiques traditionnelles. Cette situation se doit au fait que la plupart des Orang Asli habitent et dépendent économiquement de la forêt. Le problème qu'ils rencontrent dans la transmission des savoirs tient à l'émigration des jeunes Orang Asli vers la ville. Cette situation démontre une organisation pour protéger la biodiversité et leurs connaissances.

---

*declara a Gaigurgodup y sus alrededores como sitio reservado y protegido para la conservación de la tortuga Carey y arrecifes coralinas*, Resolución No. 10-06-05, en ligne : Instituto de Investigaciones Koskun Kalo <<http://onmaked.nativeweb.org/goedup.htm>> ; *Resolución que declara un area Silvestre en el corregimiento de Nargara ubicada dentro de la Comarca y Reserva Indigena de San Blas*, A. L. 1994- 22, G. O. 1994. 22617, en ligne : LEGISPAN <[http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1994/1994\\_101\\_2149.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1994/1994_101_2149.PDF)> ; Panama, Autoridad Nacional del Ambiente, Segundo informe nacional de biodiversidad, Montréal, Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique, 2002, en ligne: <<http://www.cbd.int/doc/world/pa/pa-nr-02-es.pdf>> ; Loi fondamentale et Statut kuna, *supra* note 119, art. 200.

<sup>146</sup> Carey, *supra* note 117 à la p. 129 ; Colin, *supra* note 117 aux pp. 54-55 ; Carino et Erni, *supra* note 129 à la p. 25.

En ce qui concerne la valeur octroyée à la biodiversité, nous avons confirmé que le peuple Orang Asli octroi une valeur utilitaire. D'un côté, il utilise la biodiversité comme une ressource de consommation. D'autre côté, il la protège seulement dans le cadre des aires protégées. Par exemple, le contrôle de l'État à travers ses agences gouvernementales a changé les patrons de comportement des Orang Asli. Par exemple, certaines communautés pratiquent de plus en plus l'agriculture permanente non diversifiée, laquelle dégrade la forêt et réduit le nombre d'hectares des forêts en affectant les écosystèmes aquatiques qui y sont présents. Cependant, il existe certaines communautés Orang Asli qui n'ont pas changés leurs patrons de comportement et protègent la biodiversité. Selon le chercheur Tachimoto, l'ethnie *Orang Asli Jakun* est la deuxième ethnie la plus nombreuse des premières nations existantes en Malaisie (après les *Temuans*) ; elle se voue à l'agriculture diversifiée et rotative, c'est une ethnie semi-nomade qui, à travers ses pratiques agricoles, contribue à maintenir la diversité biologique<sup>147</sup>. Alors, le peuple Orang Asli a démontré qu'il protège et contrôle incomplètement ses CTE. De plus, la valeur octroyée à la biodiversité ne permet pas de la protéger intégralement, alors la protection est incomplète.

### 2.6.3 Le peuple Zapotèque

Nous avons vérifié que le peuple Zapotèque participe activement dans la protection des CTE et de la biodiversité agricole. Par exemple, au Juchitan le type d'agriculture appliquée est biologique. Cette technique comprend l'utilisation durable des sources d'eaux (rivières, lacs, puits) afin de pouvoir les préserver pour les générations futures. Les communautés Zapotèques maintiennent les écosystèmes aquatiques en bon état. La communauté de Juchitan a démontré

---

<sup>147</sup> Aboriginal People's Ordinance, *supra* note 123, s.9, s.10 ; Malaisie, Ministry of Natural Resources and Environment, *Third National report of Malaysia*, Montréal, Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique, 2005, aux pp. 104, 152-158, 14 en ligne : [cbd.int <http : //www.cbd.int/doc/world/my/my-nr-03-en.pdf>](http://www.cbd.int/doc/world/my/my-nr-03-en.pdf) ; Malaisie, Parlement National, *Protection of Wildlife Act No. 76*, (1972 Rév.), en ligne: Département of Wildlife and National Parks <[http: //www.wildlife.gov.my/law\\_akta.htm](http://www.wildlife.gov.my/law_akta.htm)> [Malaisie, Loi sur la vie sauvage] ; Loi nationale sur les forêts, *supra* note 134 ; Ramakrishna, *supra* note 129 ; Alberto Gomes, *Modernity and Malaysia: Settling the Meraq forest nomads*, Victor T. King, University of Hull, 2007 aux pp. 65-68.

une organisation politique et sociale pour protéger les CTE. Par exemple, selon Ramon Vera<sup>148</sup>, l'entreprise qui certifie les produits agricoles est CERTIMEX, laquelle appartient à l'UCIRI (organisme communautaire) Elle a été accréditée par ISO 65 et KRAV de Suède. Ces certificats ont permis d'impulser la commercialisation de produits agricoles destinés aux marchés locaux et mondiaux, sans avoir besoin d'intermédiaires.

Il existe une autre organisation qui agit dans la gestion durable des terres en s'occupant des programmes de production durable agricole et le programme de reforestation : c'est l'UCIZONI. Selon Karen Rothschild, l'organisation regroupe 84 communautés autochtones et locales dédiées à l'agriculture, ainsi que 9 municipalités de l'Etat d'Oaxaca. Ces communautés sont organisées auprès de l'UCIRI, laquelle gère localement la biodiversité de façon durable. En ce qui concerne l'organisation internationale pour protéger les CTE. Nous avons constaté que le peuple Zapotèque s'organise auprès de diverses organisations locales, régionales et nationales (UCIZONI, COCEI, UCIRI), pour défendre leur droit à l'autogestion de ressources, ce qui a une influence dans la protection des CTE. En ce qui concerne la valeur octroyée à la biodiversité, il a été confirmé que le peuple Zapotèque octroie une valeur intrinsèque de la biodiversité. Car, il fait une utilisation durable et profite d'elle en la protégeant. La terre au Juchitan est riche en ressources biologiques agricoles ; les Zapotèques cultivent différentes sortes des légumes et de légumineuses comme le café, la pastèque, le maïs, la sorghue, le haricot, le sésame, la citrouille, l'avocat, le chili et le chili tomate. Ces produits sont cultivés en préservant la qualité du sol, sans utiliser des pesticides ou herbicides qui pourraient nuire aux sols. Donc, la biodiversité est préservée par la méthode autochtone de diversification de l'agriculture et l'utilisation des produits naturels, pour permettre le contrôle des plagues et des maladies des plantes au lieu d'utiliser des pesticides et des herbicides<sup>149</sup>. Alors, le peuple

<sup>148</sup> Ramon Vera, « *Isthmus of Tehuantepec : Not for sale* » (26 février 2001), en ligne : <<http://www.globalexchange.org/countries/americas/mexico/ppp/jornada022601.html>> [Vera] ; Karen Rothschild, *Maquilas and mega-projects-the struggle of the indigenous people in the Isthmus of Tehuantepec*, Mexico, The Social Justice Committee, 2001, en ligne : Social Justice Committee <<http://www.s-j-c.net/medias/doc/Maquilas.doc>> ; Yupanqui, *supra* note 127 à la p. 1.

<sup>149</sup> Mexique, Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la biodiversidad, « Segundo informe nacional sobre la situación de la diversidad biológica », Montréal, SCDB, en ligne: <<https://www.cbd.int/doc/world/mx/mx-nr-02-es.pdf>> ; Rafael Ortega Pascka, « *Maize-biodiversity* », en ligne: CEC.org <[http://www.cec.org/files/pdf/maize-Biodiversity-Chapter1\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/maize-Biodiversity-Chapter1_en.pdf)> ; Mexique, Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la biodiversidad, *Tercer informe nacional de México Convenio sobre la Diversidad Biológica*, 2006, Montréal, SCDB aux pp. 7, 198 et 200, en ligne: <<http://www.cbd.int/doc/world/mx/mx-nr-03-es.pdf>> [Troisième rapport du Mexique].

Zapotèque a démontré qu'il exerce un contrôle et une protection des CTE et que cette biodiversité est protégée intégralement.

## **2.7 L'application du modèle de comparaison de cas analogues dans les études de cas**

L'objectif de ce mémoire est d'appliquer le modèle de comparaison de Dogan et Pelassy<sup>150</sup> sur les cas analogues que nous avons exposés dans le premier chapitre. Le modèle exige l'existence des variables de cause à effet que nous rappelons à continuation :

### **2.7.1 Les rapports des variables principales**

La protection du droit à l'autonomie gouvernementale par les États est la variable explicative de la variable dépendante (la protection des connaissances traditionnelles liées à la protection de la diversité biologique). Le deuxième rapport des variables est l'exercice de l'autonomie gouvernementale par les peuples autochtones est la variable explicative de la variable dépendante (le contrôle et la protection des connaissances traditionnelles liées à la protection de la diversité biologique).

### **2.7.2 Rappel de la variable d'interférence et de la méthodologie appliquée**

Les deux rapports des variables sont confrontés à la variable d'interférence qui peut éventuellement invalider le rapport de cause à effet, car une tierce variable est susceptible de remplacer une variable explicative. Alors, la variable d'interférence a pour but d'être écartée. Nous rappelons aussi cette variable à continuation:

---

<sup>150</sup> Dogan et Pelassy, *supra* note 63 à la p. 135.

**La participation de peuples autochtones dans la prise de décisions est la variable d'interférence confrontée aux deux rapports de variables, afin d'être écartée ou de prendre la place de la variable explicative.**

La méthodologie de comparaison proposée est rappelée à continuation: dans les trois cas étudiés, il faut vérifier si les variables dépendantes sont présentes dans deux des cas et absentes dans un des cas étudiés. Ensuite, il faut établir un rapport de cause à effet, où les variables explicatives soient présentes quand les variables dépendantes sont présentes aussi, et absentes quand les variables dépendantes sont absentes aussi. Alors, toutes les variables d'interférence susceptibles d'expliquer les variables dépendantes ne pouvant pas briser le rapport de cause à effet (en appliquant la logique de Durkheim), on peut dire que les variables dépendantes sont expliquées par les variables explicatives et donc que l'hypothèse est confirmée.

Une fois que nous avons rappelé les variables principales et leurs rapports ainsi que les variables d'interférence, il est pertinent de procéder à expliquer les résultats de l'application du modèle de comparaison avec l'aide d'un *flow chart* développé dans l'annexe IV de ce texte.



## CONCLUSION

Le premier graphique<sup>151</sup> sur la présence ou l'absence des variables dépendantes explique l'analyse des critères d'évaluation présentée au chapitre antérieur. Il a été confirmé que la variable dépendante, la protection des CTE par les États est présente au Panama et partiellement présente au Mexique, par contre en Malaisie cette variable est absente, donc la variable dépendante était dans deux cas et absente dans un des cas étudiés.

En appliquant la deuxième variable dépendante, le contrôle et la protection des CTE par les peuples autochtones, elle s'est avérée présente dans deux cas (le peuple Kuna et le peuple Zapotèque) et partiellement absente dans un des cas étudiés (le peuple Orang Asli).

Le deuxième graphique<sup>152</sup> illustre le rapport de cause à effet entre la variable explicative (la protection du droit à l'autonomie gouvernementale par les États) et la variable dépendante (la protection des CTE par les États). Dans ce rapport, il a été vérifié que la variable explicative est présente lorsque la variable dépendante est présente dans le cas du Panama et dans le cas du Mexique, cependant, la variable explicative est présente de façon incomplète dans les deux cas. Il a été vérifié aussi que la variable explicative est absente lorsque la variable dépendante est absente dans le cas de la Malaisie. La présence incomplète de la variable explicative pourrait faire place à la variable d'interférence. Cependant, si on regarde le quatrième graphique, on remarque que la variable d'interférence (la participation de peuples autochtones dans la prise de décisions) a été écartée dans le cas du Panama, à cause de l'appartenance de la variable d'interférence aux mesures de protection du droit à l'autonomie gouvernementale par les États. De plus, la variable d'interférence a été écartée dans le cas du Mexique, en raison de la limitation à la participation de peuples autochtones dans la prise de décisions, ce qui empêche la variable d'interférence de prendre la place de la

---

<sup>151</sup> Voir Annexe I à la p. 124

<sup>152</sup> Voir Annexe II à la p. 125 ; voir annexe IV à la p. 127

variable explicative. La variable d'interférence ne peut pas remplacer la variable explicative, donc on peut dire que la variable dépendante (la protection des CTE par les États) est expliquée par la variable explicative (la protection du droit à l'autonomie gouvernementale). Alors, la première sous- hypothèse (la protection du droit à l'autonomie gouvernementale par les États permettrait de protéger les CTE) est confirmée.

Le troisième graphique<sup>153</sup> illustre le rapport de cause à effet de la variable explicative (l'exercice du droit à l'autonomie gouvernementale par les peuples autochtones) et de la variable dépendante (le contrôle et la protection des CTE par les peuples autochtones). Il a été démontré que la variable explicative est présente lorsque la variable dépendante est présente dans le cas du peuple Kuna et du peuple Zapotèque, et absente lorsque la variable dépendante est absente (de façon incomplète) dans le cas du peuple Orang Asli. En appliquant la variable d'interférence, il a été vérifié que la variable d'interférence est écartée dans le cas du peuple Kuna et du peuple Zapotèque, parce que la participation des peuples autochtones dans la prise de décisions fait partie de l'exercice du droit à l'autonomie gouvernementale dans les deux cas. Par contre, la variable d'interférence a été écartée dans le cas du peuple Orang Asli, parce que les variables principales sont absentes. La variable d'interférence aurait pu remplacer la variable explicative avec le contrôle des CTE par le peuple Orang Asli. Cette hypothèse demeure à confirmer ultérieurement, afin de mesurer l'impact des variables chez les Orang Asli. La variable d'interférence ne peut pas briser le rapport de cause à effet, on peut dire alors que la variable dépendante (le contrôle et la protection des CTE par les peuples autochtones) est expliquée par la variable explicative (l'exercice du droit à l'autonomie gouvernementale par les peuples autochtones). Conséquemment, la deuxième sous- hypothèse (l'exercice de l'autonomie gouvernementale par les peuples autochtones permettrait de contrôler et de protéger les CTE) est confirmée.

Ces résultats sont très satisfaisants pour cette recherche, puisqu'ils démontrent la rigueur, la précision et la persévérance qui ont été employés tout au long de la préparation de ce mémoire. Il reste à souligner que d'autres variables d'interférence pourraient se présenter et essayer de briser le rapport de cause à effet des variables principales, parce que la présence

<sup>153</sup> Voir Annexe III à la p. 126 ; voir annexe V à la p. 128

des variables explicatives partiellement présentes ou absentes met en péril les rapports de cause à effets démontrés à l'intérieur de cette étude.

Les résultats de cette recherche ont cependant contribué au progrès du droit international, du droit comparé et de la promotion de l'interdisciplinarité et de la méthode comparative comme modèles de recherche scientifique.

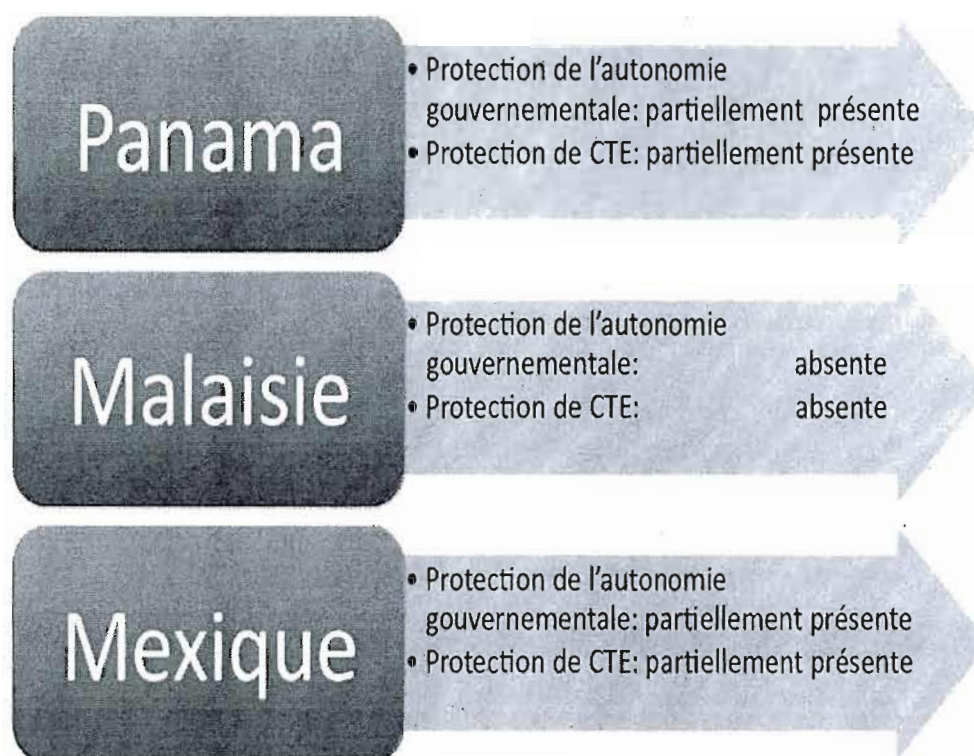
## ANNEXE I

# 1. Présence ou absence des variables dépendantes



## ANNEXE II

## 2. Premier rapport cause à effet



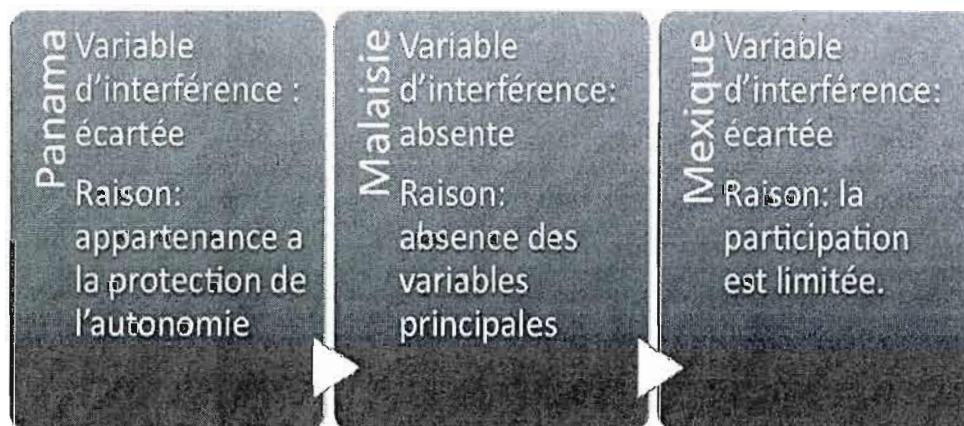
## ANNEXE III

## 3. Deuxième rapport cause à effet



## ANNEXE IV

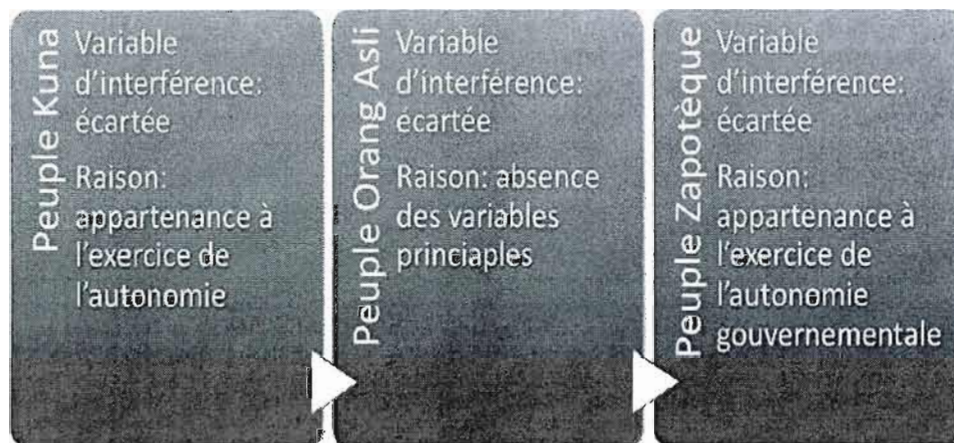
#### 4. La variable d'interférence: la participation de peuples autochtones dans la prise de décisions: premier rapport cause à effet





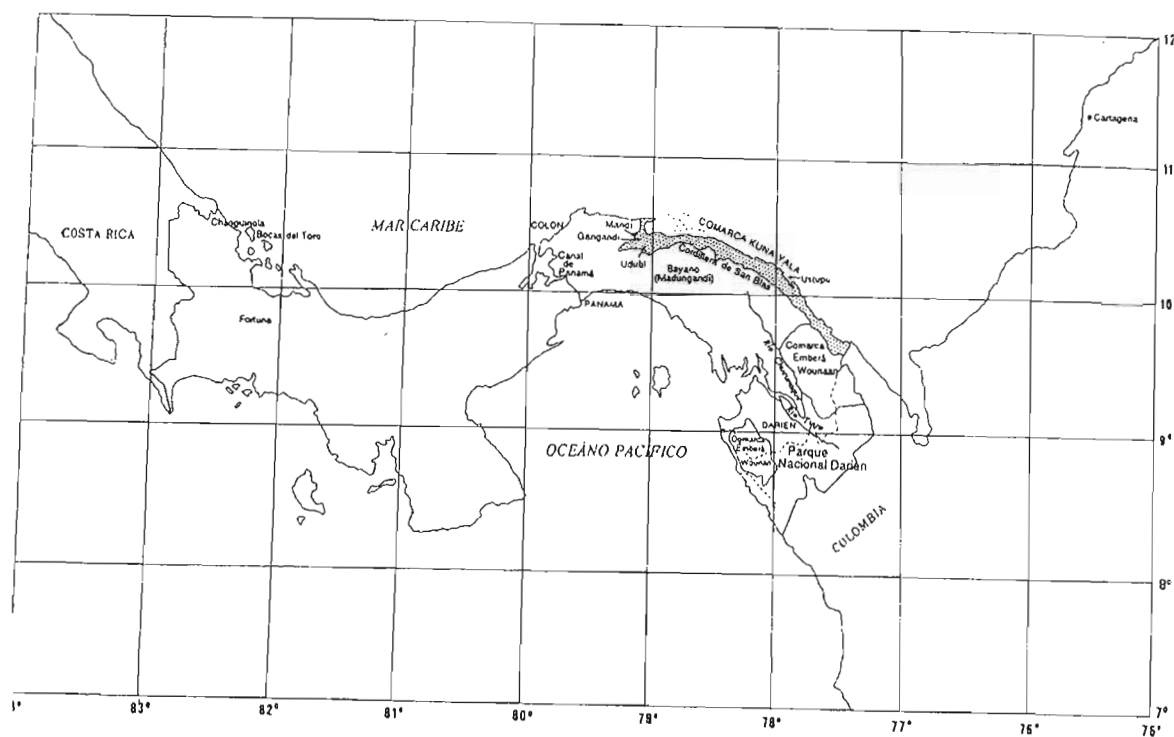
## ANNEXE V

## 5. Variable d'interférence la participation des peuples autochtones dans la prise de décisions: deuxième rapport cause à effet



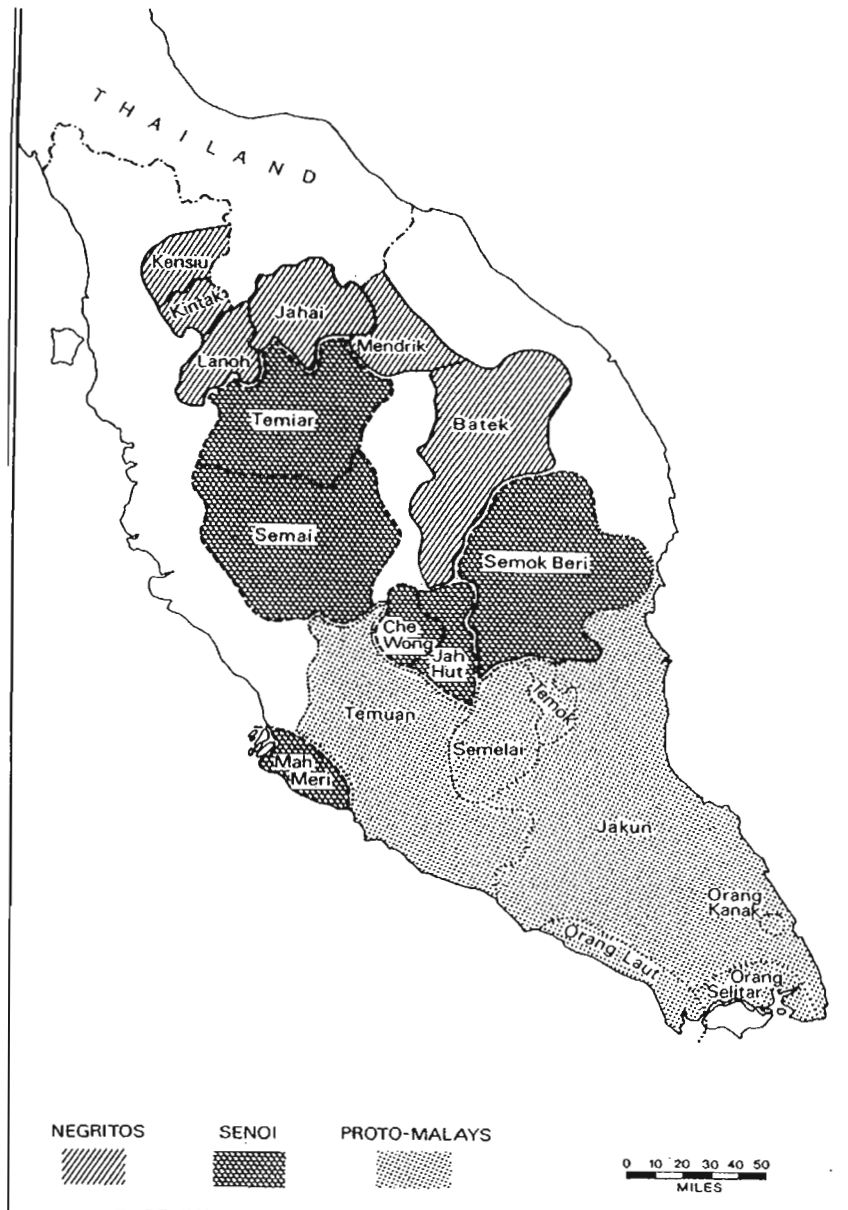


## ANNEXE VI



**Figure 1.1** Carte géographique de la Comarca Kuna Yala du peuple Kuna au Panama  
**Source :** Stout, D.B. 1964. « San Blas Cuna acculturation: an introduction » N°9 *Viking Fund*, Inc. 13.

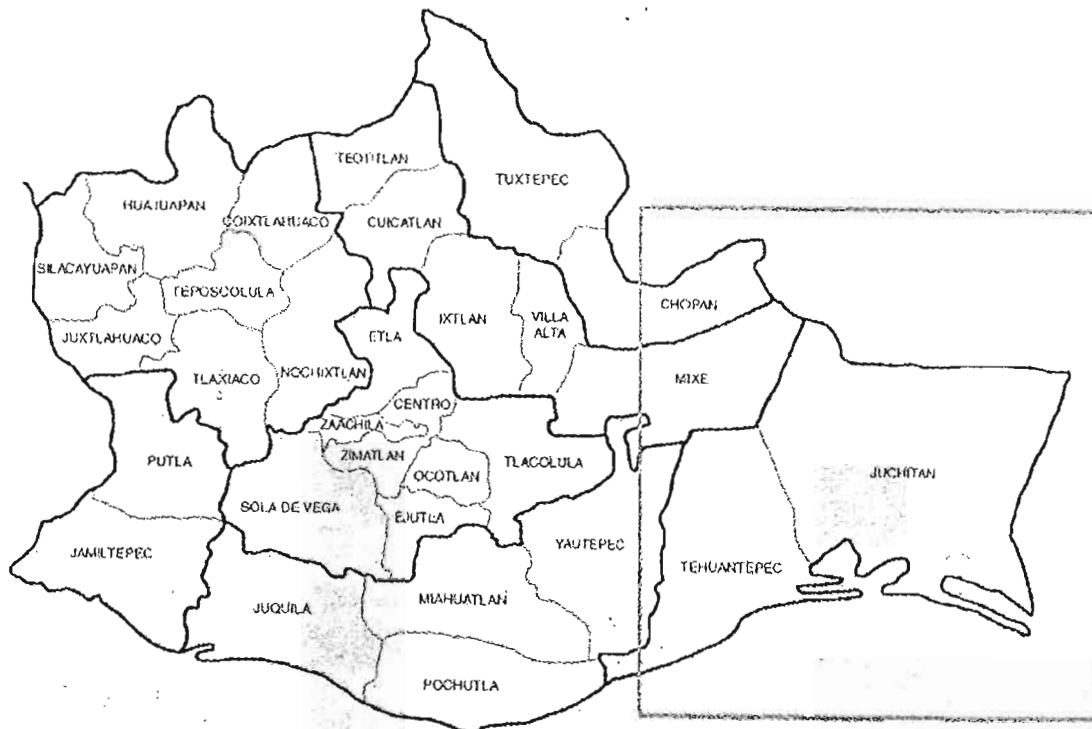
## ANNEXE VII



**Figure 1.2** Carte géographique du territoire occupé par le peuple autochtone Orang Asli dans la Péninsule de la Malaisie.

Source : Carey, Iskandar. 1976. *Orang Asli: the aboriginal tribes of peninsular Malaysia*. Kuala Lumpur (Malaysia): Oxford University Press.

## ANNEXE VIII



**Figure 1.3** Carte géographique de l'Isthme de Tehuantepec où habite le peuple autochtone Zapotèque du Mexique.

Source : Burguete Cal y Mayor, Aracely. 2000. "Indigenous Autonomy in Mexico" *IWIGIA*, no. 94.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. ACCORDS INTERNATIONAUX

*Charter of the Indigenous and Tribal Peoples of the Tropical Forests*, le 15 février 1992, International Alliance (révisée à Nairobi, Kenya le 22 novembre 2002)

*Convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et la désertification, en particulier en Afrique*, A/AC.241/27 (1994)

*Convention relative aux peuples indigènes et tribaux*, le 27 juin de 1989, (entrée en vigueur : 05 septembre 1991) [OIT C 169].

*Convention relative aux populations autochtones et tribales*, le 26 juin 1957, O.I.T. (entrée en vigueur : 02 juin 1959) [OIT C 107].

*Convention sur la diversité biologique*, 5 juin de 1992, 1760 R.T.N.U. 170, No. 30619.

*Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, Doc.off. CDH NU, 1 sess, Annexe, point 4, Doc. NU A/HRC/1/L.3 (2006)

*Déclaration du Millénaire*, Doc.off. NU, AG, Rés. 55/2, sess.55, A/RES/55/2 (2000)

*Rapport du Conseil de droits de l'homme*, Doc. Off. CDH NU, 61 sess, supp. n°53, Doc. NU A/61/53 (2006).

*Rio Declaration on environment and development*, Doc.off. NU, A/CONF.151/26, Vol. I (1992)

*Statut de la Cour internationale de justice*, C.I.J. 7, RT Can 7, 21 (1945).

## 2. DOCUMENTS ET PUBLICATIONS INTERNATIONALES

Chavez, Luis Enrique, Commission on human rights, *Report of the Working Group established in accordance with Commission on human rights resolution*, Doc. off. CDH, NU, E/CN.4/2005/89/Add.2. (2005), en ligne : OHCHR Haut Commissariat de Nations Unies aux droits de l'homme  
<<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/G05/133/60/PDF/G0513360.pdf?OpenElement>>.

*Déclaration de Kari Oca*, Représentants des organisations des peuples autochtones, le 30 mai 1992 (réaffirmée à la Bali, Indonésie : le 4 juin 2002), en ligne : Dialoguebetweennations.com  
<<http://www.dialoguebetweennations.com/IR/english/KariOcaKimberley/KODeclaration.n.htm>>

López, Atencio M., *La Autonomía del Pueblo Kuna en Panamá: Document préparé pour le Seminario de expertos sobre tratados, convenios y otros acuerdos constructivos entre los Estados y los Pueblos indígenas*, Doc. OHCHR NU, HR/GENEVA/TSIP/SEM/2003/BP.12 Genève (2003).

NU, AG, *Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration conformément au paragraphe 5 de la résolution 49/214 de l'Assemblée Générale en date du 23 décembre 1994*, Rés. AG 61/178, Doc. AG NU, 61<sup>e</sup> sess., Doc. NU A/RES/61/178, New York (2006).

NU, CDB, *Hand book of the Convention on Biological Diversity*, 3<sup>e</sup> éd Montréal, SCDB (2005).

NU, CBD, *Lignes directrices de la CDB Principes et directives d'Addis-Abeba pour l'utilisation durable de la diversité biologique*, Montréal, SCDB (2004).

NU, CDB, *Lignes directrices de la CDB Lignes Directrices Akwe : Kon*, Montréal, SCDB (2004).

NU, Commission des droits de l'homme, *Report of the High Commissioner for human rights on indigenous issues*, Doc. off. CDH, NU, E/CN.4/2006/77, Genève (2006).

NU, Comité de droits de l'homme, Observations finales du Comité de droits de l'homme : Canada (Procédures d'une conférence), Doc.off. CDH, NU, CCPR/C/79/Add.105 Genève (1999).

NU, *Les droits des peuples autochtones*, Genève, Centre pour les droits de l'homme, No 9 (1990).

NU, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, *Situation des Forêts du Monde*, FAO, Rome (2003).

NU, BM, *Directive Opérationnelle 4.20*, Banque Mondiale (1991).

NU, Martinez Cobo, José. *Preliminary report*, EC/CN.4/Sub.2/L.566 (1972).

NU, UNEP, CBD, *Report of the fifth meeting of the ad hoc open-ended working group on article 8(j) and related provisions of the convention on biological diversity*, UNEP/CBD/COP/9/7, Item 5/2 (1997), en ligne: CDB <<http://www.cbd.int/meetings/>>.

OEA, Assemblée Générale, *Projet de Déclaration américaine des droits des peuples autochtones*, Doc.off. OEA/Ser.LK/XVI GT/DADIN/doc.139/03 (2003).

OEA, Groupe de Travail chargé d'élaborer le projet de Déclaration américaine sur les droits des peuples autochtones, *Projet de déclaration préparé pour la présidence du groupe de travail*, texte consolidé OEA/Ser.K/XVI GT/DADIN/doc.139/03 (2003).

OMC, *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* (1947), en ligne : WTO <<http://www.wto.org/frenc/docs-f/legal-f/legal-f/gatt47.pdf>>.

Tovar, Dario. *Plan del sistema nacional de áreas protegidas y corredores biológicos*, Comisión centroamericana de ambiente y desarrollo, Instituto Nacional de recursos naturales renovables, Proyecto corredor biológico mesoamericano, PNUD/GEF (1996).

UN, AG, *Non-legally binding authoritative statement of principles for global consensus on the management, conservation and sustainable development of all types of forests*,

A/CONF.151/26, Vol. III (1992) en ligne: UN  
 <<http://www.un.org/documents/ga/conf151/aconf15126-3annex3.htm>>.

UN, Département des affaires économiques et sociales, Division de Développement durable, Agenda 21, Chap. 2, en ligne : UN  
 <<http://www.un.org/esa/sustdev/documents/agenda21/french/action0.htm>>.

UNEP, CBD, *Decisions adopted by the conference of the parties to the convention on biological diversity at its ninth meeting*, Bonn, UNEP/CBD/COP/9/29, IX/13 (2008), en ligne: CBD <<http://www.cbd.int/doc/decisions/COP-09-dec-en.pdf>>.

UNEP, CDB, Groupe de travail sur l'article 8 j), *Rapport du Groupe de Travail de l'article 8 j*), Doc.off. UNEP/CBD/COP/8/7, Items 2, 7, 8 (2006), en ligne : CBD  
 <<http://www.cbd.int/traditional/meetings/>>.

### 3. PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES

#### 3.1 Malaisie

Malaisie, Ministry of Natural Resources and Environment, *Third National report of Malaysia*, Montréal, Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique, 2005, en ligne : cbd.int <<http://www.cbd.int/doc/world/my/my-nr-03-en.pdf>>.

Malaisie, Ministry of Natural Resources and Environment, *Second National report of Malaysia*, Montréal, Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique, 2003, en ligne : cbd.int <<http://www.cbd.int/doc/world/my/my-nr-02-en.pdf>>.

Malaisie, Ministry of Science, Technology and the Environment, *First National report to the Conference of the Parties to the Convention on Biological Diversity*, Montréal, Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique, 1998. En ligne : <<http://www.cbd.int/doc/world/my/my-nr-01-en.pdf>>

Malaisie, Ministry of Natural Resources & Environment, *Report on Implementation of Programme of Work for the Global Taxonomy Initiative*, Montréal, Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique, 2004, en ligne : <<http://www.cbd.int/doc/world/my/my-nr-gti-en.pdf>>

Malaisie, Ministère de l'Agriculture et de l'industrie agricole de base de la Malaisie, *Third National Agricultural Policy 1998-2010, Executive Summary*, en ligne : <[http : //agrolink.moa.my/dpn/dpn3/dpn/summary.html](http://agrolink.moa.my/dpn/dpn3/dpn/summary.html)>

Malaisie, Forestry Department Peninsular Malaysia, National Forestry Policy 1978 rev. 1992, *The National Forestry Council*, en ligne : FDPM <[http : //www.forestry.gov.my/eNFP1978.html](http://www.forestry.gov.my/eNFP1978.html)>

Malaisie, Ministry of Science, Environment and Technology, *Malaysia's National Policy on Biological Diversity*, 1998, en ligne : <[http: //www.arbec.com.my/NBP.pdf](http://www.arbec.com.my/NBP.pdf)>

Malaisie, Primer Minister Department, *Eight Malaysia Plan 2001-2005*, Economic Planning Unit, en ligne : EPU  
<[http ://www.epu.jpm.my/new %20folder/development %20plan/RM8.htm](http://www.epu.jpm.my/new%20folder/development%20plan/RM8.htm)>

Malaisie, Departement of Orang Asli Affairs, *Deraf data Kelasifikasi Kampung Perkampungan Orang Asli*, Kuala Lumpur, 1997.

### 3.2 Mexique

*Especificaciones para la realización de actividades de colecta científica de material biológico de especies de flora y fauna silvestres y otros recursos biológicos en el territorio nacional*, NOM 126-Semarnat-2000, DOF, 2003, en ligne :  
<[http ://www.semarnat.gob.mx/leyesy normas/Normas %20Oficiales %20Mexicanas %20vigentes/NOM-ECOL-126.pdf](http://www.semarnat.gob.mx/leyesy normas/Normas%20Oficiales%20Mexicanas%20vigentes/NOM-ECOL-126.pdf)>.

*Especificaciones de protección ambiental que deben observarse en las actividades de perforación y mantenimiento de pozos petroleros terrestres para exploración y producción en zonas agrícolas, ganaderas y eriales, fuera de áreas naturales protegidas o terrenos forestales*, NOM 115-SEMARNAT-2003, DOF, 2003, en ligne :  
<[http://www.semarnat.gob.mx/leyesy normas/Normas %20Oficiales %20Mexicanas %20vigentes/NOM\\_115\\_SEMAR\\_03\\_27\\_AG\\_04.pdf](http://www.semarnat.gob.mx/leyesy normas/Normas%20Oficiales%20Mexicanas%20vigentes/NOM_115_SEMAR_03_27_AG_04.pdf)>.

Mexique, Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la biodiversidad, *Tercer informe nacional de México Convenio sobre la Diversidad Biológica*, 2006, Montréal, SCDB, en ligne : <[http: //www.cbd.int/doc/world/mx/mx-nr-03-es.pdf](http://www.cbd.int/doc/world/mx/mx-nr-03-es.pdf)>.



Mexique, Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la biodiversidad, *Segundo informe nacional sobre la situación de la diversidad biológica*, Montréal, SCDB, en ligne: <<https://www.cbd.int/doc/world/mx/mx-nr-02-es.pdf>>.

Mexique, Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la biodiversidad, *I Informe Nacional para la COP de la CDB sobre la Situación actual de la gestión, manejo y conservación de la diversidad biológica de México*, Montréal, Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique, 1997, en ligne: <<http://www.cbd.int/doc/world/mx/mx-nr-01-es.pdf>>.

Mexique, Secretaria de Medio Ambiente, Recursos Naturales y Pesca, *Estrategia Nacional sobre biodiversidad de México*, Montréal, Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique, 2000, en ligne : <[http://www.conabio.gob.mx/institucion/estrategia\\_nacional/doc-pdf/ENB.pdf](http://www.conabio.gob.mx/institucion/estrategia_nacional/doc-pdf/ENB.pdf)>.

Mexique, Gobierno del Estado de Oaxaca, *Plan estatal de desarrollo sostenible 2004-2010*, en ligne: Gobierno de Oaxaca <[http://www.eoaxaca.gob.mx/web/index.php?option=com\\_docman&task=cat\\_view&gid=55&Itemid=62](http://www.eoaxaca.gob.mx/web/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=55&Itemid=62)>.

Mexique, Secretaria de Medio Ambiente y Recursos Naturales, *Informe temático sobre ecosistemas de montañas*, 2002, Montréal, SCDB, en ligne: <<http://www.cbd.int/doc/world/mx/mx-nr-me-es.pdf>>.

*Programa especial concurrente para el desarrollo rural sustentable*, DOF, 17 juin 2002, en ligne: Secretaria de agricultura, ganadería, desarrollo rural, pesca y alimentación <[http://www.sagarpa.gob.mx/sdr/progs2002/pec0206/pec\\_0206.pdf](http://www.sagarpa.gob.mx/sdr/progs2002/pec0206/pec_0206.pdf)>.

### 3.3 Panama

Panama, Autoridad Nacional del Ambiente, *Primer informe de la riqueza y estado de la biodiversidad de Panamá*, Parte 1, 2 y Anexos, Montréal, Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique, 1998, en ligne: <<http://www.cbd.int/doc/world/pa/pa-nr-01-p1-es.pdf>>.

Panama, Autoridad Nacional del Ambiente, *Segundo informe nacional de biodiversidad*, Montréal, Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique, 2002, en ligne: <<http://www.cbd.int/doc/world/pa/pa-nr-02-es.pdf>>.

Panama, Autoridad Nacional del Ambiente, *Estrategia Nacional de Biodiversidad y Plan de Acción* Parte 1, 2, 3 y 4, Montréal, Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique, 2000, en ligne: <<http://www.cbd.int/doc/world/pa/pa-nbsap-01-p1-es.pdf>>.

#### 4. LÉGISLATION KUNA

##### 4.1 Résolutions *Kunas*

Kuna Yala, Congreso General Kuna, *por la cual se establece como sitio para la oficina del Congreso General Kuna, en el área de la carretera Llano Gardi*, Résolution No. 2-06-05, en ligne : Instituto de Investigaciones Koskun Kalo <<http://onmaked.nativeweb.org/goedup.htm>>.

Kuna Yala, Congreso General Kuna, *por la cual se modifica el pago de naves turísticas de B. / 1.00 balboas por persona a bordo a B. / 2.00 y para el anclaje de B. / 300.00 a B. / 500.00*, Résolution No. 3-06-05, en ligne: Instituto de Investigaciones Koskun Kalo <<http://onmaked.nativeweb.org/goedup.htm>>.

Kuna Yala, Congreso General Kuna, *por la cual se crea la Comisión de Turismo del Congreso General Kuna la cual tendrá las funciones establecidas en el Estatuto de la Comarca Kuna Yala*, Résolution No. 5-06-05, en ligne : Instituto de Investigaciones Koskun Kalo <<http://onmaked.nativeweb.org/goedup.htm>>.

Kuna Yala, Congreso General Kuna, *se resuelve destinar el 10 % del ingreso general del Congreso General Kuna para la cuenta de ahorro del Congreso General Kuna*, Résolution No. 7-06-05, en ligne: Instituto de Investigaciones Koskun Kalo <<http://onmaked.nativeweb.org/goedup.htm>>.

Kuna Yala, Congreso General Kuna, *por la cual se declara a Gaigurgodup y sus alrededores como sitio reservado y protegido para la conservación de la tortuga Carey y arrecifes coralinas*, Résolution No. 10-06-05, en ligne : Instituto de Investigaciones Koskun Kalo <<http://onmaked.nativeweb.org/goedup.htm>>.

Kuna Yala, Congreso General Kuna, por la cual se desconoce y anula los acuerdos entre las comunidades y la empresa Barco Pacifico del Este, sobre el permiso de exploración del sitio histórico y arqueológico de Puerto Escocés, Résolution No. 3-11-04, en ligne: Instituto de Investigaciones Koskun Kalo < <http://onmaked.nativeweb.org/gardidupbir.htm>>.

#### 4.2 Lois Kunas

*Ley Fundamental y Estatuto de Kuna Yala*, en ligne: Instituto de Investigaciones Koskun Kalo < [http://onmaked.nativeweb.org/Estatuto %20comarcal.htm](http://onmaked.nativeweb.org/Estatuto%20comarcal.htm)>.

### 5. LÉGISLATION COMPARÉE

#### 5.1 Malaisie

*Constitution de la Malaisie* (1963 Rev. éd.), (D.B. School of Law of the University of Richmond), en ligne : UNHCR <[http :  
//confinder.richmond.edu/admin/docs/malaysia.pdf](http://confinder.richmond.edu/admin/docs/malaysia.pdf)>.

*Constitution de la Malaisie* 1957 (1963 Rév. Éd.), (D.B. UNHCR), en ligne : UNHCR <[http :  
//www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/rsd/print.html?CATEGORY=RSDLEGAL&id=3ae6b5e40#\\_ftnref1](http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/rsd/print.html?CATEGORY=RSDLEGAL&id=3ae6b5e40#_ftnref1)>.

*Fisheries Act* (1985 Rev. Ed.), en ligne: Department of Fisheries Malaysia, <[http:  
//agrolink.moa.my/dof/Regulation/Fisheries\\_Act/part1.html](http://agrolink.moa.my/dof/Regulation/Fisheries_Act/part1.html)>.

Malaisie, Parlement National, *Environmental Quality Act 1974* (2000 Rév., partie II sect. 3, 4) en ligne : Environmental Law Alliance Worldwide <[http ://www.elaw.org/assets/pdf/MalaysiaEQA1974.pdf](http://www.elaw.org/assets/pdf/MalaysiaEQA1974.pdf)>.

Malaisie, Parlement National, *Protection of Wildlife Act No. 76*, (1972 Rév.), en ligne: Département of Wildlife and National Parks <[http:  
//www.wildlife.gov.my/law\\_akta.htm](http://www.wildlife.gov.my/law_akta.htm)>.

Malaisie, *Aboriginal People Act 1954*, (1974, Rév. Ed.), s.19-1, a.k, en ligne : Organisation de Nations Unis pour l'alimentation et l'agriculture <[http : //faolex.fao.org/docs/texts/mal33568.doc](http://faolex.fao.org/docs/texts/mal33568.doc)>.

Malaisie, *Protection of New Plant Varieties Act 634*, en ligne : Lexis Nexis <[http : //www.lexisnexis.com/ca/legal](http://www.lexisnexis.com/ca/legal)>.

Malaisie, *Land Development Act 1956 Act 474*, en ligne : Organisation de Nations Unis pour l'alimentation et l'agriculture <[http : //faolex.fao.org/docs/texts/mal33393.doc](http://faolex.fao.org/docs/texts/mal33393.doc)>.

Malaisie, *National Forestry Act, rév. 93-A864*, en ligne : Fao <[http : //faolex.fao.org/docs/texts/mal33376.doc](http://faolex.fao.org/docs/texts/mal33376.doc)>.

Malaisie, *National Land Code Act 2003-625*, en ligne : Fao <[http : //faolex.fao.org/docs/texts/mal44370.doc](http://faolex.fao.org/docs/texts/mal44370.doc)>.

Malaisie, *Kerajaan Negeri Selangor et autres c. Sagong Bin Tasi et autres*, Cours d'appelle, Putrajaya, 19 septembre 2005, MLJU Lexis 152, en ligne : Lexis <[lexisnexis.com/ca/legal](http://lexisnexis.com/ca/legal)>.

## 5.2 Mexique

*Constitution de Mexique del 1ero. De diciembre de 1916*, C.D., 5 de febrero 1917, Réformée DOF 14 septembre 2006, en ligne: Camara de Diputados <[http: //www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/index.htm](http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/index.htm)>.

Ley de derechos de los pueblos y comunidades indígenas del Estado de Oaxaca, 19 juin 1998, en ligne: Cámara de diputados H. Congreso de l'Unión <[http: //www.cddhcu.gob.mx/leyinfo/](http://www.cddhcu.gob.mx/leyinfo/)>.

*Ley General de Desarrollo Forestal Sustentable*, DOF., de 2003, en ligne: Cámara de diputados H. Congreso de l'Unión <[http: //www.cddhcu.gob.mx/leyinfo/](http://www.cddhcu.gob.mx/leyinfo/)>.

*Ley General de Desarrollo Social*, 25 février 2003, Réformée DOF 26 décembre 2005, en ligne: Cámara de diputados H. Congreso de l'Unión <<http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/259.pdf>>.

*Ley General del Equilibrio ecológico y de la protección del medio ambiente*, 28 de enero 1988, Réformée DOF 23 mai 2006, en ligne: Cámara de diputados H. Congreso de la Unión <<http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/148.pdf>>.

*Reglamento de la Ley General del Equilibrio ecológico y de la protección del ambiente en materia de áreas naturales protegidas*, 22 novembre 2000, arts. 6, 31, 116.II, 127, en ligne: Secretaria de Medio Ambiente y Recursos Naturales <[http://www.semarnat.gob.mx/leyesynormas/Reglamentos%20del%20sector/REGLA\\_ANP.pdf](http://www.semarnat.gob.mx/leyesynormas/Reglamentos%20del%20sector/REGLA_ANP.pdf)>.

*Loi de Planification de l'État d'Oaxaca*, D. 110, 25 septembre 2004, P.O. E.O. 2004, en ligne : <[http://www.eoaxaca.gob.mx/web/index.php?option=com\\_docman&task=cat\\_view&gid=54&Itemid=62](http://www.eoaxaca.gob.mx/web/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=54&Itemid=62)>.

*Ley General de Vida Silvestre*, 3 juillet 2000, rev. 2006, en ligne: Secretaria de Medio Ambiente y Recursos Naturales <<http://www.semarnat.gob.mx/leyesynormas/Leyes%20del%20sector/vidasilvestre.pdf>>.

*Ley General de Aguas*, 1er. Décembre 1992, en ligne: Secretaria de Medio Ambiente y Recursos Naturales <[http://www.semarnat.gob.mx/leyesynormas/Leyes%20del%20sector/aguas\\_nacionales.pdf](http://www.semarnat.gob.mx/leyesynormas/Leyes%20del%20sector/aguas_nacionales.pdf)>

*Ley de Variedades Vegetales*, 25 octobre 1996, en ligne: Cámara de diputados H. Congreso de la Unión <<http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/120.pdf>>.

*Ley de desarrollo rural sustentable*, 7 décembre 2001, en ligne: Cámara de diputados H. Congreso de la Unión <<http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/235.pdf>>.

*Ley de la Comisión Nacional para el desarrollo de los pueblos indígenas*, 19 mai 2003, en ligne: Cámara de diputados H. Congreso de la Unión <<http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/261.pdf>>.

*Ley Agraria*, 26 février 1992, DOF rev. 1993, en ligne: Gobierno de Mexico <[http://www.ordenjuridico.gob.mx/Federal/PE/PR/Leyes/26021992\(1\).pdf](http://www.ordenjuridico.gob.mx/Federal/PE/PR/Leyes/26021992(1).pdf)>.

*Ley de expropiación*, 25 novembre 1936, DOF rév. 1997, arts. 106, 99, 100, 105, 108, en ligne: Secretaria de la Reforma Agraria <[http://www.sra.gob.mx/internet/transparencia/marco\\_normativo/pdf/Leyes/LEY\\_DE\\_EXPROPIACION.pdf](http://www.sra.gob.mx/internet/transparencia/marco_normativo/pdf/Leyes/LEY_DE_EXPROPIACION.pdf)>.

*Ley de educación agrícola*, 31 décembre 1945, DOF, 1946, en ligne: Secretaria de agricultura, ganadería, desarrollo rural, pesca y alimentación <<http://normateca.sagarpa.gob.mx/principal800.aspx>>.

*Ley de Asociaciones Agrícolas*, DOF, 27 août 1932, en ligne: Secretaria de agricultura, ganadería, desarrollo rural, pesca y alimentación <[http://www.sagarpa.gob.mx/sdr/legal/Ley %20de %20Asociaciones %20Agrícolas.pdf](http://www.sagarpa.gob.mx/sdr/legal/Ley%20de%20Asociaciones%20Agrícolas.pdf)>.

### 5.3 Panama

*Constitution política de la Republica de Panamá de 1972*, C.D., 4 mai 1983, Réformée DOF en 1978 et 1983, en ligne : Asamblea Nacional <[http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1980/1983/1983\\_018\\_0598.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1980/1983/1983_018_0598.PDF)>.

*Ley 16, Por la cual se organiza la Comarca de San Blas* del 19 de febrero, G.O.12042, 7 de abril 1953, en ligne: Asamblea Nacional [http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1950/1953/1953\\_053\\_2342.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1950/1953/1953_053_2342.PDF)

*Ley por la cual se denomina Comarca Kuna Yala a la Comarca de San Blas*. No. 99, L. P. 1998, en ligne: Asamblea Nacional [http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1998/1998\\_167\\_1673.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1998/1998_167_1673.PDF)

*Ley General del Ambiente*, N° 41 du 1<sup>er</sup> juillet 1998, en ligne: Autoridad Nacional del Ambiente <[http://www.anam.gob.pa/normasambientales/Ley %20Gral %20Ambiental.html](http://www.anam.gob.pa/normasambientales/Ley%20Gral%20Ambiental.html)>.

*Ley del Régimen especial de propiedad intelectual sobre los derechos colectivos de los pueblos indígenas, para la protección y defensa de su identidad cultural y de sus conocimientos tradicionales y se dictan otras disposiciones*, N° 20 du 27 juin 2000, en ligne: Asamblea Nacional <[http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/2000/2000/2000\\_517\\_0603.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/2000/2000/2000_517_0603.PDF)>.

*Ley sobre reservas indígenas (tierras baldías en la costa atlántica)*, N° 59, G.O.P, 1930, 05901, art.1, en ligne: Asamblea Nacional Legispan <[http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1930/1930/1930\\_094\\_0109.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1930/1930/1930_094_0109.PDF)>

*Ley general de Ambiente de la Republica de Panamá*, N° 41, G.O.P. 1998, 23578, en ligne: Asamblea Legislativa Legispan <[http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1998/1998\\_159\\_0225.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1998/1998_159_0225.PDF)>

*Ley que aprueba el Convenio para la conservación de la biodiversidad y de áreas silvestres prioritarias en América Latina*, N° 9, G.O.P, 1995, 22763, en ligne: Asamblea Legislativa Legispan <[http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1995/1995\\_107\\_1421.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1995/1995_107_1421.PDF)>

*Ley sobre explotación de fuentes o depósitos de petróleo o carburos gaseosos de hidrogeno*, N° 6, G.O.P, 1915, 02170, en ligne: Asamblea Legislativa Legispan <[http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1910/1915/1915\\_108\\_1606.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1910/1915/1915_108_1606.PDF)>

*Ley que aprueba el Convenio regional para el manejo y conservación de los ecosistemas naturales forestales y el desarrollo de plantaciones forestales*, 21 avril 1995, G.O.P, 1995, 22769, en ligne: Asamblea Legislativa Legispan <[http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1995/1995\\_107\\_1600.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1995/1995_107_1600.PDF)>

*Ley por la cual se aprueba el Convenio sobre diversidad biológica*, N° 2, 5 juin 1992, G.O.P, 1995, 22704, en ligne: Asamblea Legislativa Legispan <[http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1995/1995\\_107\\_0179.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1995/1995_107_0179.PDF)>

*Ley sobre protección forestal*, N° 32, G.O.P., 1941, 08538, en ligne: Asamblea Legislativa Legispan <[http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1940/1941/1941\\_078\\_1822.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1940/1941/1941_078_1822.PDF)>

Résolution No. 22 *Declara un área Silvestre en el corregimiento de Nargara ubicada dentro de la Comarca y Reserva Indígena de San Blas*, Instituto de Recursos Naturales renovables, G.O 22617, 07 septembre 1994, en ligne : Asamblea Legislativa LEGISPAN <[http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1994/1994\\_101\\_2149.PDF](http://www.asamblea.gob.pa/NORMAS/1990/1994/1994_101_2149.PDF)>

## 6. DOCTRINE

### 6.1 MONOGRAPHIE

Bartlett, H. Richard. 1991. *Development resources and Aboriginal Land Rights*. Calgary (Ca.) : Institut canadien du droit des ressources.

Berger, R. Thomas. 1999. *A long and terrible shadow: white values and native rights in the Americas since 1492*. Vancouver (Ca.) : Douglas & McIntyre.

Carey, Iskandar. 1976. *Orang Asli: the aboriginal tribes of peninsular Malaysia*. Kuala Lumpur (Malaysia) : Oxford University Press.

Colin, Nicholas. 2000. *The Orang Asli and the Contest for resources*. Copenhagen (Pays-Bas) : IWGIA.

Crowley, Julie. 2003. « Évaluation de la capacité d'apprentissage du système de gouvernance du régime de la Convention sur la diversité biologique en matière de savoirs traditionnels ». Mémoire de maîtrise en science politique, Montréal, Université du Québec à Montréal.

Erni, Christian. 1996. "Vines that won't bind Indigenous autonomy in Asia", *procédures d'une conférence tenue en 1995 à Chiang Mai, Tailhade*. Copenhagen (Pays-Bas) : IWGIA.

Epstein J., Marc. 1996. *Measuring corporate environmental performance: best practices for costing and managing an effective environmental strategy*. Chicago: Irwin Professional Pub.



- Gaston, K. J. 1996. "*What is biodiversity*" dans *Biodiversity : A biology of numbers and difference*. Oxford: Blackwell Science.
- Gomez, Alberto. 2004. *Looking for money: capitalism and modernity in an Orang Asli village*. Subang Jaya (Malaysia): Centre for Orang Asli Concerns.
- Gottlieb, Roger S. 2004. *This sacred earth: religion, nature, environment*. New York ; Londres : Rutledge.
- Grammond, Sébastien. 2003. *Aménager la coexistence : les peuples autochtones et le droit canadien*. Bruxelles : Yvon Blais.
- Hawkes, David C. 1989. *Aboriginal peoples and constitutional reform: what have we learned? "Aboriginal peoples and constitutional reform"* Kingston (Ca.): Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University.
- Hocking, Barbara. 1988. *International Law and aboriginal human rights*. Sydney (Australie) : Law Book.
- Kelsen, Hans. 1999. *Théorie Pure du droit*. Paris : Bruylant L.G.D.J.
- Le Prestre, Philippe G. 2002. *Governing global biodiversity: the evolution and implementation of the Convention on Biological Diversity*. Aldershot (RU): Ashgate.
- McNeil, Kent. 1989. *Common Law Aboriginal Title*. Oxford (R.U.): Clarendon Press.
- Maffi, L. 2001. *On biocultural diversity: linking language, knowledge, and the environment*. Washington D.C. : Smithsonian Institution Press.
- Pinton, Florence. 2003. *Traditional knowledge in areas of Biodiversity in Brazilian Amazonas*. Oxford (R.U.) : Blackwell Publishing Ltd, UNESCO.
- Rodon, Thierry. 2003. *En partenariat avec l'État*. Saint-Nicolas, (Qué.) : Presses de l'Université Laval.

- Schulte-Tenckhoff, Isabelle. 1997. *La question des peuples autochtones*. Bruxelles : Bruylant et Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.
- Suksi, Markku. 1998. *Autonomy: applications and implications*. The Hague, Boston: Kluwer Law International.
- Ulloa, Astrid. 2005. *The Ecological native: Indigenous people's movements and eco-governmentality in Colombia*. New York : Taylor et Francis Group.
- Valiente, Aresio. 2002. *Derechos de los pueblos indígenas de Panamá*. San José (C.R.): Gossesstra International.
- Vasquez, María Teresa. 2004. *Land privatization in Mexico: urbanization, formation of regions, and globalization in ejidos*. New York: Rutledge.
- Villagomez Velásquez, Yanga. 2004. *Diversidad étnica e identidad en la llanura costera del istmo oaxaqueño*. Mexique: Mundo Agrario janvier/juin, vol. 4, no. 8.
- Wilkins, Kerry. 2004. *Advancing Aboriginal Claims*. Canada: Purich Publishing.
- Aillot, S. 1999. *Savoirs du Sud : connaissances scientifiques et pratiques sociales.; ce que nous devons aux pauvres du Sud*. Paris : C.L. Mayer Coll. Réseau Réciprocité des Relations Nord Sud.
- Benasayag, Miguel. 1998. *Le mythe de l'individu*. Paris : Edition de la découverte.
- Beyou, C. 2003. *Manager les connaissances : du knowledge management au développement des compétences dans l'organisation*, Liaisons. Recueil Malmaison.
- Boldt, Menno. 1993. *Surviving as Indians*. Toronto: Toronto University Press.
- Bouchard, Pierrette. 1994. *La recherche qualitative : études comparatives*. Quebec : LABRAPPS. Université de Laval.

- Blanche, Charlotte. 2006. *L'articulation des savoirs en milieu interculturel : le cas de la médecine moderne et traditionnelle autour du VIH-SIDA au Burkina Faso*, Mémoire MBA recherche en management et technologie. Montréal : UQAM.
- Campbell, Howard. 1994. *Zapotec Renaissance: ethnic politicians and cultural revivalism in southern Mexico*. Albuquerque: University of New Mexico.
- Carey, Iskandar. 1976. *Orang Asli: The Aboriginal Tribes of Peninsular Malaysia*. Kuala Lumpur: Oxford University Press.
- Cheveau, Marianne. 2006. *Contribution des connaissances traditionnelles écologiques (TEK) à l'aménagement forestier durable*, Rapport de synthèse environnementale présenté comme exigence partielle du doctorat réseau en sciences de l'environnement. Trois Rivières : UQAM- UQAT.
- Durkheim, E. 1937. *Les règles de la méthode sociologique*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Gomez, Alberto. 2007. *Modernity and Malaysia: Settling the Meraq forest nomads*. Hull: Victor T. King, University of Hull.
- Grenier, Louise. 1998. *Connaissances indigènes et recherche : une guide à l'intention des chercheurs*. Ottawa : Centre de recherches pour le développement international.
- Johnston, Alison M. 2006. *Is the sacred for sale? : Tourism and indigenous peoples*. Londres: Earthscan.
- Edmund Leach. *Rethinking Anthropology*, PUF, Paris, 1968.
- André Lalonde. *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris, éditorial ?, 1968.
- Roberto Miguelez. *La comparaison interculturelle : Logique et méthodologie d'un usage empiriste de la comparaison*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal.

Rafael Negret, *De la protesta ecológica a la propuesta política*, Quito, Eskeletra, 1999.

Yves Poisson. *La recherche qualitative en éducation*, Presses de l'Université du Québec, Québec.

A. Przeworsky et H. Teune. *The Logic of Comparative Social Inquiry*, Wiley, New York, 1970.

C.C. Ragin. *The comparative Methode Moving Beyond Qualitative and Quantitative Strategy*, University of California Press, Berkeley, 1987.

Jeffrey W. Rubin, *Decentering the Regime: Ethnicity, Radicalism, and Democracy in Juchitan, Mexico*, Londres, Duke University Press, 1997.

Narifumi Maeda Tachimoto, *The Orang Hulu : A report on Malaysian Orang Asli in the 1960's*, Center for Orang Asli Concerns, Subang Jaya (Malaisie) 2001.

Charles-Henri Warren, *Le gouvernement fédéral et le droit inhérent des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale : l'instauration d'un lieu commun*, Mémoire de maîtrise présenté à l'Université du Québec à Montréal comme exigence partielle de la maîtrise en science politique, janvier 1999

Max Weber. *The methodology of the social sciences*, Free Press, Glencoe III, 1949.

## 6.2 OUVRAGES COLLECTIFS

Assies, Willem, Gemma van der Haar et André J. Hoekema. 2000. *The challenge of diversity: indigenous peoples and reform of the State in Latin America*. Amsterdam: Thela Thesis.

Aubertin Catherine et Frank-Dominique Vivien. 2006. *Le développement durable. Enjeux politiques, économiques et sociaux*, La documentation française, Paris.

- Ayres et al. 1993. *View point weak versus strong sustainability*. Tinbergen Institute Discussion Papers 98-103/3/ Tinbergen Institute.
- Badie B. et Hermet G. 1990. *Politique comparée*. PUF, Paris.
- Boyle E. Alan et Patricia Birnie W. 2002. *International law and the environment*. Royaume Unie: Oxford University Press.
- \_\_\_\_\_ et Michael R. Anderson. 1996. *Human rights approaches to environmental protection*. Oxford, Clarendon Press; New York: Oxford University Press.
- Chabot, Marcelle et Carole Lévesque. 2001. *Indigenous knowledge: Contribution to a Review of the Literature*. Montréal : INRS- Urbanisation, Culture et Société.
- Dean, Bartholomé e Daniel B. Botkin et Edward A. Keller. *Environmental Science: Earth as a living planet*, John Wiley & Sons Inc., Hoboken, N.J., 2007.
- Dogan, Mattei et Dominique Pelassy. 1982. *Sociologie politique comparative : problèmes et perspectives*, Economica, Paris.
- Elkington, J. et Burke T. 1987. *The Green Capitalism: industry's search for environmental excellence*. Londres: V. Gollancz.
- Fritz, Jean-Claude et al. 2005. *La nouvelle question indigène, peuples autochtones et ordre mondial*. Paris : L'Harmattan.
- Gaston, Kevin J. et John I. Spicer. 2004. *Biodiversity: An Introduction*, Blackwell publishing Co., Oxford.
- Gunderson L.H. et al. Barriers. 1995. broken and bridges built: a synthesis dans *Barriers and bridges to the renewal of ecosystems and institutions*, Columbia University Press, New York.
- Gingrich, Andre et Richard G. Fox. 2002. *Anthropology by comparison*. Londres: Routledge.

Grounds, Richard A., George E. Tinker et David E. Wilkins. 2003. *Native voices: American Indian identity and resistance*. Lawrence: University Press of Kansas.

Jerome M. Levi. 2003. *At the risk of being heard: identity, indigenous rights, and postcolonial states*. Ann Arbor (EE.UU.): University of Michigan Press.

Jucquois Guy et Christophe Vielle. 2000. *Le comparatisme dans les sciences de l'homme : approches pluridisciplinaires*, De Boeck Université, Bruxelles.

Krimsky, Sheldon et Peter Shorett. 2005. *Rights and liberties in the biotech age: why we need a genetic bill of rights*. Lanham, Rowman & Littlefield Publishers.

Lawrence, Olivier, Guy Bédard et Julie Ferron. 2005. *L'Élaboration d'une problématique de recherche*. Paris: L'Harmattan.

Léger, Marie. 1994. « L'autonomie gouvernementale des Kunas du Panama » dans Marie Léger, dir., *Des peuples en fin reconnus: La quête de l'autonomie dans les Amériques*. Montréal : Écosociété.

Leroux, Thérèse et Lyne Letourneau. 1996. *L'être humain, l'animal et l'environnement : dimensions éthiques et juridique*, Montréal. Montréal : Université de Montréal, Centre de recherche en droit public.

Lévesque, Carole et al. 2004. *Le savoir environnemental dans les communautés autochtones du Nord québécois*. Montréal : UQAM- Institut National de la recherche scientifique.

\_\_\_\_\_ et Christiane Montpetit. 1997. *Vers une gestion intégrée et durable des activités d'exploitation forestière en Eeyou Istchee*. Montréal : INRS-Culture et société.

Little Bear, Leroy, Menno Boldt et Anthony Long J. 1984. *Pathways to self-determination: Canadian Indians and the Canadian state*. Toronto : University of Toronto Press.

- Miriam Mc. Donald, L. Arragutainaq et Z. Novalinga. 1997. *Voices from the Bay: the traditional ecological knowledge of Inuit and Cree in the Hudson Bay Bioregion*. Canada: Municipality of Sanikilvaq et Canadian Artic Resource Committee.
- McNeely J., K. Miller, W. Reid, R. Mittermeier et T. Werner. 1990. *Conserving the World's Biodiversity*. Gland (Suisse): International Union for Conservation of Nature and Natural Resources.
- Moran, Dominique et Camille Bann. 2000. *The Valuation of Biological Diversity for National Biodiversity action plans and Strategies*. Nairobi : UNEP, en ligne : <<http://www.earthmind.net/marine/docs/valuation-nbsaps.pdf>>.
- Nonaka, Ikujiro et Hitoshi Takeuchi. 1997. *La connaissance créatrice : la dynamique de l'entreprise apprenante*. Paris : De Boek Université.
- Piran, Florence et Félicité Ringtounda. 1994. *Les savoirs locaux, la formation non formelle et le développement international : trois études de cas menées aux Burkina Faso*. Québec: Université Laval- Centre Sahel.
- Posey, Darrell A. et OCEES. 1999. *Cultural and spiritual values of biodiversity*. Londres : Intermediate Technology.
- Rouland, Norbert (dir. publ.), Stéphane Pierré-Caps et Jacques Poumarède. 1996. *Droit des minorités et des peuples autochtones*. Paris : Presses universitaires de France.
- Reid, Walter et K. Miller. 1989. *Keeping options alive : the scientific basis for conserving biodiversity*. Washington, DC : World Resources Institute.
- Routhier, Jannick et al. 1995. *Partenariat et administration publique*. Québec : Gouvernement du Québec, Ministère de l'Environnement et de la Faune, Direction des territoires fauniques.
- Sarah A. Laird (dir. publ.). 2002. *Manual de Conservación Biodiversidad y conocimiento tradicional*. Montevideo (Ur.) : Nordan-Comunidad.

- T.C. Puthago et R. Chanda. 2004. Traditional ecological knowledge and community-based natural resources management : lesson from a Botswana wildlife management area, *Applied Geography* 24, en ligne : <<http://www.elsevier.com/locate/apgeog>>
- Ten, Kate K. et Laird, Sarah 1999. A. *The commercial use of biodiversity : access to genetic resources and benefit-sharing*. Londres : Earthscan.
- Tulet, Jean-Christian et Hugues Barcet. 2006. *Atlas élémentaire du monde rural latino-américain*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail.
- Tylor, Edward B. 1970. « On a method of Investigating the Development of Institutions: Applied to Laws of Marriage and Descent » Frank Moore dir, *Reading in cross- cultural methodology*. New Haven: Human Relations Area Files Press.
- Van Schaik C. et H.D. Rijksen. 2002. Integrated conservation and development projects: problems and potential dans *Making Parks Work: Strategies for Preserving Tropical Nature*. Washington DC: Island Press.

### 6.3 PÉRIODIQUES

- Andrew, Gray, Alejandro Parellada et Hellen Newing. 1998. From principles to practice : Indigenous peoples and biodiversity conservation in Latin America : Dans document N° 87 : Procédures de la Conférence IWGLA (Pucallpa, Pérou 17- 20 mars 1997). Copenhague (Pays-Bas) : IWGLA.
- Anuradha, R.V. 2001. "IPRs : Implications for Biodiversity and Local and Indigenous Communities". *RECIEL*, vol. 10, no 1, en ligne : Blackwell publishers <<http://www.blackwell-synergy.com>>
- Archibold et Davey. 1993. « Kuna Yala: Protecting the San Blas of Panama » Elizabeth Kemf, dir., *The law of the mother: protecting indigenous peoples in protected areas*, San Francisco, Sierra Club Books.
- Arias, Marcial. 1998. « Panama: The Research Project for the Management of Wilderness Areas in Kuna Yala (PEMASKY) » *Procédures d'une conference: From Principles to*



*Practice: Indigenous Peoples and biodiversity conservation in Latin America (du 17 au 20 mars 1997, Pucallpa, Pérou)* Copenhagen, IWGIA, 237.

Baecher, Jean. 1986. « Les présupposés de la comparaison dans les sciences sociales » *Revue européenne des sciences sociales* N°24.

Bartolomé, Miguel et Alicia Barabas. 1998. "Recursos culturales y autonomía étnica. La democracia participativa de los Kuna de Panama" *Alteridades*, vol. 8 no 159, p. 16.

Berkes et al. 2000. "Rediscovery of traditional ecological knowledge as adaptative management" *Ecology* N°10, 5.

\_\_\_\_\_. 1991. "Co-management : the evolution on theory and practice of the joint administration of living resources" *Alternatives*, vol. 18 no 2, p. 12.

Berthaud, Gérard. 1986. « La comparaison : une idée ambiguë » *Revue européenne des sciences sociales*, N°24.

Burguete Cal y Mayor, Aracely. 2000. "Indigenous Autonomy in Mexico" *IWIGIA*, no. 94.

Bloch, Marc. 1928. « Pour une histoire comparée des sociétés européennes » *Revue de synthèse historique* N°46.

Castillo, Geodisio. 2001. "La Agricultura del "nainu" entre los Kunas de Panama : Una alternativa para el manejo de bosques naturales", *Etnoecologica* vol. 6, no 8, p. 84-99, en ligne : *Etnoecologica*

<[http://www.etnoecologica.org.mx/Etnoecologica\\_vol6\\_n8/Articulo\\_La %20agricultura %20de %20nainu %20entre %20los %20kunas %20de %20Panama.pdf](http://www.etnoecologica.org.mx/Etnoecologica_vol6_n8/Articulo_La%20agricultura%20de%20nainu%20entre%20los%20kunas%20de%20Panama.pdf)>

David, A. et Wagner, J.R. 2003. « Who knows? On the importance of identifying "experts" when researching local ecological knowledge » *Human Ecology* N°31, 3.

- De Gyves, Leopoldo. 2000. « Juchitan: A free and autonomous municipality » Aracely Burguete Cal y Mayor, dir., *IWGIA Indigenous Autonomy in Mexico* N°97.
- Dove, Michael R. 1995. "Centre, Periphery, and Biodiversity : A Paradox of Governance and a Developmental Challenge" *Valuing local knowledge : indigenous people and intellectual property rights*, vol. 41.
- Ehrlich, P.R. et Wilson, E.O. 1991. "Biodiversity studies: science and policy" *Science* N°253.
- Gollin, Michael. A. et Sarah. A. Laird. 1996. "Global Policies, Local Actions : the Role of National Legislation in Sustainable Biodiversity Prospecting" *University Journal of Science and Technology Law*, vol. 2, no 13.
- Glowka, Lyle, Françoise Burhenne-Guilmin et Hugh Synge. 1994. "A guide to the convention on biological diversity" *Environmental policy and law paper*, vol. 30.
- Granek, Elise F. et Mark A. Bronw. 2005. "Co-management approach to marine conservation in Mohéli, Comoros Islands" *Conservation Biology, Society for conservation biology*, 1724-1732.
- Gray, Andrew. 1991. "Between the spice of life and the melting pot : biodiversity conservation and its impact on indigenous peoples" *IWIGIA*, no 70.
- Gumvor, Berge. "Reflections on the concept of indigenous peoples in Africa" *The case of the Tuareg, procedures d'une conference sur les peuples autochtones de l'Afrique (Dinamarque, 1993)* IWIGIA, Doc. N°74, Copenhagen.
- Hill, L. 1989. « Comparative Law, Law Reform and Legal Theory » *Oxford Journal of Legal Studies*.
- Son excellence Hutchins, Peter W., Monique Caron et Elizabeth Patterson Hutchins. 2005. *Quelle place doit être accordée aux valeurs et à la spécificité autochtones dans la gestion des ressources naturelles et du territoire : Procédure d'un forum autochtone sur la gestion des ressources naturelles et du territoire* (Montréal, 5, 6 octobre 2005) Québec : Patterson Hutchins.

- IWGIA. 1999. *Indigenous peoples and protected area in South and Southeast Asia : dans documents IWGIA. Procédure d'une conférence* (Kundasang, Malaysia, 14 au 18 décembre 1998) Copenhague (Pays-Bas) : IWGIA.
- Johnson, M. 1992. "Research on traditional ecological knowledge: its development and its role" *LORE: Capturing traditional environmental knowledge*, M. Johnson, IDRC, Ottawa.
- Jucquois, Guy. 1989. « *Le comparatisme : généalogie d'une méthode* » *Comparatisme* (1989) Vol. 1, N°47, Peeters, Louvain-la-Neuve.
- \_\_\_\_\_. 1986. « *Analyse du langage et perception culturelle du changement* » *Bibliothèque des Cahiers de l'Institut de Linguistique de Louvain* N°32, Peeters, Louvain-La-Neuve.
- Karttu, Juha. 2004. « How to make comparable things: Legal Engineering at the service of comparatif law » *Epistemology and Methodology of Comparative Law*, Mark Van Hoecke, Oxford and Portland Oregon.
- Kingsbury, Benedict. 1996. *The concept of indigenous peoples' in Asia: international law issues, procedures d'une conference (Chiang Mai, Thaïlande 1995)* Copenhague, IWGIA, Doc. N° 80.
- Legrand, Pierre. 1999. « European Legal Systems are not Converging » *International and Comparative Law Quarterly* N°45, Fragments on Law-as-Culture, Peventor, Kluwer.
- Lewis, H.T. "Traditional ecological knowledge: some definitions *dans Traditional ecological knowledge: wisdom for sustainable development*" Williams, N.M. & Baines, G. Centre for Resource and Environmental Studies, Australian National University, Canberra, Australia.
- Lewis, Oscar. 1970. « Comparisons in Cultural Anthropology » dans Frank Moore dir, *Reading in cross- cultural methodology*, Human Relations Area Files Press, New Haven.

- Lindenmayer, D.B., J.F. Franklin et J. Fischer. 2006. "General management principles and a checklist of strategies to guide forest biodiversity conservation" *Biological Conservation*, no. 131, p. 433-445.
- Macklom, Patrick. 1993. "Distributing Sovereignty: Indian Nations and Equality of Peoples" *Stanford Law Review*, Vol. 45, N°5.
- Marantz, B. Denis. 1996. "People or peoples : equality, autonomy and self-determination : the issues at stake of the International Decade of the World's Indigenous People" *Essai sur les droits humains et le développement démocratique*.
- Marradi. 1985. « Nature, forme et scopi della comparazione: un bilancio » dans *Metodo scientifico e ricerca politica*, La Nuova Italia Scientifica, Rome.
- Olson, D.M et al. « *Terrestrial ecoregions of the World : a new map of life on Earth* » Bio Science N°51.
- Ortega Pascka, Rafael. *Maize-Biodiversity*, CEC en ligne : CEC.org  
<[http://www.cec.org/files/pdf/maize-Biodiversity-Chapter1\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/maize-Biodiversity-Chapter1_en.pdf)>
- Pelletier, Marie-Loise et Julia Sotousek. 2004. "La participation des autochtones à la gestion durable de leur milieu : réflexions sur l'efficacité des cadres juridiques mis en place par les gouvernements québécois et australiens" *Revue juridique des étudiants et étudiantes de l'Université de Laval*, no 7, p. 10.
- Posey, Darrell. 2002. "Commodification of the sacred through intellectual property rights" *Journal of Ethno pharmacology*, no 83, p. 3.
- Ramakrishna, Sundari. 2004. *Conservation and sustainable use of Peat Swamp Forests by Local communities in South East Asia : Procédures du XII International Peat Congress* (Java, en 2004). Finlande : International Peat Society, en ligne : International Peat Society.org <[http://www.peatociety.org/user\\_files/files/ramakrishna.doc](http://www.peatociety.org/user_files/files/ramakrishna.doc)>

Rothschild, Karen. 2001. "Maquilas and Mega-projects: the struggle of indigenous peoples in the Isthmus of Tehuantepec", *Upstream Journal*. Comité Social de Justice, (mai-juin), en ligne : <[http://www.upstreamjournal.org/archive %2001/01may.htm](http://www.upstreamjournal.org/archive%2001/01may.htm)>

Stenveson, Marc. 1998. *Traditional Knowledge in environmental management? From commodity to process: Working paper for the National Aboriginal Forestry Association Conference "Celebrating Partnerships"* (Prince Albert, Saskatchewan, 14- 18 septembre 1998) Edmonton (Canada) : Sustainable Forest Management Network, University of Alberta.

\_\_\_\_\_ 1996. *Indigenous knowledge in environmental assessment*, Art. N°49, 3.

\_\_\_\_\_ 1997. "Ignorance and prejudice threaten environmental assessment" *Policy Options* N°18, 2.

Seymour, H.M. de Klerk et al. 2001. « The biogeography of the Anura of Sub-equatorial Africa and the prioritisation of areas for their conservation" *Biodiversity and Conservation* N°10.

Slaheddine Selmi et Thierry Boulinier. 2003. "Breeding bird communities in southern Tunisian oases: the importance of traditional agricultural practices for a bird diversity in a semi-natural system", *Biological Conservation*, no 110.

Spindler, G et L. « Ethnography: An Anthropological View » Education and cultural process, Anthropological Approaches, Prospect Heights, Waveland Press, Illinois.

Stout, D.B. 1964. « San Blas Cuna acculturation: an introduction » N°9 Viking Fund, Inc. 13.

Svarstad, Bugge H. « From Norway to Novartis: cyclosporin from *toleposcladium inflatum* in an open access bioprospecting regime » dans *Biodiversity and Conservation* N°9.

Tapan, Bose K. 1996. *Definition and Delimitation of the indigenous peoples of Asia, procedures d'une conference (Chiang Mai, Thaïlande 1995) "Vines that won't Bind"* Indigenous Peoples in Asia, Doc. 80, IWGIA.

- Turpana, Arysteides. 1994. "The Dule nation of the San Blas Comarca: Between the government and self-government" *Indigenous Peoples Experiences with self-government. Procédures d'un symposium sur arrangements for self-determination by Indigenous Peoples within national states tenues du 10 au 11 février 1994 à Amsterdam*, Copenhagen, IWGIA et University of Amsterdam.
- Turner, R. Kerry. 1993. "Sustainability: principles and practice" R. Kerry Turner, *Sustainable environmental economics and management: principles and practice*, Belhaven Press, Londres.
- Thompson, Ruth. 1987. "The Rights of indigenous peoples in international law" *procédure d'une conférence sur les droits des Autochtones et l'Ordre Public Mondial tenue en 1987 à l'University of Saskatchewan*, Saskatchewan: University of Saskatchewan.
- Van Hoecke, Mark. 2002. « Deep Level Comparative Law » EUI Working Paper Law N°2002/13, European University Institute, Florence.
- Vera, Ramon. 2001. "Isthmus of Tehuantepec: Not for sale" *La Jornada*, (26 février), en ligne:  
<<http://www.globalexchange.org/countries/americas/mexico/ppp/jornada022601.ht>>
- Villamar, Alejandro. 2001. "III Impactos ambientales de la liberalizacion economica" *Lecciones para la negociacion del Acuerdo de libre comercio de las Américas-ALCA*, Red mexicana de Accion Frente al ALCA (décembre).
- Villagomez, Yanga. 2004. « Diversidad e identidad en la llanura costera del istmo oaxaqueño » N°8 Revista de Estudios Rurales Mundo Agrario 3.
- Wai Hong, Loke. 1999. *Biological control in the tropics : towards efficient biodiversity and bioresource management for effective biological control : Procédures du Symposium sur le Control biologique dans les eaux tropicales* (Serdang, 18- 19 mars 1999) Selangor, (Malaysia), CAB International.
- Witt, Laurie- Anne. 1999. « Indigenous Peoples, their environments and territoires » UNEP *Cultural and spiritual values of biodiversity. A complementary contribution to the global biodiversity assessment*, Londres, Intermediate Technology Publication.

Yupanqui Huerto, Pierina. 2005. « La menace à la participation autochtone dans la gestion de la biodiversité au Juchitan, Mexique » *La Chronique des Amériques*, vol. 32, p. 5, en ligne : <[http : //www.er.uqam.ca/nobel/oda/pdf/chronique\\_2005\\_32.pdf](http://www.er.uqam.ca/nobel/oda/pdf/chronique_2005_32.pdf)>

Zelditch, M.J.R. 1971. « Intelligible Comparisons » *Comparative Method in Sociology*, University of California Press, Berkeley.

## 7. DICTIONNAIRES

Cornu, Gérard (dir. publ.). 1998. Vocabulaire juridique, 7e éd. Paris : Presses Universitaires de France.

Larousse. *Le Petit Larousse*. Paris: Larousse, 2003.

\_\_\_\_\_. *Le Petit Larousse*, 1<sup>er</sup> éd. Montréal, La Rousse, 2002.

Malignon, Jean. 1967. *Dictionnaire de politique*. Paris: Cujas.

M.B.Walker, Peter. *Chambers*. Cambridge: Cambridge University Press, 1988.

Mc Graw, Hill. Concise Encyclopaedia of science & technology, 3ème éd. rév. Sybil P. Parker, États-Unis, 1989.

Rey- Debove, Josette, dir. *Le Robert quotidien*, 1<sup>er</sup> Éd. Montréal, Dictionnaires Le Robert, 1996.

Robert, Paul. *Le Petit Robert langue française, dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, 2002.

Salmon, Jean, dir. *Dictionnaire de droit international public*, 1<sup>er</sup> éd. Paris, Universités Francophones, Bruylant/AUF, 2001.

Smith, C.C. et al. , *Diccionario Moderno Inglés*, Barcelona, Oceano Langenscheidt

## 8. SOURCES ÉLECTRONIQUES

Asia Pacific Economic Cooperation, *Presentation*, 2008, en ligne: APEC  
<<http://www.apec.org/>>.

CITES, *Texte de la Convention*, 2008, en ligne : CITES  
<<http://www.cites.org/fra/disc/text.shtml>>

CMS, *Texte de la Convention*, 2008, en ligne : CMS  
<[http://www.cms.int/documents/convtxt/cms\\_convtxt.fr.htm](http://www.cms.int/documents/convtxt/cms_convtxt.fr.htm)>.

COAC, *Orang Asli Initiatives*, 2008, COAC <<http://www.coac.org.my>>.

Dulenga, *Kuna Yala o Dulenga*, Panama, 1997, en ligne : Dulenga  
<<http://dulenga.nativeweb.org/dulenga.html>>

FAO, *Priority Areas for Inter-disciplinary Action (PALAS)*, Rome, FAO, 1999, en ligne :  
FAO <<http://www.fao.org/biodiversity/index.asp>>.

FAO, *Le foncier environnement : Fondements juridiques institutionnels pour une gestion viable des ressources naturelles renouvelables au Sahel (étude FAO législative 60)*, Rome, FAO, 1997, en ligne : FAO  
<<http://www.fao.org/docrep/W3723F/w3723f09.htm#2.%20l'organisation%20d'une%20cogestion%20environnementale>>.

Investigaciones Koskun Kalu, *Resoluciones Kunas*, Panama, 2005, en ligne : Instituto de Investigaciones Koskun Kalu  
<[http://onmaked.nativeweb.org/resoluciones\\_del\\_congreso\\_genera.htm](http://onmaked.nativeweb.org/resoluciones_del_congreso_genera.htm)>.

Moreno R, Rogelio. *Diccionario Instructivo de Ciencias Sociales*, Argentina, 2006, en ligne :  
dicciobibliografia.com  
<<http://www.dicciobibliografia.com/Diccionario/Definition.asp?Word=PUEBLO>>.



NU, *Plan d'action de la Déclaration politique sur le développement durable*, 2008, en ligne :  
Organisation internationale de la francophonie  
<<http://www.agora21.org/johannesburg/rapports/plan-action.pdf>>.

OMC, *Accords internationaux*, 2008, en ligne: WTO <<http://www.wto.org/indexfr.htm>>.

Pananet, *Proyectos Masbosques*, en ligne: <<http://www.pananet.com/aekpemas/frames.htm>>.  
Rothschild, Karen. 2001, *Maquilas and mega-projects-the struggle of the indigenous people in the Isthmus of Tehuantepec*, the Social Justice Committee, Mexico, en ligne : Social Justice Committee <<http://www.s-j-c.net/medias/doc/Maquilas.doc>>.

Secretaria de Desarrollo del pueblo ashaninka, “Presentación y Proyectos” (2007), en ligne :  
Electronic communication and information exchange  
<<http://www.ecie.org/Ashaninka/perfil.html>>.

SCDB, Assurer la pérennité de la vie sur terre, La Convention sur la diversité biologique :  
pour la nature et le bien-être de l'humanité, Montréal, SCDB, 2002, En ligne : [cbd.int](http://www.cbd.int)  
<<http://www.cbd.int/doc/publications/guide.asp>>.

Toledo, Moguel. *Manejo comunitario*, En ligne : Mesoamérica  
<<http://www.mesoamerica.org.mx/manejo %20comunitario/Docdiscusion/ToledoMoguel.ht>>.

UNEP, CDB. *Parties to the Convention on Biological Diversity/Cartagena Protocol on Biosafety*, Montréal, SCDB, 2005, en ligne : SCDB  
<<http://www.cbd.int/world/parties.asp>>.

UNESCO, *Practices on Indigenous Knowledge*, Netherlands, UNESCO, Nuffic-CIRAN,  
1994, en ligne: MOST Clearing House Best Practices  
<<http://www.unesco.org/most/bpindi.htm>>.

UCIRI, *Perfil de UCIRI y Proyectos*, Mexique, UCIRI, en ligne : Union de Comunidades  
Indigenas de la Region del Istmo <<http://www.uciri.org/espanol/espanol.htm>>

UN, CNUCED, *Qu'est que ce la CNUCED?* 2008, en ligne : CNUCED  
<<http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intitemID=1530&lang=1>>.